

3

LA POPULATION DE LA VILLE DE QUÉBEC ET DE SES ARRONDISSEMENTS



RÉSUMÉ ET POINTS SAILLANTS

La ville de Québec vient de passer en régime de croissance lente et les taux de croissance varient selon les arrondissements.

Entre 1991 et 2001, la population de Québec a augmenté de 3,7 %. En 2001, elle se chiffre à 508 000 personnes. L'arrondissement Laurentien est le plus peuplé, 83 000 habitants, et le moins peuplé est Limoilou, 45 000 habitants. Durant cette période, les arrondissements Laurentien et La Haute-Saint-Charles ont enregistré les taux de croissance les plus élevés, soit 13,8 % et 13,4 % respectivement, tandis que Les Rivières et Beauport ont eu une hausse de 5,3 %, et que La Cité (-0,8 %), Sainte-Foy-Sillery (-1,7 %), Limoilou (- 4,7 %) et Charlesbourg (-1,3 %) ont subi une décroissance de leur population.

La décennie des années 1991-2001 est composée de deux périodes quinquennales très contrastées au plan démographique.

Les taux de croissance pour la période 1991-2001 peuvent être trompeurs, car le comportement démographique de Québec et de ses arrondissements n'a pas été le même entre 1991 et 1996 et entre 1996 et 2001. Pendant la première période quinquennale, le taux de croissance de Québec a été de 2,9 % alors qu'il ne s'est chiffré qu'à 0,8 % pendant la deuxième période. Ce ralentissement a été accompagné de changements importants du rythme de croissance dans les arrondissements. En effet, en 1991-1996 et en 1996-2001, les deux arrondissements les plus urbains ont amélioré leur situation : La Cité est passé de -3,4 % à +2,7 % et Limoilou,

de -4,2 % à -0,5 %. Pendant ces périodes, certains arrondissements suburbains ont ralenti ou décliné un peu, entre autres, Les Rivières est passé de 5,6 % à 0,8 % et Beauport, de 6,0 % à -0,1 %. En bref, on constate un léger transfert d'une partie de la croissance de la population de la périphérie vers le centre entre 1991-1996 et 1996-2001. Le contraste démographique entre les deux périodes quinquennales de la décennie 1991-2001 est en partie lié au fait que la première période a été marquée par une récession économique alors que la seconde a bénéficié d'une reprise assez vigoureuse de l'économie. Ce changement conjoncturel s'est combiné avec l'effet de l'évolution de la structure d'âge, ce qui complique l'analyse des tendances et des futurs possibles.

Pour le moment, il y a maturation plutôt que vieillissement, mais celui-ci viendra bientôt.

Parmi les principales villes canadiennes, Québec est celle dont l'âge médian de la population (40,3 ans) est le plus élevé. Cet âge élevé est dû aux forts effectifs du groupe des 45 à 64 ans plutôt qu'à une proportion élevée de personnes ayant 65 ans et plus. En effet, 27,6 % de la population de la ville avait entre 45 et 64 ans en 2001, ce qui, par exemple, est nettement plus qu'à Montréal (25 %), alors que 14,3 % avait 65 ans et plus, soit beaucoup moins que le « seuil psychologique » de 20 %. Il reste que, selon la projection de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), 18 % de la population de Québec aurait 65 ans et plus en 2011 et que ce taux serait de 25 % en 2021. C'est beaucoup. Toujours selon l'ISQ, la population de la ville de Québec n'augmenterait que de 22 609 personnes entre 2001 et 2022⁽¹⁾. Elle serait donc

1. Les données du texte ont été corrigées en fonction des données les plus récentes de l'ISQ parues en octobre 2004.



en régime de croissance démographique extrêmement lente, soit un peu plus de 1 000 nouveaux habitants par année en moyenne. Cette projection est basée sur les tendances démographiques observées pendant la décennie 1991-2001 : faible fécondité et solde migratoire également faible. Elle n'est pas alarmante mais certainement préoccupante.

Présentement, le rapport de dépendance favorise Québec, mais pas pour longtemps.

Le rapport de dépendance (le nombre de personnes de moins de 15 ans ajouté à celui des personnes de 65 ans et plus, et cette somme divisée par le nombre de personnes de 15 à 64 ans) donne une idée générale de la pression exercée par les plus jeunes et les plus vieux, donc ceux et celles qui ont peu d'emplois rémunérés, sur ceux et celles qui constituent la main-d'œuvre. En raison de son état de maturation plutôt que de vieillissement, Québec a présentement un des rapports de dépendance les plus faibles parmi les villes canadiennes, mais ce rapport va se mettre à augmenter rapidement au cours des prochaines années. Cependant, il faut souligner que les retraités jouissant de pensions adéquates n'exercent pas la même pression sur la population « active » que de nombreux enfants.

Le nombre de ménages croît plus rapidement que le nombre de personnes.

Le nombre de ménages a augmenté de façon régulière dans la ville de Québec entre 1991 et 2001, soit de 14 %. Ce taux plus élevé que celui de la croissance de la population est dû au fait que le nombre de personnes par ménage a baissé, passant de 2,4 à 2,2 entre 1991 et 2001. Tous les arrondissements ont enregistré une hausse du nombre de ménages. Les écarts entre eux sont cependant beaucoup moins importants durant la deuxième moitié de la décennie que durant la première. Ainsi, le taux de croissance du nombre de ménages varie entre 0,6 % et 18,2 % de 1991 à 1996 et entre 4 % et 9 % de 1996 à 2001. Soulignons l'importance de l'augmentation du nombre de ménages au regard des besoins futurs de

logements. En effet, entre 2001 et 2021, selon la projection de l'ISQ, 42 439 nouveaux ménages viendraient s'ajouter aux 232 954 que comptait la ville en 2001.

L'accroissement naturel défavorise moins les arrondissements périphériques.

Pour effectuer sa projection de la population de Québec à l'horizon 2021, l'ISQ doit prendre en considération les deux composantes du bilan démographique que sont l'accroissement naturel (les naissances moins les décès) et le solde migratoire (les immigrants moins les émigrants). L'accroissement naturel de la population de Québec va devenir de plus en plus négatif entre 2001 et 2021 en raison de la structure d'âge vieillissante. Cependant, deux arrondissements, Laurentien et La Haute-Saint-Charles (qui ont la structure d'âge la plus basse actuellement), continueront d'enregistrer un accroissement naturel positif jusqu'en 2021, alors que les trois arrondissements les plus centraux, La Cité, Sainte-Foy-Sillery et Limoilou, ont déjà des bilans négatifs à cet égard.

Les soldes migratoires commencent à favoriser les arrondissements centraux.

La situation est très différente en ce qui concerne le bilan migratoire. En fait, un phénomène remarquable, véritable fait porteur d'avenir, a trait aux changements importants survenus dans la mobilité résidentielle entre 1991-1996 et 1996-2001. Nous remarquons d'abord une forte augmentation du solde positif dans l'arrondissement de La Cité. Ce solde passe de 529 en 1991-1996 à 4 403 en 1996-2001, soit huit fois plus. Nous constatons ensuite que cinq arrondissements subissent des renversements de solde entre les deux périodes : Les Rivières (de +816 à -909), Beauport (de +1 385 à -512) et Laurentien (de +3 603 à -550) passent d'un solde positif à un solde négatif, tandis que Sainte-Foy-Sillery (de -449 à +955) et Limoilou (de -1 502 à +494) passent d'un solde négatif à un solde positif. Enfin, nous remarquons aussi que, outre La Cité, deux arrondissements enregistrent un solde du même signe entre



les deux dates : Charlesbourg (de -909 à -399) a deux soldes négatifs alors que La Haute-Saint-Charles enregistre deux soldes positifs, le deuxième substantiellement plus élevé que le premier (de +2 428 à +7 510). Ces changements se poursuivront-ils ou sont-ils propres à la décennie 1990 qui, au plan économique, a été marquée par une récession dans sa première partie et une reprise à partir de 1997 environ ? Antérieurement, les périodes de croissance économique favorisaient l'étalement urbain, les ménages pouvant alors plus facilement assumer le coût d'achat d'une maison et les frais de transport. Il est donc remarquable que le « repli vers le centre » se soit produit pendant la reprise économique. À quel point est-il lié au vieillissement de la population ? Pour le savoir, il faudra décomposer la mobilité résidentielle selon l'âge dans les futures analyses.

Le nombre de parents seuls masculins augmente plus rapidement que le nombre de parents seuls féminins.

Il est bien connu que, dans la plupart des familles monoparentales, le parent est une femme. À Québec en 1991, sur 21 000 familles monoparentales, 3 540 avaient des parents masculins, soit 17 %. Dix ans plus tard, en 2001, sur 24 440 familles monoparentales il y en avait 4 960, soit 20 %. Autrement dit, le nombre de familles monoparentales dont le parent est masculin a augmenté de 40,5 % entre 1991 et 2001, tandis que le nombre de familles monoparentales dont le parent est féminin a augmenté de 11,6 %. Il y a là une différence de taux assez significative, d'autant plus qu'elle s'amplifie entre 1996 et 2001 par rapport à 1991-1996. Cela constitue un indice de la plus grande implication des hommes dans la sphère domestique, ce qui compense la plus grande participation des femmes à la sphère de l'emploi. On peut détecter un autre indice en ce qui concerne le partage des tâches domestiques. Les données qui permettraient d'examiner l'évolution de ce partage selon les groupes d'âge ne sont pas encore disponibles, mais il en existe quelques-unes pour l'ensemble des personnes de plus de 15 ans, notamment : le pourcentage d'hommes ayant affirmé ne consacrer aucun temps au travail ménager a diminué à Québec entre 1996 et 2001, passant de 16,3 % à

13,8 %, alors que celui des femmes est resté stable à 7,9 %. Si l'implication des hommes dans la sphère domestique continue à prendre de l'ampleur, la prise en charge des responsabilités familiales au sein des couples sera facilitée, ce qui, peut-être, aura un effet à la hausse sur la fécondité. Il s'agit là d'un autre fait porteur d'avenir.

La population de Québec est de plus en plus scolarisée, surtout les femmes.

Le nombre de personnes ayant terminé des études universitaires et obtenu soit un baccalauréat soit un diplôme de 2^e ou 3^e cycle a augmenté de 32 % dans la ville de Québec entre 1991 et 2001. En 2001, on dénombre 98 000 personnes ayant terminé des études universitaires, tous cycles confondus, ce qui représente 25 % de la population âgée de 20 ans et plus. Sainte-Foy-Sillery et La Cité sont les arrondissements qui en comptent le plus, soit respectivement 24 900 et 17 000, ce qui représente respectivement 44 % et 33 % de leur population âgée de 20 ans et plus. Les femmes ont progressé plus rapidement que les hommes en ce qui a trait à l'enseignement supérieur. Au début des années 1970, environ 40 % des étudiants de premier cycle à l'Université Laval étaient des femmes. Aujourd'hui, c'est 60 %. Il s'agit là d'une tendance générale qui n'est pas près de se démentir, puisque la progression des femmes au plan de la formation est intimement liée à leur progression dans la sphère de l'emploi.

L'espérance de vie en bonne santé augmente.

Les démographes ont de plus en plus tendance à distinguer l'espérance de vie **en bonne santé** de l'espérance de vie totale. L'espérance de vie en bonne santé signifie le nombre moyen d'années vécues sans limitations d'activité par les membres d'une population. Au Québec, en 1996, l'espérance de vie sans limitations d'activité était de 70,2 ans, soit 90 % de l'espérance de vie totale. En 1998, la région de la Capitale nationale, dont 85 % de la population résidait dans la ville de Québec, se classait quatrième sur les





17 régions du Québec au chapitre de l'espérance de vie en bonne santé. L'expérience de vie d'une population qui vieillit en santé est tout à fait différente de celle d'une population dont les membres ont à composer avec des limitations d'activité importantes.

Les personnes âgées sont plus mobiles en 2001 qu'elles l'étaient en 1991.

En ce qui concerne les déplacements quotidiens au sein de la ville de Québec, on constate d'abord que les hommes se déplacent généralement plus que les femmes, mais que cet écart s'amenuise entre 1991 et 2001. Alors que, en 1991, les hommes font 2,35 déplacements par jour et les femmes 2,08, ces chiffres passent respectivement à 2,68 et 2,47 en 2001. On constate ensuite que, en 1991, les hommes et les femmes **âgées de 65 ans et plus** font respectivement une moyenne de 1,39 et 1,12 déplacement par jour, ce qui représente 59 % et 54 % par rapport à la moyenne des déplacements par jour de l'ensemble de la population. En 2001, pour ce groupe d'âge, le nombre de déplacements par jour augmente chez les femmes à 1,49 et chez les hommes à 2,43, ce qui représente désormais par rapport à la moyenne de l'ensemble de la population, 60 % pour les femmes et plus de 90 % pour les hommes. On peut penser que cette hausse est une conséquence de l'amélioration de l'espérance de vie en bonne santé. On sait par ailleurs que, en général, il y a chez les retraités, du fait qu'ils jouissent de plus de temps, une légère hausse de la propension à utiliser le transport en commun, bien que cela ne soit pas encore manifeste à Québec.

Les disparités de revenu entre les arrondissements et entre les résidents d'un arrondissement augmentent mais à un rythme régressif.

On peut considérer les indices des disparités de revenu entre les ménages et entre les personnes comme des indicateurs du degré d'équité sociale et de son évolution dans la ville de Québec. De façon générale, les disparités de revenu

augmentent entre les arrondissements ainsi qu'entre les ménages et les personnes au sein des arrondissements, mais à un rythme moindre dans la deuxième moitié des années 1990 que dans la première. Il y a cependant une exception à cette tendance : les disparités de revenu entre les hommes et les femmes s'atténuent. Il faut aussi souligner que les arrondissements les plus « urbains », La Cité et Limoilou, enregistrent une diminution des disparités internes entre 1996 et 2001.

La part des dépenses de logement dans le budget des ménages baisse à la fin des années 1990 en raison du bon état de l'économie.

Dans la ville de Québec, le nombre de logements occupés par des propriétaires consacrant plus de 30 % de leur revenu à se loger a augmenté de 20,1 % entre 1991 et 1996 pour diminuer ensuite de 10,6 % entre 1996 et 2001. Par rapport à l'ensemble des propriétaires, le pourcentage de ces ménages est passé de 14 % en 1991 à 15 % en 1996 puis à 12,6 % en 2001. Quant aux locataires, le nombre de ceux qui consacrent plus de 30 % de leur revenu au logement a augmenté de 28,5 % entre 1991 et 1996, pour ensuite diminuer de 10,8 % entre 1996 et 2001, baisse pas suffisamment forte cependant pour que la situation soit meilleure en 2001 qu'en 1991. Par rapport à l'ensemble des locataires, la proportion de ces gens est en effet passée de 35 % en 1991 à 36,5 % en 2001.

Les déplacements résidentiels vers le centre peuvent faciliter la consolidation du tissu urbain.

La maturation démographique va de pair avec l'augmentation de l'âge des personnes. Or, les personnes âgées ont tendance à se rapprocher du centre. Dans l'arrondissement de La Cité en 1996, 22 % des résidents avaient plus de 65 ans, contre 6 % dans l'arrondissement Laurentien. Il est cependant possible de réaménager certains quartiers de banlieue pour les rendre plus accueillants aux personnes âgées. Ces

réaménagements devraient tenir compte de l'organisation détaillée des activités de la population vivant sur le territoire.

À Québec, les axes sont plus structurants que les pôles.

Un aspect important de l'évolution de la population de Québec a trait à la disposition des activités sur le territoire. Les nouvelles cartes très détaillées de ces activités confirment globalement ce que nous percevons localement : les nombreux pôles d'activités non résidentielles ont fortement tendance à s'aligner le long d'un certain nombre d'axes routiers. La mixité des activités s'accommode très bien d'une forme axiale. Des axes et des corridors urbains assez denses et assez multifonctionnels constituent la meilleure condition pour que le transport en commun soit considérablement utilisé dans les deux sens et pendant toute la journée, et soit rentable par le fait même. Aussi, un développement urbain en axes et en corridors contribue à unifier les diverses parties du territoire de la ville, alors qu'un développement qui privilégie des pôles risque d'attiser la concurrence entre ceux-ci.

Une croissance lente favorise le développement durable.

Le régime démographique de croissance lente qui sera vraisemblablement celui de l'agglomération de Québec au cours des prochaines décennies permettra de mettre davantage l'accent sur des objectifs de qualité de l'environnement, d'autant plus que cette croissance lente est accompagnée d'une scolarisation accrue de la population. Le Québec a choisi, à partir des années 1960, de remplacer la « revanche des berceaux » par la « revanche des cerveaux ». L'effet positif de la scolarisation accrue sur le développement d'une conscience environnementale est bien établi. Il n'en est toutefois pas de même en ce qui concerne l'effet du vieillissement de la population. On note cependant que le vieillissement réduit la croissance démographique d'une agglomération sauf si celle-ci devient une destination pour un grand nombre de retraités. Toutes choses égales d'ailleurs, une croissance démographique plus lente exerce une pression environnementale moins forte. Les relations entre la qualité de vie, le vieillissement de la population et les formes d'aménagement du territoire sont relativement complexes. On peut toutefois supposer qu'une politique d'aménagement qui réussit à conjuguer efficacité, équité et qualité de l'environnement contribue à faire croître l'espérance de vie **en bonne santé**, la bonne santé étant peut-être le meilleur indicateur de qualité de vie.

LA POPULATION DE LA VILLE DE QUÉBEC
ET DE SES ARRONDISSEMENTS

TENDANCES RÉCENTES

Nous consacrons entièrement cette première partie aux principales tendances démographiques et économiques observées durant la décennie 1991-2001. Nous examinons presque toujours séparément les évolutions de 1991 à 1996 et celles de 1996 à 2001, parce que, comme nous le verrons, les deux lustres de cette décennie ont été marqués par des comportements le plus souvent très différents. Nous traitons d'abord des principales caractéristiques de la population, notamment la densité, l'âge et les principaux mouvements migratoires internes et externes. Nous étudions ensuite les ménages et les familles, afin de saisir certaines problématiques liées à leur composition. Puis viennent la scolarité, la main-d'œuvre et le revenu, dans le but d'approfondir les aspects socioéconomiques liés à la démographie de Québec. Enfin, dans une dernière section traitant des déplacements, nous examinons les habitudes de mobilité quotidienne de la population de la ville.

Pour la plupart des sous-thèmes traités, nous donnons d'abord une vision à l'échelle de la ville pour éclairer les tendances générales. L'arrondissement constitue ensuite le découpage privilégié dans les analyses présentées. Les données utilisées sont celles de Statistique Canada, pour 1991, 1996 et 2001. L'accent est mis sur l'évolution dans le temps des diverses réalités, mais une partie des efforts est aussi consacrée à leur description en détail en 2001.



LA POPULATION

La population et ses caractéristiques constituent un thème majeur de l'étude d'un territoire. Nous examinons donc d'abord les effectifs globaux, soit le nombre de personnes et la densité de population. Vient ensuite l'âge de la population : son âge médian, mais aussi ses principaux groupes d'âge. Nous terminons en traitant de l'accroissement naturel ainsi que de l'immigration et l'émigration interrégionales et internationales.

■ effectifs

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

Avant toutes choses, il est important d'examiner la croissance de la population de la ville et de ses arrondissements. Au cours des dernières années, la population de la ville de Québec a, somme toute, assez peu augmenté, puisque la hausse n'a été que de 3,7 % entre 1991 et 2001, la plus grande partie de celle-ci (2,9 %) s'étant produite entre 1991 et 1996. Cette croissance ne s'est pas produite uniformément sur tout le territoire. Les arrondissements situés en périphérie ouest et nord, soit les arrondissements Laurentien et de La Haute-Saint-Charles, ont enregistré une hausse plus importante qu'ailleurs, atteignant respectivement 13,8 % et 13,4 % entre 1991 et 2001. Dans le même intervalle, les arrondissements des Rivières et de Beauport ont aussi enregistré une hausse intéressante de 5,3 %. On constate cependant que cette hausse est surtout survenue entre 1991 et 1996 et qu'elle a été nettement plus faible durant la période subséquente. Dans les autres arrondissements, on constate

qu'il y a eu, entre 1996 et 2001, soit une décroissance beaucoup moindre que celle enregistrée dans la phase précédente (Sainte-Foy-Sillery, Limoilou) soit une stagnation (Charlesbourg). Le cas de La Cité est particulier : sa population a crû de 3,5 % après une légère décroissance au début des années 1990. En conclusion, une petite partie de la croissance de la population s'est déplacée de la périphérie vers le centre entre 1991 et 2001.

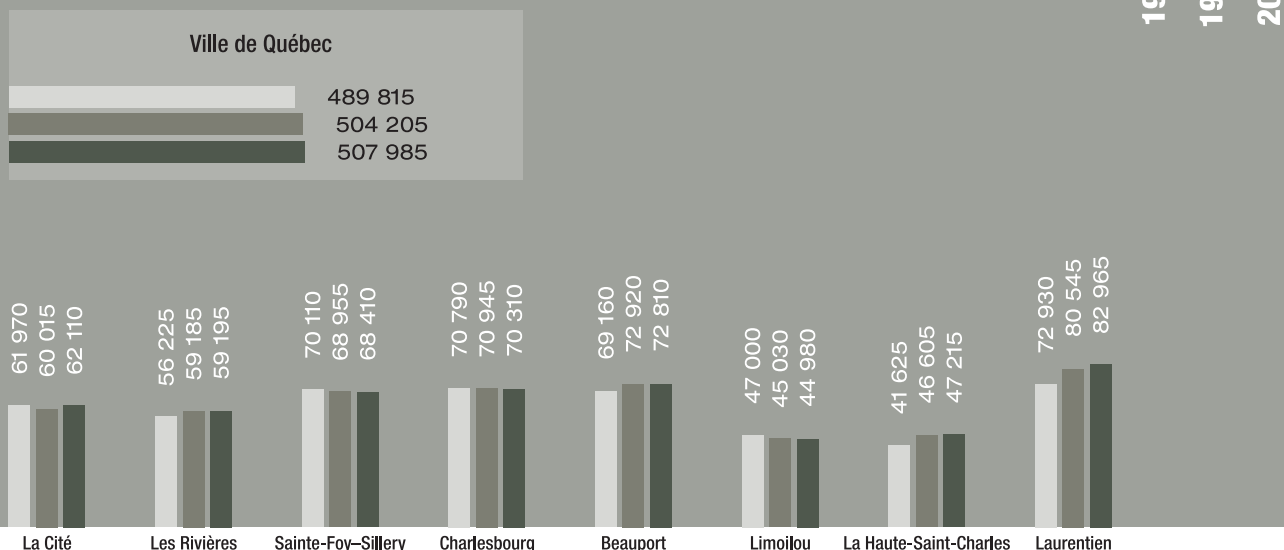
Population totale en 2001

En 2001, d'après le recensement, la population de la ville de Québec se chiffre à 508 000 habitants. Quant aux arrondissements, le plus peuplé est Laurentien (près de 83 000 habitants) et le moins peuplé est Limoilou (45 000 habitants).

Graphique 3

Population totale

En nombre



Source : Statistique Canada.

densité

Densité de population des arrondissements sur la base de l'écoumène

La densité de population des différents arrondissements a été établie à partir des données de Statistique Canada, mais sur la base de l'écoumène, terme signifiant ici la portion humanisée du territoire de la ville de Québec. L'écoumène a été calculé en 2003 à partir du cadre bâti et comprend donc les secteurs résidentiels, mais aussi les zones commerciales, industrielles et institutionnelles. Cette méthode permet le calcul de densités plus nettes du fait que les zones agricoles ou forestières ne sont pas prises en compte.

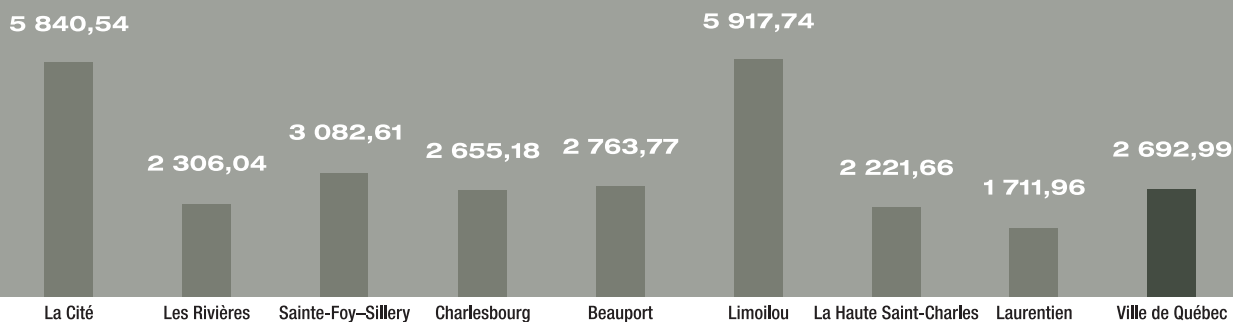
À partir de là, on peut dire que, en 2001, la ville de Québec avait une densité de population légèrement inférieure à 2 700 habitants au km². Quant aux arrondissements, on constate que deux d'entre eux, La Cité et Limoilou, se démarquent par des densités nettement plus élevées que celle de l'ensemble de la ville; on peut les qualifier d'urbaines. Ces arrondissements ont en effet des densités de population supérieures à 5 800 habitants au km². L'arrondissement Sainte-Foy-Sillery suit de très loin, n'ayant qu'une densité de population d'un peu plus de 3 000 habitants au km². Les autres ont des densités moindres, toutes inférieures à 2 500 habitants au km², la plus basse étant celle de Laurentien qui atteint tout juste 1 700 habitants au km².

Graphique 4

Densité de population en 2001

Nombre d'habitants au km²

■ Densité arrondissements
■ Densité Ville de Québec



Source : Statistique Canada.

Analyse par cercle concentrique en 1996

L'analyse par cercle concentrique donne la densité de population en fonction de la superficie de l'inventaire non résidentiel en mètres carrés, comprenant notamment les bâtiments institutionnels, commerciaux et industriels. Cette densité est donc beaucoup plus fine du fait qu'elle est calculée par secteur rectangulaire de 191 mètres sur 349 mètres.

Un constat s'impose à première vue : les arrondissements La Cité et de Limoilou détiennent le plus grand nombre de secteurs comptant 8 000 habitants et plus au km². On peut en conclure que les fortes densités correspondent au territoire contenu dans les anciennes limites de la ville de Québec (avant 1965). Les quartiers centraux ont en même temps les plus grandes densités d'inventaire non résidentiel. En somme, en deçà de 3 km de la colline parlementaire, se trouve 40 % de la superficie de l'inventaire non résidentiel et un peu moins de 15 % de la population de Québec

Dans la couronne subséquente, c'est-à-dire entre 3 et 9 km de la Colline parlementaire, qui comprend l'arrondissement Sainte-Foy-Sillery ainsi qu'une partie des arrondissements des Rivières, de Charlesbourg et de Beauport, le nombre de secteurs rectangulaires ayant des densités entre 2 000 et 8 000 habitants au km² augmente peu à peu à mesure qu'on s'éloigne du centre. Les concentrations de population et de services **se trouvent le long d'axes de développement**. Dans Sainte-Foy-Sillery, le boulevard Laurier et le chemin Sainte-Foy illustrent bien cette réalité; dans Charlesbourg, le boulevard Henri-Bourassa; dans Beauport, le boulevard Sainte-Anne. Dans l'ensemble de cette couronne, un peu plus du tiers de la population habite à moins de 6 km de la Colline parlementaire, alors que 60 % de la superficie de l'inventaire non résidentiel y est contenu. À moins de 9 km du centre, réside donc 58 % de la population de Québec et se trouve un peu plus de 83 % du total de la superficie de la ville où se déroulent des activités autres que résidentielles.

Au-delà de ce rayon, les densités de population sont beaucoup moindres, la plupart des secteurs ayant des densités de moins de 2 000 habitants au km². L'habitat devient aussi plus fragmenté, se concentrant le long de certains axes ou autour d'anciens villages. Dans le même ordre d'idées, on remarque que, dans les secteurs plus périphériques, les activités liées à l'habitation, aux institutions, aux commerces et aux industries sont concentrées le long de certains axes. On peut en donner comme exemple le boulevard l'Ornière dans

La Haute-Saint-Charles, l'avenue Notre-Dame et le boulevard Wilfrid-Hamel dans Laurentien. De plus, on constate que certains anciens villages ont des densités d'occupation du sol relativement élevées. C'est le cas de Loretteville dans La Haute-Saint-Charles et, à une échelle plus réduite, du village de Saint-Augustin-de-Desmaures dans Laurentien. Au-delà de 9 km de la colline parlementaire, se trouve donc 42 % de la population de Québec et 17 % de la superficie non résidentielle de la ville.

■ âge moyen et âge médian

Évolution 1991-1996-2001 de l'âge moyen par arrondissement

L'âge moyen de la population de la ville de Québec a augmenté de 9,8 % entre 1991 et 2001, passant de 36,3 à 39,5 ans. La Cité et Limoilou, qui avaient déjà un âge moyen élevé en 1991, se démarquent par une croissance de beaucoup inférieure à la moyenne municipale, enregistrant des taux inférieurs à 4 %. La croissance de l'âge moyen dans les autres arrondissements dépasse 9 %. L'arrondissement des Rivières est champion à cet égard, ayant un taux de 13,9 %. Charlesbourg et Laurentien le suivent de très près, leur taux se chiffrant à 13,2 %.

Âge médian et âge moyen par arrondissement et par aire de diffusion en 2001

Dans son ensemble, la ville de Québec affiche un âge médian de 40,3 ans et un âge moyen de 39,5 ans en 2001. Il existe cependant un écart entre les femmes et les hommes : l'âge médian des femmes est de près de 42 ans et celui des hommes, d'un peu moins de 39 ans.

Il y a aussi certains écarts entre les arrondissements, ceux dont le tissu urbain est plus dense ayant un âge médian relativement élevé. Ainsi, La Cité et Limoilou se situent au-dessus de la moyenne municipale, leur âge médian étant respectivement de 44,2 et 42,2 ans. Cependant, les banlieues les plus

anciennes se démarquent aussi de l'ensemble : Sainte-Foy-Sillery a un âge médian de 44,4 ans, le plus élevé de tous, et Charlesbourg, de 42,1 ans.

L'étude des aires de diffusion nous en apprend un peu plus sur la répartition spatiale de la population selon l'âge médian. Ainsi, il y a dans Sainte-Foy-Sillery des secteurs beaucoup plus jeunes, où se trouvent probablement un grand nombre d'étudiants. Dans Beauport, on constate une dualité intéressante : la population des secteurs sud est plus âgée que celle des secteurs nord. D'ailleurs, dans une grande partie des aires de diffusion situées en périphérie, les secteurs nord abritent une population beaucoup moins âgée que les secteurs sud.

Si on compare l'âge médian des hommes et des femmes, un fait persiste dans l'ensemble des arrondissements : plus l'âge médian augmente, plus l'écart entre les hommes et les femmes s'accroît. Ainsi, la différence d'âge entre les hommes et les femmes est de près de cinq ans dans Sainte-Foy-Sillery, contre un an et demi dans Laurentien.

Tableau 17

Population selon l'âge médian et l'âge moyen

	Population totale		Population féminine		Population masculine	
	Âge médian	Âge moyen	Âge médian	Âge moyen	Âge médian	Âge moyen
Ville de Québec	40,3	39,5	41,9	41,1	38,7	37,8
La Cité	44,2	44,6	47,4	47,4	40,8	41,4
Les Rivières	39,3	38,5	40,6	39,7	37,9	37,1
Sainte-Foy-Sillery	44,4	43,1	46,8	44,8	41,2	41,0
Charlesbourg	42,1	40,4	43,5	41,6	40,4	39,0
Beauport	40,1	38,7	41,2	40,1	39,0	37,2
Limoilou	42,2	42,3	44,9	44,6	39,5	39,6
La Haute-Saint-Charles	36,9	35,5	37,6	36,4	36,2	34,6
Laurentien	36,8	34,4	37,3	35,0	36,2	33,8

Source : Statistique Canada.

■ population âgée de 14 ans et moins

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

Le nombre des moins de 14 ans a diminué de 9 % entre 1991 et 2001 dans l'ensemble de la ville de Québec; en nombre absolu, c'est une baisse de plus de 7 500 jeunes. La plus grande partie de cette baisse, 7 %, s'est effectuée entre 1996 et 2001. Les arrondissements Sainte-Foy-Sillery et Charlesbourg, essentiellement composés des banlieues les plus anciennes, ont subi les baisses les plus substantielles, soit respectivement de 18 % et 19 %. Dans trois arrondissements (Beauport, La Haute-Saint-Charles et Laurentien), il y a eu une légère hausse entre 1991 et 1996, variant entre 1 % et 7 %, mais ensuite une baisse durant la période suivante, entre 2 % et 8 %. Un seul arrondissement a enregistré une hausse du nombre de jeunes entre 1991 et 2001. Il s'agit de La Haute-Saint-Charles dont la hausse de 5 % s'est aussi produite surtout entre 1991 et 1996.

Effectifs en 2001 par arrondissement et par aire de diffusion

Pour l'ensemble de la ville de Québec, on compte plus de 76 400 jeunes âgés de 14 ans et moins en 2001; c'est 14 % de la population. Certains arrondissements se démarquent par un taux nettement supérieur. Ainsi, la population de La Haute-Saint-Charles et de Laurentien est composée à 20 % de jeunes de 0 à 14 ans; en nombre absolu, il y a dans ces arrondissements 9 700 et 17 700 jeunes respectivement. À l'opposé, La Cité, Sainte-Foy-Sillery et Limoilou ont des proportions de moins de 12 %.

À une échelle plus fine, les aires de diffusion où se trouvent les proportions de jeunes les plus élevées sont situées en général dans les secteurs périphériques de Laurentien, La Haute-Saint-Charles et Beauport.

Tableau 18
Groupes d'âge de la population

	PROPORTION					
	0-14 ans	15-24 ans	25-44 ans	45-64 ans	65 ans et +	Population totale
Ville de Québec	15,04	13,67	29,38	27,63	14,27	100,00
La Cité	7,70	13,34	30,30	26,90	21,75	100,00
Les Rivières	15,77	13,15	31,17	27,67	12,24	100,00
Sainte-Foy-Sillery	10,19	17,42	23,17	28,60	20,61	100,00
Charlesbourg	14,28	13,29	27,40	30,66	14,37	100,00
Beauport	17,55	12,35	29,63	27,28	13,19	100,00
Limoilou	11,38	12,97	30,24	26,07	19,34	100,00
La Haute-Saint-Charles	20,52	12,59	32,58	25,86	8,45	100,00
Laurentien	21,33	13,68	31,72	26,94	6,33	100,00

Source : Statistique Canada.

■ population âgée de 15 à 24 ans

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

Entre 1991 et 2001, la ville de Québec a subi une légère baisse de ses effectifs des 15-24 ans, plus précisément une baisse de 2,1 % dont la plus grande partie est survenue entre 1996 et 2001. La baisse plus prononcée durant cette dernière période vient en grande partie de certains arrondissements : Les Rivières, Charlesbourg et La Haute-Saint-Charles. Parmi les autres arrondissements, seule La Cité a enregistré une hausse substantielle entre 1996 et 2001, soit plus de 11 %. Cependant, la hausse la plus forte pour toute la période de 1991 à 2001 est survenue dans Laurentien, 14 %, malgré une légère baisse de 0,5 % entre 1996 et 2001.

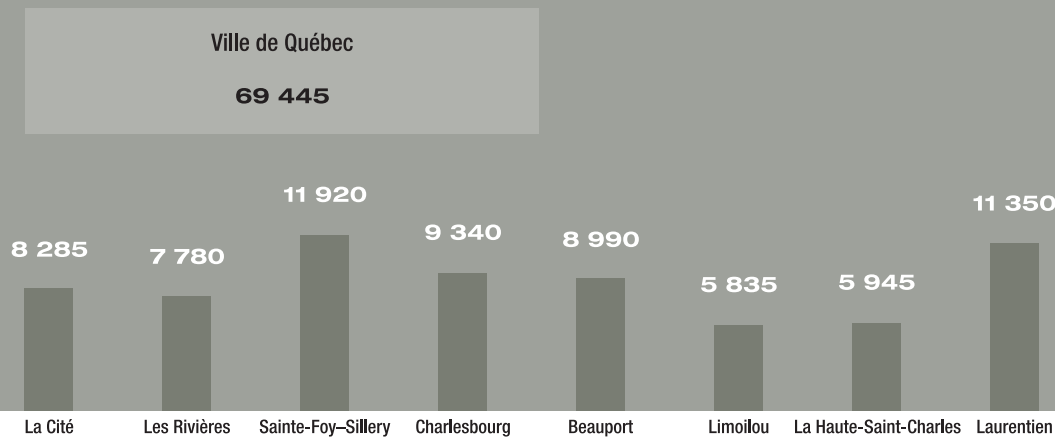
Effectifs en 2001 par aire de diffusion et par arrondissement

En 2001, la population de la ville de Québec compte 69 400 personnes âgées de 15 à 24 ans, ce qui constitue 14 % de la population. Parmi les arrondissements, Sainte-Foy-Sillery se démarque : 17 % de sa population est composé de gens de ce groupe d'âge. En effectifs, cela signifie 11 920 personnes, principalement concentrées près de l'Université Laval et des cégeps présents dans cet arrondissement. Suit de très près l'arrondissement Laurentien qui compte 11 350 personnes de ce groupe d'âge.

Graphique 5

Population des 15-24 ans par arrondissement

En nombre



Source : Statistique Canada.

Arrondissement

population âgée de 25 à 44 ans

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

Le nombre des 25 à 44 ans a diminué de 12,9 % dans la ville de Québec entre 1991 et 2001. Cette baisse a touché tous les arrondissements, sauf La Haute-Saint-Charles où il y a eu une quasi-stabilité, une très légère hausse de 0,4 % étant survenue. Elle a été beaucoup plus prononcée qu'ailleurs dans La Cité, Sainte-Foy-Sillery et Charlesbourg : ils ont subi une décroissance variant entre 17,5 % et 25 %. Il est intéressant de mentionner que certains arrondissements, Beauport, La Haute-Saint-Charles et Laurentien, ont enregistré des hausses variant entre 4 % et 15 % pour la période 1991-1996.

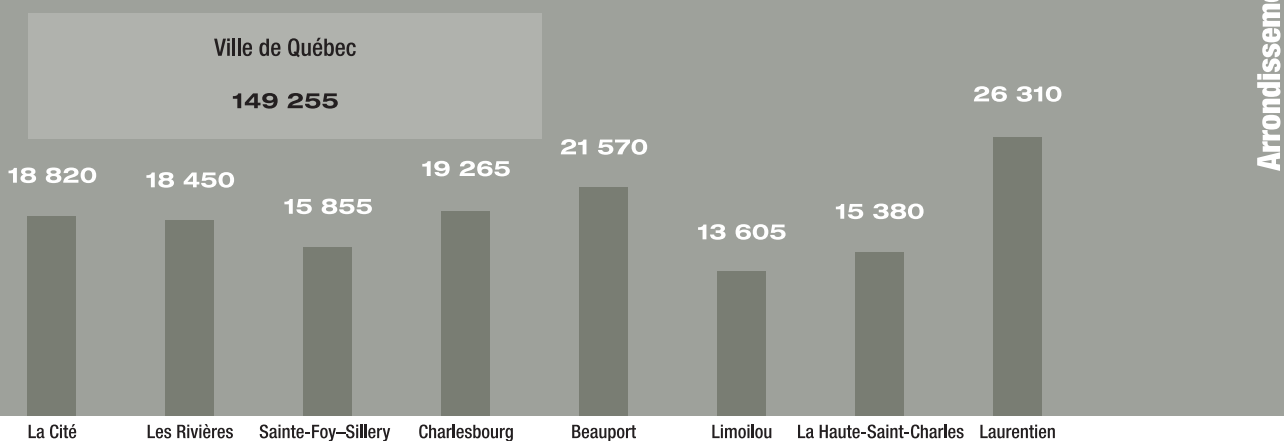
Effectifs en 2001 par aire de diffusion et par arrondissement

En 2001, un peu plus de 29 % de la population de la ville de Québec, soit 149 255 personnes, a entre 25 et 44 ans. Dans les arrondissements, ce pourcentage varie entre 27 % et 32 %, sauf dans Sainte-Foy-Sillery où la proportion est passablement moins élevée, soit 23 %. L'arrondissement Laurentien se démarque des autres cependant puisqu'il compte à lui seul 26 300 personnes de ce groupe d'âge. Les grandes concentrations de ces effectifs se trouvent à peu près dans les mêmes aires de diffusion que celles des effectifs des 14 ans et moins, c'est-à-dire les aires situées dans les arrondissements en périphérie du centre que sont Laurentien, La Haute-Saint-Charles et Beauport. Cependant, on en trouve aussi dans La Cité, notamment dans les quartiers Saint-Jean-Baptiste et Saint-Roch, et dans Limoilou.

Graphique 6

Population des 25-44 ans par arrondissement

En nombre



Source : Statistique Canada.

population âgée de 45 à 64 ans

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

Le nombre de personnes faisant partie du groupe d'âge des 45 à 64 ans, génération du baby-boom, a augmenté de 31 % entre 1991 et 2001 dans la ville de Québec. Cette croissance ne s'est pas produite uniformément dans tous les arrondissements, La Haute-Saint-Charles et Laurentien ayant enregistré des hausses nettement supérieures (49 % et 76 % respectivement) entre 1991 et 1996. En revanche, la hausse a été beaucoup moins prononcée dans Limoilou et Sainte-Foy, soit 4,6 % et 11,9 % respectivement. Dans la plupart des arrondissements, la hausse semble cependant avoir été constante durant les périodes 1991-1996 et 1996-2001.

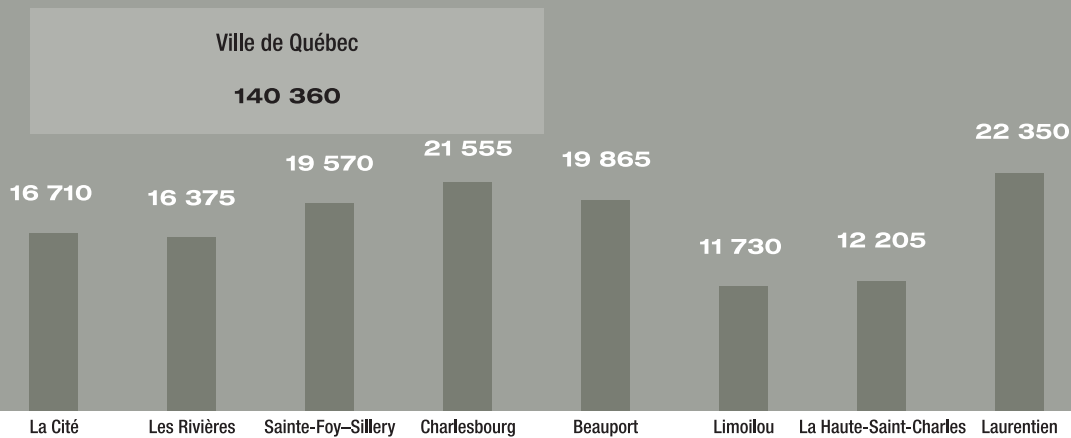
Effectifs en 2001 par aire de diffusion et par arrondissement

En 2001, la ville de Québec compte 140 000 personnes âgées entre 45 et 64 ans, ce qui représente près de 28 % de sa population. Dans les arrondissements, ce pourcentage varie entre 26 % et 31 %. Un coup d'œil à la carte des aires de diffusion amène à constater des proportions supérieures à 32 % dans la première couronne de banlieue de Québec, surtout dans la partie sud-ouest de Laurentien, Sainte-Foy-Sillery, Les Rivières et Charlesbourg ainsi que la partie sud de Beauport.

Graphique 7

Population des 45-64 ans par arrondissement

En nombre



Source : Statistique Canada.

Arrondissement

■ population âgée de 65 ans et plus

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

La population âgée de 65 ans et plus a augmenté de 29 % dans la ville de Québec entre 1991 et 2001. Cependant, la hausse a été très faible dans La Cité et Limoilou : 0,4 % et 3,4 % respectivement. Elle a été constante dans les autres arrondissements, mais nettement plus substantielle dans Les Rivières, Laurentien, Charlesbourg et Sainte-Foy-Sillery, qui ont enregistré des taux respectifs de 71 %, 64 %, 58 % et 36 %. Dans Sainte-Foy-Sillery, les effectifs de ce groupe d'âge étaient déjà élevés en 1991.

Effectifs en 2001 par aire de diffusion et par arrondissement

En 2001, on dénombre 72 500 personnes âgées de 65 ans et plus dans la ville de Québec, ce qui représente 14 % de la population. À ce chapitre, les arrondissements de La Cité et Sainte-Foy-Sillery se démarquent, puisque, respectivement, près de 21 % et 22 % de leur population appartient à ce groupe d'âge. À une échelle plus fine, on constate que les grandes concentrations de gens âgés de 65 ans et plus, celles dépassant les 20 % de la population, se trouvent dans Charlesbourg et dans la partie sud de Beauport. On peut enfin ajouter que la population des anciens villages de Loretteville, dans La Haute-Saint-Charles, et de l'Ancienne-Lorette, dans Laurentien, compte aussi une grande proportion de personnes de ce groupe d'âge.

évolution des naissances entre 1991 et 2001 dans la ville de Québec et la CMQ

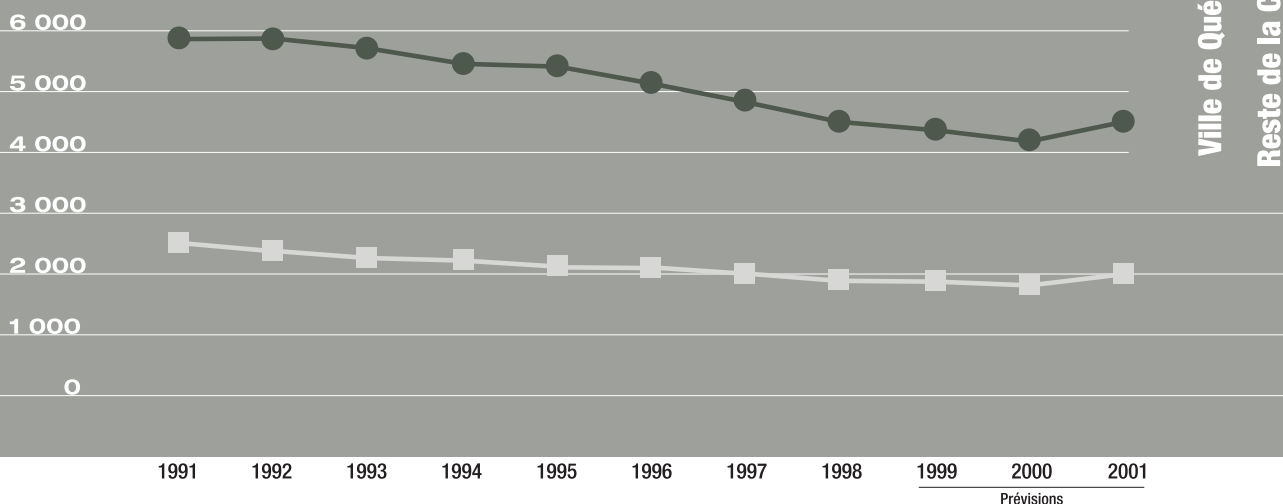
Entre 1991 et 2001, si on exclut un petit soubresaut survenu en 2001, le nombre annuel de naissances dans la ville de Québec a diminué de façon constante. Ce nombre est passé de 5 900 en 1991 à 4 500 en 2001, ce qui représente une

baisse de 24 %. Pendant ce temps, le reste de la CMQ enregistrait une baisse de natalité plus abrupte entre 1991 et 1996 (15 %) qu'entre 1996 et 2001 (6 %). Au total, il est né 500 personnes de moins en 2001 qu'en 1991.

Graphique 8

Naissances

En nombre



Source : Institut de la statistique du Québec.

évolution annuelle des décès entre 1991 et 2001 dans la ville de Québec et la CMQ

Le nombre annuel de décès a légèrement augmenté dans la ville de Québec entre 1991 et 2001, passant d'un peu plus de 3 500 à 3 900, soit une hausse de 10,6 %. Cependant, cette hausse n'a pas été constante dans le temps, la majeure partie (9,5 %) s'étant produite entre 1991 et 1996. Dans le reste de la CMQ, il y a eu proportionnellement une augmentation plus

grande du nombre annuel de décès que dans la ville de Québec, soit une hausse de 13 % entre 1991 et 2001. Cependant, la plus grande partie de cette hausse s'est produite entre 1991 et 1996, atteignant alors 17,5 %. La période subséquente s'est soldée par une légère baisse de l'ordre de 4 %.

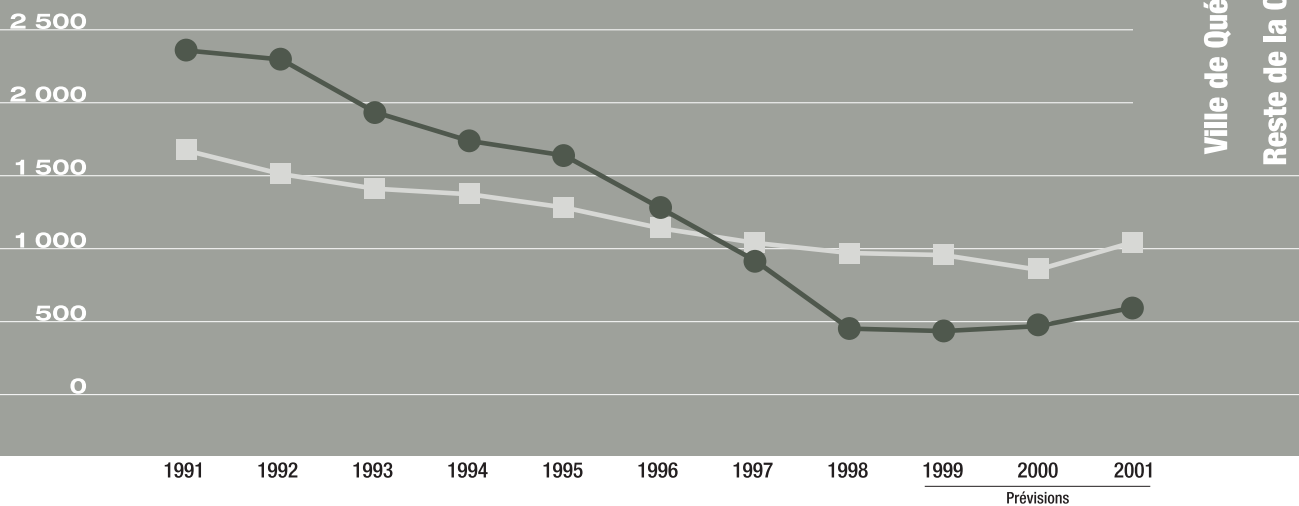
accroissement naturel de 1991 à 2001 dans la ville de Québec et dans la CMQ

L'accroissement naturel, c'est-à-dire le nombre de naissances moins celui des décès, suit nécessairement les mêmes tendances que celles des deux indicateurs précédents. Dans la ville de Québec comme dans le reste de la CMQ, on assiste donc à une baisse importante de l'accroissement naturel entre 1991 et 1996. Durant cette période, l'accroissement naturel dans la ville de Québec passe de 2 365 à 600 personnes, soit une baisse de l'ordre de 75 %. Cette baisse est d'autant plus marquée que l'accroissement naturel dans la ville de Québec devient inférieur à celui enregistré dans le reste de la CMQ après 1997. Elle est beaucoup moins élevée dans le reste de la CMQ : de l'ordre de 37 %, l'accroissement naturel passant de 1 680 à 1 050 personnes entre 1991 et 2001.

Graphique 9

Accroissement naturel

En nombre



Source : Institut de la statistique du Québec.

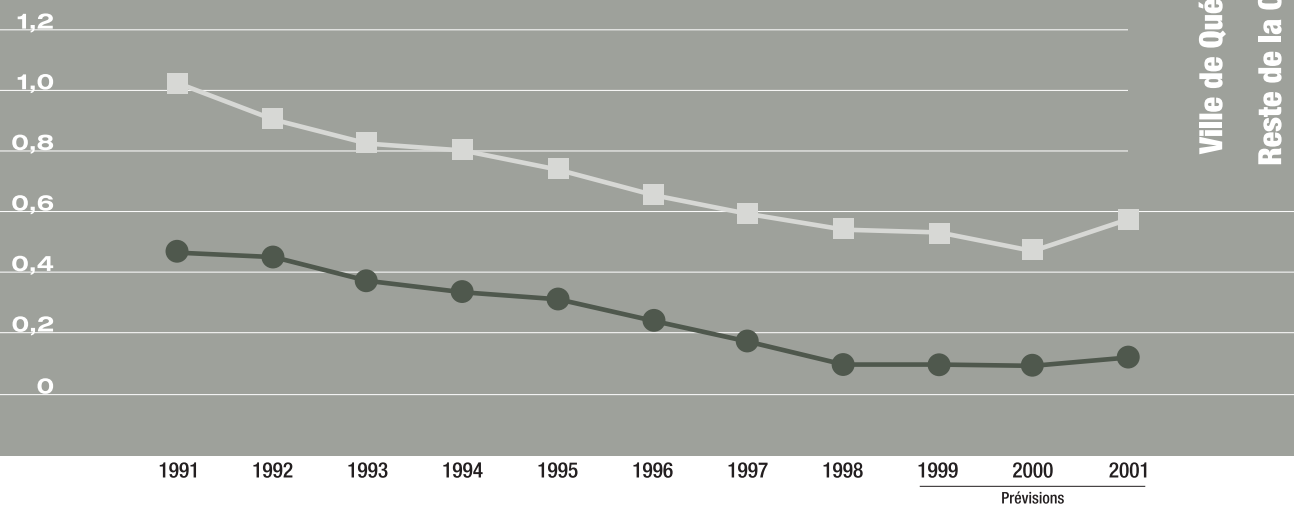
taux d'accroissement naturel de 1991 à 2001 dans la ville de Québec et la CMQ

Le taux d'accroissement naturel, qui, annuellement, correspond au nombre de naissances moins celui de décès et cette somme divisée par la population, permet de comparer proportionnellement l'accroissement de deux entités régionales. Ici encore, la ville de Québec et le reste de la CMQ ont enregistré une baisse importante entre 1991 et 2001. Cependant, ce qui ressort surtout, c'est la faiblesse du taux d'accroissement naturel de Québec par rapport à celui du reste de la CMQ. Ainsi, entre 1991 et 2001, ce taux passe de 0,47 % à 0,12 % à Québec et de 1,03 à 0,58 % dans le reste de la CMQ.

Graphique 10

Accroissement naturel

En pourcentage



Source : Institut de la statistique du Québec.

migrations internes et externes selon les arrondissements, 1991-1996 et 1996-2001

La mobilité résidentielle a crû dans la ville de Québec. En effet, pour l'ensemble des arrondissements, le nombre total d'entrées et de sorties a progressé entre 1991-1996 et 1996-2001, le nombre d'entrées seulement passant de 115 419 à 139 484 entre les deux périodes. De plus, selon l'ouvrage *Le choc démographique*, les arrondissements ont enregistré un plus grand nombre d'entrées et de sorties entre eux qu'avec l'extérieur de la ville. Ainsi, entre 1996 et 2001, la ville de Québec a enregistré 139 484 entrées et 128 492 sorties à l'intérieur de ses arrondissements, tandis qu'elle a échangé 54 872 entrées et 65 864 sorties avec le reste de la province (CCNQ et MAMM, 2003, p. 99). De plus, comme l'indique aussi le même ouvrage, le solde

migratoire a augmenté dans l'ensemble des arrondissements, passant de 5 901 pour la période 1991-1996 à 10 992 pour la période 1996-2001.

À l'échelle des arrondissements, les soldes positifs les plus importants pour la période 1991-1996 sont ceux des arrondissements les plus en périphérie, c'est-à-dire Laurentien, La Haute-Saint-Charles et Beauport, dont les soldes sont respectivement de 3 603, 2 438 et 1 385. Pour la période suivante, La Haute-Saint-Charles se démarque par un solde de 7 510, ainsi que La Cité qui, grâce à ses quartiers centraux, enregistre un solde de 4 403.

Tableau 19

Migration interne entre les arrondissements de Québec

En nombre	1991-1996			1996-2001			
	Québec	Entrées	Sorties	Solde	Entrées	Sorties	Solde
La Cité		16 389	15 860	529	21 408	17 005	4 403
Les Rivières		16 485	15 669	816	18 153	19 061	- 909
Sainte-Foy-Sillery		14 588	15 037	- 449	17 730	16 775	955
Charlesbourg		14 992	15 901	- 909	17 418	17 817	- 399
Beauport		12 884	11 499	1 385	14 141	14 653	- 512
Limoilou		12 812	14 314	- 1 502	15 088	14 594	494
La Haute-Saint-Charles		8 368	5 940	2 428	16 085	8 575	7 510
Laurentien		18 901	15 298	3 603	19 462	20 012	- 550
Total des arrondissements		115 419	109 518	5 901	139 484	128 492	10 992
Reste du Québec		44 902	50 803	- 5 901	54 872	65 864	- 10 992
TOTAL		160 321	160 321	0	194 356	194 356	0

Source : Institut de la statistique du Québec.

■ migrations internes et externes entre 1996 et 2001

Au plan des migrations internes pour la période allant de 1996 à 2001, on constate une tendance des résidents de Québec à migrer vers un arrondissement voisin. L'arrondissement de Beauport illustre bien cette propension, car, durant cette période, il a accueilli en majorité des gens des arrondissements attenants, soit 2 243 personnes provenant de Charlesbourg et 1 855 provenant de Limoilou.

Du côté de la migration externe, l'arrondissement de La Cité mène grâce à 10 087 nouveaux arrivants, mais il est suivi de très près par Sainte-Foy-Sillery, Laurentien et La Haute-Saint-Charles, qui ont respectivement accueilli 9 906, 9 792 et 9 409 nouveaux résidents. L'arrondissement 7 se démarque d'ailleurs par un bilan de migration externe plus qu'avantageux, puisque seulement 3 251 résidents avaient quitté son territoire durant cette période.

■ immigration internationale

Évolution totale 1991-1996-2001 par arrondissement

Le nombre d'immigrants venus s'établir dans la ville de Québec a augmenté de 40 % entre 1991 et 2001, la plus grande partie de cette hausse s'étant produite entre 1991 et 1996. Les hausses les plus substantielles, plus de 70 %, sont survenues dans Les Rivières et La Haute-Saint-Charles. Bien que relativement élevées, ces hausses sont plus modestes en nombre absolu, ne se traduisant respectivement que par 350 et 700 nouveaux arrivants. En nombre absolu, c'est Sainte-Foy-Sillery qui se démarque le plus, puisque sa hausse de 36,8 % s'est traduite par l'ajout de près de 1 300 nouveaux arrivants entre 1991 et 2001.

Dispersion sur le territoire en 2001 par aire de diffusion et par arrondissement

Sur le territoire de la ville de Québec, on dénombre 17 000 immigrants en 2001. Ici encore, c'est l'arrondissement de Sainte-Foy-Sillery qui se démarque des autres grâce à 4 755 immigrants en 2001. La Cité suit avec 3 310 immigrants. Les autres arrondissements comptent entre 810 (La Haute-Saint-Charles) et 2 030 immigrants (Laurentien).

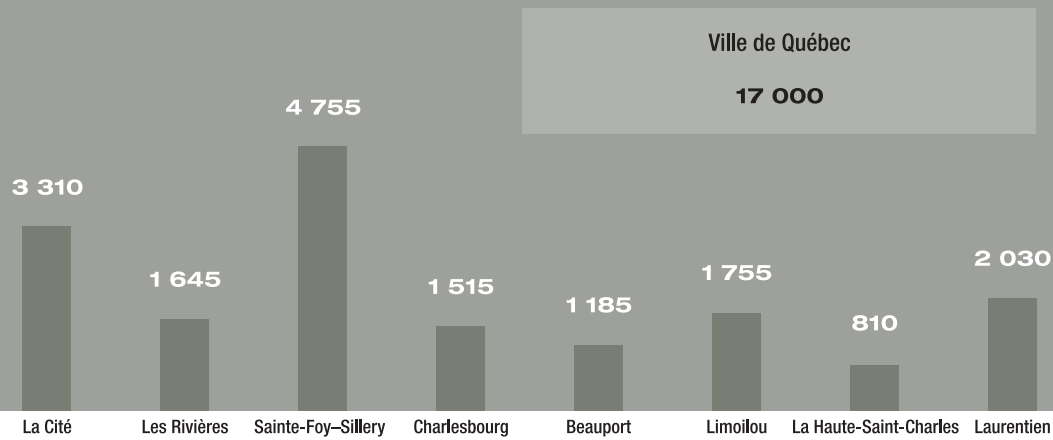
Immigration totale en 2001 selon le lieu de naissance

La plus grande partie des immigrants résidant dans la ville de Québec en 2001 viennent de France, soit 3 585. Les autres pays d'origine sont, par ordre décroissant, les États-Unis, la Chine, l'Allemagne et Haïti. Ils ont fourni chacun au moins 500 immigrants.

Graphique 11

Immigrants en 2001

En nombre



Arrondissement

Source : Statistique Canada.

MÉNAGES ET FAMILLES

Les ménages et les familles constituent un aspect important de notre analyse, car la demande de logements dépend plus du nombre et de la composition des ménages que du nombre brut de personnes. Dans une première partie, nous traitons des ménages en général, c'est-à-dire de leur nombre, du nombre moyen de personnes par ménage et, plus particulièrement, des ménages ne comptant qu'une seule personne. Une comparaison entre l'évolution de la population et celle des ménages clôt cette partie. Dans une seconde, nous traitons essentiellement des familles. Nous nous penchons sur la proportion des ménages familiaux et des familles ayant au moins un enfant. Nous terminons par le nombre d'enfants à la maison et les familles monoparentales.

Avant toute chose, il est opportun de définir ce que Statistique Canada entend par le terme « ménage ». Pour cet organisme, un ménage est constitué de l'occupant ou des occupants d'un logement. Ce peut donc être soit une personne seule soit deux personnes ou plus vivant ensemble (Statistique Canada, 2002, p. 192).

■ nombre de ménages

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

Le nombre de ménages a augmenté de façon régulière dans la ville de Québec entre 1991 et 2001, soit de 14 % en tout. Tous les arrondissements ont enregistré une hausse durant cette période. La Haute-Saint-Charles et Laurentien se sont démarqués des autres par de fortes hausses de 23,4 % et 24,6 % respectivement. À l'opposé, La Cité a enregistré la plus faible hausse entre 1991 et 1996, soit 0,6 %. On peut aussi ajouter que les écarts entre les arrondissements quant à la croissance du nombre de leurs ménages sont beaucoup moins importants durant la deuxième période que durant la première. En effet, le taux

de croissance du nombre de ménages varie entre 0,6 % et 18,2 % pour la période 1991-1996, alors qu'il se situe entre 4 % et 9 % pour la période 1996-2001.

Effectifs en 2001 par arrondissement

On dénombre un total de 227 550 ménages dans la ville de Québec en 2001. La Cité est l'arrondissement qui en compte le plus, soit 36 550. À l'opposé, La Haute-Saint-Charles ne compte que 17 850 ménages. Les autres arrondissements en comptent entre 24 300 (Limoilou) et 33 570 (Sainte-Foy-Sillery).

■ nombre moyen de personnes par ménage

Évolution 1991-2001 par arrondissement

Le nombre moyen de personnes par ménage a baissé de façon régulière dans la ville de Québec, passant de 2,4 à 2,2 entre 1991 et 2001. Parmi les arrondissements, Laurentien a subi la baisse la plus forte, sa moyenne étant de près de 3 personnes par ménage en 1991 et de 2,7 en 2001. La Haute-Saint-Charles a enregistré une baisse similaire, passant d'une moyenne de 2,85 personnes par ménage en 1991 à 2,6 en 2001.

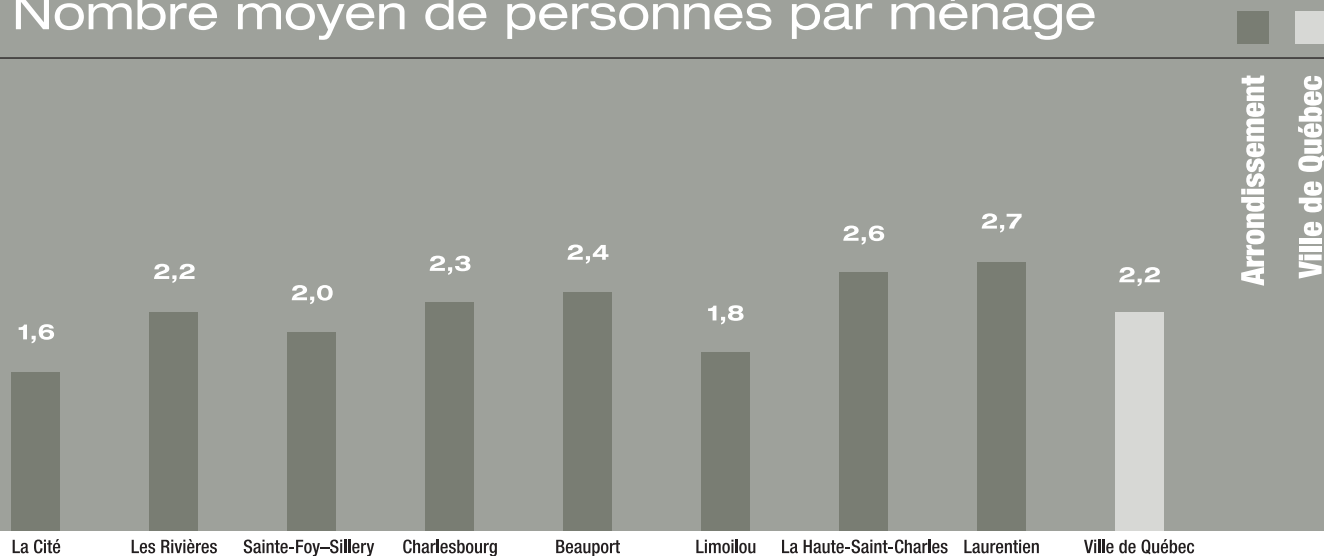
Proportion en 2001 par aire de diffusion et par arrondissement

En 2001, le nombre moyen de personnes par ménage le moins élevé se trouve dans les milieux urbains plus denses que constituent les arrondissements de La Cité et de

Limoilou : ces arrondissements ont respectivement 1,6 et 1,8 personne par ménage. Les autres arrondissements comptent entre 2 et 2,6 personnes par ménage. À une échelle plus fine, c'est-à-dire les aires de diffusion, c'est dans les arrondissements situés le plus en périphérie qu'il y a un plus grand nombre d'aires de diffusion où la taille des ménages est élevée. Ainsi, la quasi-totalité des aires de diffusion ayant une moyenne supérieure à 2,7 personnes par ménage sont situées dans Laurentien, La Haute-Saint-Charles et la partie nord de Beauport. Inversement, les arrondissements de Sainte-Foy-Sillery et de Limoilou comptent très peu d'aires de diffusion ayant une moyenne de plus de 2 personnes par ménage.

Graphique 12

Nombre moyen de personnes par ménage



Source : CCNQ et MAMM, 2003.

personnes seules

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

Le nombre de ménages d'une seule personne s'est considérablement modifié dans la ville de Québec, croissant de 38 % entre 1991 et 2001. Cette croissance semble d'ailleurs avoir été relativement constante pendant les périodes 1991-1996 et 1996-2001, et ce, dans tous les arrondissements. Quelques arrondissements se démarquent cependant par des taux très élevés de hausse du nombre de ménages d'une personne. Ce sont, en ordre décroissant, Laurentien, Charlesbourg, La Haute-Saint-Charles et Les Rivières; ils ont enregistré une croissance variant entre 64 % et 71 % de ce type de ménages entre 1991 et 2001. En nombre absolu, c'est Charlesbourg qui vient en tête grâce à une augmentation de 3 400 ménages. Il est suivi de près par La Cité et Sainte-Foy-Sillery qui ont eu tous deux des hausses supérieures à 3 000 ménages d'une personne durant cette période.

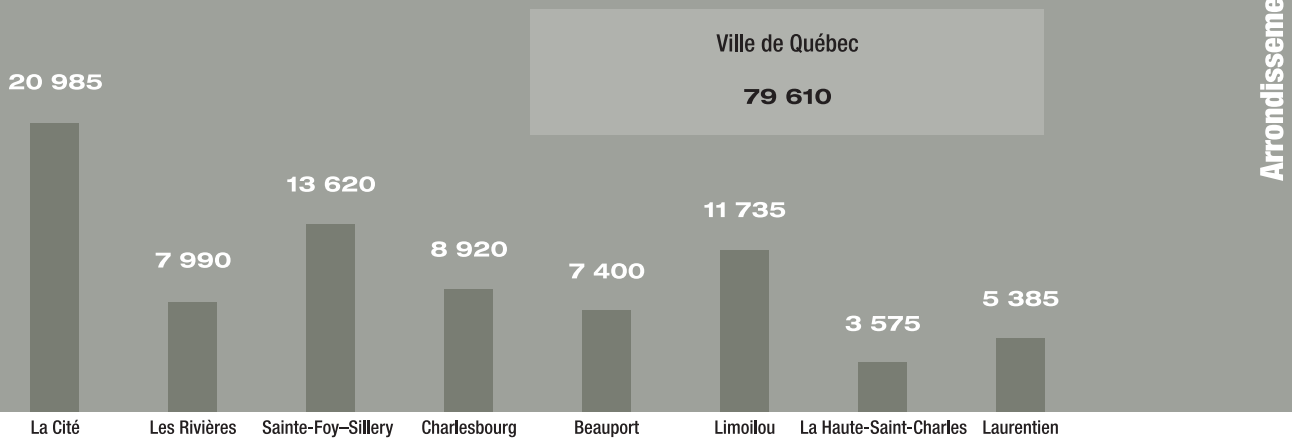
Proportion en 2001 par aire de diffusion et par arrondissement

Dans l'ensemble de la ville de Québec, on dénombre 79 610 ménages d'une seule personne en 2001, ce qui représente 35 % de tous les ménages. Parmi les arrondissements, La Cité est celui qui en compte le plus, soit près de 21 000, ce qui représente 57,4 % de tous ses ménages. Limoilou et Sainte-Foy-Sillery en comptent aussi relativement beaucoup, respectivement 13 600 et 11 700. À une échelle plus fine, le quartier Saint-Jean-Baptiste, le Vieux-Québec et le quartier Saint-Roch dans La Cité ainsi que les secteurs sud de Limoilou recèlent des aires comptant plus de 60 % de ce type de ménages.

Graphique 13

Ménages de 1 personne

En nombre



Source : Statistique Canada.

évolution comparée du nombre de ménages et de la population 1991-1996-2001

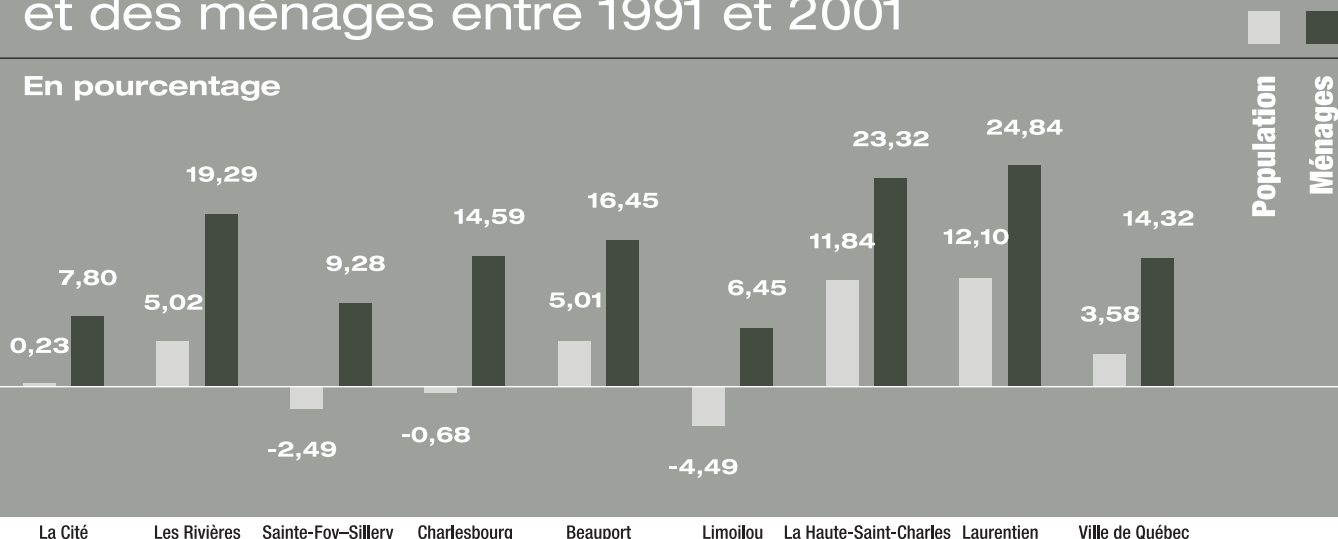
L'étude combinée du nombre de ménages et de la population démontre deux évolutions complètement différentes de ces réalités. Pendant que la population de la ville de Québec croissait plutôt faiblement (3,6 %) entre 1991 et 2001, le nombre de ménages, quant à lui, faisait un bond impressionnant dans tous les arrondissements, soit une augmentation moyenne de 14 %. Ainsi, Sainte-Foy-Sillery, Charlesbourg et Limoilou, qui ont subi de légères baisses de population durant cette période, ont, par contre, enregistré une croissance du nombre de ménages allant de 6 à 15 %. Ces chiffres

indiquent que, à l'échelle de la ville, la croissance du nombre de ménages a été fortement tributaire de l'augmentation du nombre de ceux ne comptant qu'une personne.

Graphique 14

Évolution de la population et des ménages entre 1991 et 2001

En pourcentage



Source : Statistique Canada.

■ ménages familiaux

Il est important de définir avant tout ce qu'est une famille selon Statistique Canada. Pour cet organisme, une famille est constituée soit d'un couple marié ou vivant en union libre, qui a ou n'a pas d'enfants et vit dans un même logement, soit d'un seul parent vivant avec au moins un enfant dans le même logement.¹

crû de 5,6 %, contre 30,7 % du nombre de ménages non familiaux et 14,3 % de l'ensemble des ménages. Dans quelques arrondissements, il y a eu une baisse durant la même période. C'est le cas de Limoilou qui a subi une baisse de 8 % ainsi que de La Cité et Sainte-Foy-Sillery dont la baisse a été de moins de 2 %. Les hausses les plus substantielles se sont produites dans Laurentien et La Haute-Saint-Charles, soit des hausses de 17 % et 18 % respectivement.

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

Dans la ville de Québec, entre 1991 et 2001, le nombre de ménages familiaux a augmenté en proportion beaucoup moindre que celui de l'ensemble des ménages. En effet, il a

1. Statistique Canada, 2002, p. 166.

Proportion en 2001 par aire de diffusion et par arrondissement

En 2001, la ville de Québec compte 137 135 ménages familiaux, ce qui représente 60 % de l'ensemble des ménages. À l'échelle des arrondissements, La Cité et Limoilou se démarquent par une plus faible proportion de ce type de ménages,

soit respectivement 35 % et 45,5 %. Inversement, Beauport, La Haute-Saint-Charles et Laurentien comptent entre 71 % et 79 % de ménages familiaux. Cette situation se reflète à l'échelle des aires de diffusion, puisque la plupart des aires comptant plus de 90 % de ménages familiaux se trouvent dans ces arrondissements.

familles avec enfants

Pour que les propos qui suivent soient clairs, il faut définir ce qu'entend Statistique Canada par le terme « enfant ». Selon cet organisme, l'enfant est le fils ou la fille apparenté par le sang, l'alliance ou l'adoption et qui vit dans le même logement que son ou ses parents, ainsi que le petit-fils ou la petite-fille qui vit dans le ménage d'où son ou ses parents sont absents¹. Le terme « enfant » s'applique donc aussi à toute personne d'âge majeur demeurant encore chez son ou ses parents.

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

Le nombre de familles ayant au moins un enfant a légèrement diminué de 2,2 % dans la ville de Québec entre 1991 et 2001. Les périodes 1991-1996 et 1996-2001 sont totalement différentes à cet égard, la première ayant été marquée par une hausse de 2,6 % et la seconde, par une baisse de 4,7 %. Dans les arrondissements, les baisses les plus substantielles se sont produites, par ordre d'importance, dans Sainte-Foy-Sillery, Limoilou, La Cité et Charlesbourg, qui ont tous subi des baisses supérieures à 10 %. À l'inverse, La Haute-Saint-Charles et Laurentien ont enregistré des hausses respectives de 10,8 % et 11,8 %. Cependant, dans les deux cas, la quasi-totalité de la hausse s'est produite entre 1991 et 1996.

Proportion en 2001 par aire de diffusion et par arrondissement

En 2001 dans la ville de Québec, on trouve 84 000 familles comptant au moins un enfant, ce qui représente 60 % du nombre total de familles. Beauport, La Haute-Saint-Charles et Laurentien ont les taux les plus élevés, soit respectivement 66 %, 68 % et 69 %. Inversement, La Cité et Sainte-Foy-Sillery enregistrent des taux de 48 % et 50 % respectivement. Quant aux aires de diffusion, celles comportant plus de 80 % de familles d'au moins un enfant se trouvent surtout en périphérie du centre, c'est-à-dire dans Laurentien, La Haute-Saint-Charles et la partie nord de Beauport.

1. Statistique Canada, 2002, p. 168.

■ nombre d'enfants à la maison

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

Entre 1991 et 2001, le nombre d'enfants à la maison a diminué de 5,5 % dans la ville de Québec. Cette baisse est survenue exclusivement entre 1996 et 2001, la période précédente (1991-1996) ayant été marquée par une très légère hausse (0,6 %). Dans les arrondissements, par ordre croissant, Sainte-Foy-Sillery, Charlesbourg, La Cité et Limoilou ont tous subi des diminutions allant de 13 % à 18 % entre 1991 et 2001. À l'inverse, les arrondissements plus périphériques que sont Laurentien et La Haute-Saint-Charles ont enregistré de légères hausses durant cette période : 5,9 % et 6,5 % respectivement. Cependant, ces hausses sont survenues exclusivement entre 1991 et 1996, ces arrondissements ayant, comme l'ensemble de la ville, enregistré une baisse entre 1996 et 2001.

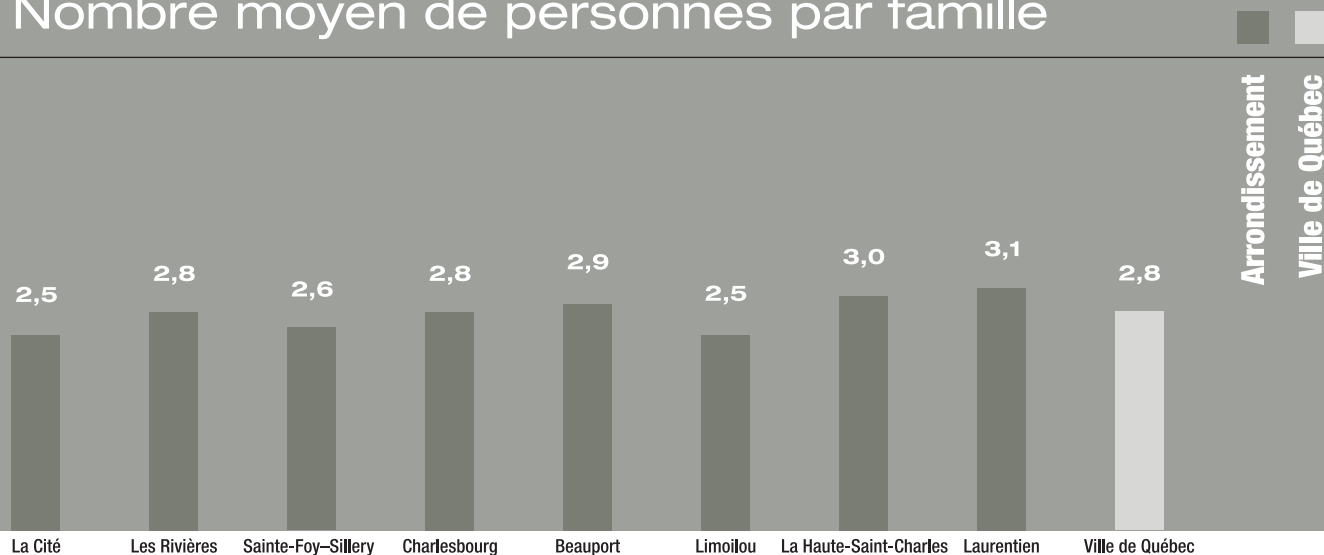
Effectifs en 2001 par aire de diffusion et par arrondissement

On trouve un total de 136 600 enfants demeurant chez leurs parents en 2001 dans la ville de Québec. Parmi les arrondissements, Laurentien se démarque des autres par un total de 29 400 enfants à la maison, ce qui représente plus de 35 % de sa population. À l'opposé, La Cité et Limoilou ne comptent chacun qu'un peu plus de 9 000 enfants demeurant chez leurs parents, soit respectivement 15,5 % et 20,7 % de leur population.

À l'échelle des aires de diffusion, Laurentien, mais surtout les secteurs de La Haute-Saint-Charles, Charlesbourg et Beauport situés le plus en périphérie recèlent les plus grandes concentrations d'enfants à la maison de la ville de Québec.

Graphique 15

Nombre moyen de personnes par famille



Source : Statistique Canada.

Tableau 20
Enfants à la maison

En pourcentage	Enfants à la maison					
	Moins de 6 ans	De 6 à 14 ans	De 15 à 17 ans	De 18 à 24 ans	25 ans et plus	Total enfants
Ville de Québec*	5,40	9,60	3,32	5,91	2,67	26,89
La Cité*	3,13	4,56	1,73	2,95	2,12	14,50
Les Rivières*	5,64	9,93	3,26	5,94	2,77	27,54
Sainte-Foy-Sillery*	3,61	6,53	2,85	5,72	2,55	21,25
Charlesbourg*	5,01	9,25	3,58	7,08	3,19	28,10
Beauport*	6,09	11,43	3,69	6,56	2,95	30,72
Limoilou*	4,71	6,66	2,68	3,56	3,06	20,66
La Haute-Saint-Charles*	7,43	13,18	3,91	6,63	2,55	33,71
Laurentien*	7,32	13,92	4,38	7,57	2,26	35,44

* Selon la population totale de l'arrondissement ou de la ville.

Source : Statistique Canada.

■ jeunes enfants (moins de 6 ans)

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

Si on ne tient compte que des enfants de moins de 6 ans, on constate, dans l'ensemble de la ville de Québec, deux tendances fort distinctes selon qu'il s'agit de la période 1991-1996 ou de la période 1996-2001. Durant la première, ce groupe d'âge a augmenté de 8,3 %, tandis que, durant la seconde, il a diminué de 16,5 %, ce qui a entraîné une baisse de 9,6 % entre 1991 et 2001. Parmi les arrondissements, La Haute-Saint-Charles se démarque par une hausse de 28 % entre 1991 et 1996.

Proportion par arrondissement et par aire de diffusion en 2001

En 2001, la ville de Québec compte 27 410 enfants de moins de 6 ans, ce qui représente 5,4 % de sa population. Dans les arrondissements, c'est Laurentien qui en compte le plus, soit un peu plus de 6 000; vient ensuite Beauport, plus de 4 400. Inversement, La Cité, Limoilou et Sainte-Foy-Sillery ne comptent respectivement que 1 945, 2 100 et 2 500 enfants de moins de 6 ans.

■ familles monoparentales

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

Le nombre de familles monoparentales a crû de 16,5 % dans la ville de Québec entre 1991 et 2001, la plus grande partie de cette croissance (11,6 %) s'étant produite entre 1991 et 1996. Du côté des arrondissements, on observe des écarts. Certains subissent une légère baisse (La Cité et Sainte-Foy-Sillery, une baisse de 4,8 % et 1,6 % respectivement) ou enregistrent une très légère hausse (Limoilou, une hausse de 2,6 %). À l'opposé, les arrondissements 2, 4, 5, 7 et 8 enregistrent des hausses très substantielles allant de 18 % (Les Rivières) à 50 % (Laurentien).

On constate aussi un écart entre les hommes et les femmes au plan de l'évolution du nombre de familles monoparentales entre 1991 et 2001 dans l'ensemble de la ville de Québec. En moyenne, le nombre de familles monoparentales où le parent est de sexe masculin a augmenté presque 4 fois plus (40 %) que celui des familles monoparentales où le parent est de sexe féminin (11,5 %). En fait, les hommes monoparentaux sont en hausse dans tous les arrondissements, atteignant même le sommet de 76,7 % dans La Haute-Saint-Charles. Les femmes, quant à elles, enregistrent de légères baisses dans les arrondissements les plus centraux, c'est-à-dire La Cité, Sainte-Foy-Sillery et Limoilou où surviennent des baisses variant entre 1,6 % et 4,7 %. Cependant, en 2001, il y a encore 5 fois plus de femmes que d'hommes à la tête d'une famille monoparentale.

Proportion en 2001

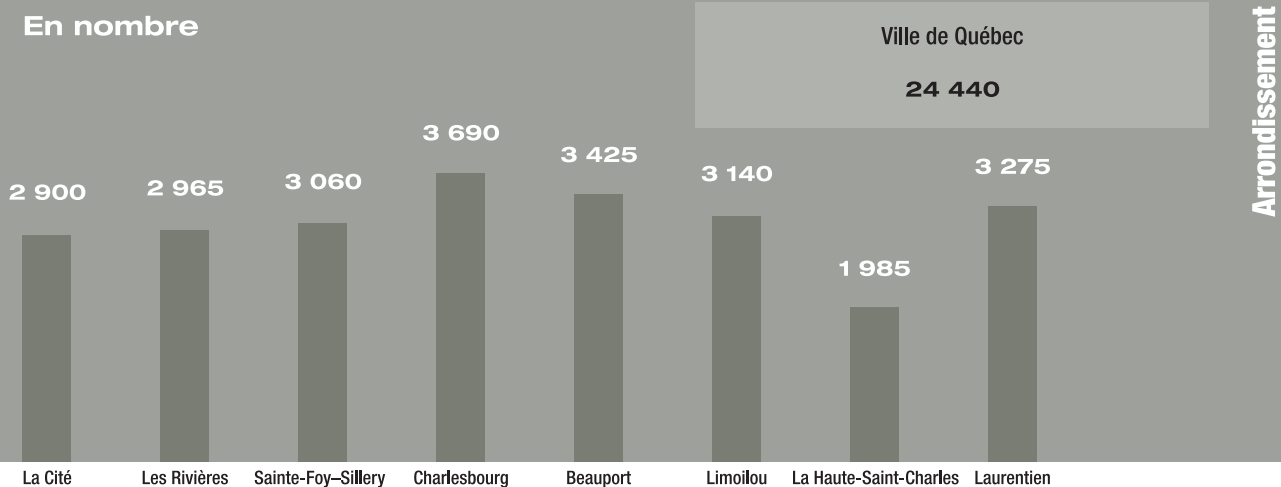
Il y a 24 440 familles monoparentales dans la ville de Québec en 2001, ce qui représente 17,6 % des familles. L'arrondissement où l'on en trouve le plus est Charlesbourg : près de 3 700. Cependant, Limoilou et La Cité se démarquent quant au taux : 28 % et 22 % respectivement. Les arrondissements les plus périphériques ont des taux plus bas : La Haute-Saint-Charles, 14 %, et Laurentien, 13,4 %.

Ces constatations se confirment dans les aires de diffusion. Celles qui ont des taux supérieurs à 30 % se trouvent dans les arrondissements ayant des taux élevés de familles monoparentales. Ainsi, on trouve plusieurs de ces aires dans La Cité, principalement dans les quartiers Saint-Sauveur et Saint-Roch, et dans Limoilou. De plus, d'autres aires où le taux est élevé sont situées dans l'ancienne municipalité de Vanier dans l'arrondissement des Rivières, le secteur ouest de Sainte-Foy-Sillery et certains quartiers sud de Beauport.



Graphique 16

Familles monoparentales



Source : Statistique Canada.

Tableau 21
Familles

En pourcentage	Familles			
	Couples mariés	Couples en union libre	Familles monoparentales	Familles totales
Ville de Québec	54,32	28,08	17,59	100,00
La Cité	41,87	35,79	22,34	100,00
Les Rivières	53,02	29,63	17,36	100,00
Sainte-Foy-Sillery	57,21	25,72	17,07	100,00
Charlesbourg	56,91	25,40	17,70	100,00
Beauport	57,10	26,24	16,66	100,00
Limoilou	41,06	30,88	28,06	100,00
La Haute-Saint-Charles	58,04	27,77	14,19	100,00
Laurentien	59,16	27,39	13,45	100,00

Source : Statistique Canada.

SCOLARITÉ

La scolarité est un indicateur à ne pas négliger dans l'étude de la démographie d'une ville, car elle est souvent un bon indice du niveau socioéconomique et de la propension ou non à la mobilité. Entre 1991 et 2001, soit pour les trois derniers recensements, Statistique Canada a changé quelque peu sa façon de compiler les données en matière de scolarité. Il est donc difficile de comparer dans le temps les différents niveaux de scolarité. Le niveau des études universitaires, le premier abordé, est le seul à être comparé selon les trois années de recensement de Statistique Canada. Les personnes n'ayant pas atteint la neuvième année sont ensuite étudiées, mais seulement pour l'année 2001. Enfin, les autres niveaux d'études ne sont aussi traités que pour la dernière année de recensement.

■ personnes ayant terminé des études universitaires

Évolution 1991-1996-2001

Le nombre de personnes ayant terminé des études universitaires par l'obtention d'un baccalauréat ou d'un diplôme de 2^e ou 3^e cycle a augmenté de 32 % dans la ville de Québec entre 1991 et 2001. La plus grande partie de cette augmentation (19 %) s'est produite entre 1991 et 1996. Parmi les arrondissements, pour la période de 1991 à 2001, Beauport a enregistré la hausse la plus forte, soit 70 %. Les Rivières, Limoilou, La Haute-Saint-Charles et Laurentien ont tous enregistré des hausses appréciables variant entre 40 et 49 %. Possédant déjà en 1991 le plus grand nombre d'universitaires,

Sainte-Foy-Sillery a eu le taux d'augmentation le plus faible par la suite, mais une hausse tout de même appréciable de 18 %.

Proportion en 2001 par aire de diffusion et par arrondissement

Dans la ville de Québec en 2001, on dénombre 98 000 personnes ayant terminé des études universitaires (tous cycles confondus), ce qui représente 25 % de la population âgée de 20 ans et plus. Sainte-Foy-Sillery et La Cité

sont les arrondissements qui en comptent le plus, soit respectivement 24 900 et 17 000, ce qui représente 44 % et 33 % de leur population âgée de 20 ans et plus. Les arrondissements 3, 5, 6 et 7 ont des taux de 14 % à 18 %.

À l'échelle des aires de diffusion, le plateau Québec-Sainte-Foy, en prolongeant jusqu'à Cap-Rouge, contient la plus grande partie des aires de concentration élevée (supérieure à 35 %) de gens ayant terminé des études universitaires. Les arrondissements touchés par ce plateau sont la partie est de Laurentien, Sainte-Foy-Sillery et la partie de La Cité située dans la haute-ville.

Tableau 22

Population de 20 ans et plus selon le plus haut niveau de scolarité atteint

En pourcentage

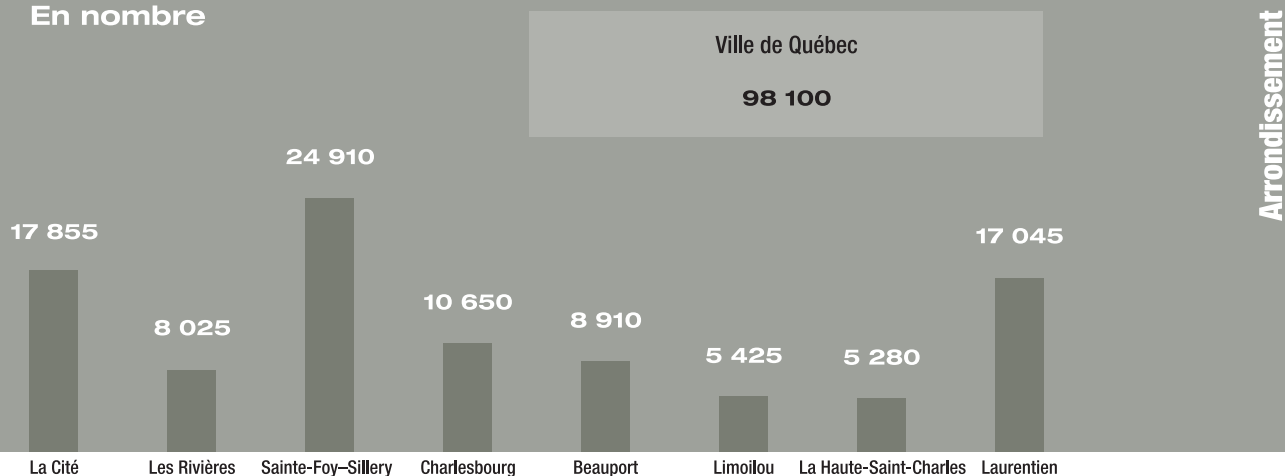
	Niveau inférieur à la 9 ^e année	De la 9 ^e à la 13 ^e année	Certificat ou diplôme d'une école de métiers	Études collégiales	Études universitaires	Population de 20 ans et plus
Ville de Québec	11,80	28,15	11,18	23,96	24,91	100,00
La Cité	13,29	23,43	7,89	22,03	33,36	100,00
Les Rivières	13,83	32,46	12,91	23,27	17,53	100,00
Sainte-Foy-Sillery	5,45	18,89	6,90	24,77	43,99	100,00
Charlesbourg	12,59	31,11	12,40	24,62	19,29	100,00
Beauport	12,64	33,56	12,82	24,15	16,83	100,00
Limoilou	20,15	33,93	10,66	20,56	14,70	100,00
La Haute-Saint-Charles	12,76	32,21	15,29	24,27	15,47	100,00
Laurentien	7,68	24,38	12,23	26,64	29,06	100,00

Source : Statistique Canada.

Graphique 17

Population de 20 ans et plus ayant fait des études universitaires

En nombre



Source : Statistique Canada.

Arrondissement

personnes n'ayant pas atteint la 9^e année en 2001

En 2001, on dénombre dans la ville de Québec 46 470 personnes âgées de 20 ans ou plus (12 % de la population) qui ont un niveau d'études inférieur à la 9^e année. Dans un ordre croissant, les arrondissements 6, 1, 4, 5 et 2 ont au moins 6 000 personnes n'ayant pas atteint ce niveau de scolarité. En pourcentage de population, Limoilou vient en tête, comptant 20 % de personnes ayant moins de 9 années de scolarité. À l'opposé, Sainte-Foy-Sillery et Laurentien ne comptent respectivement que 5,45 % et 7,68 % de leur population n'ayant pas atteint ce niveau d'études.

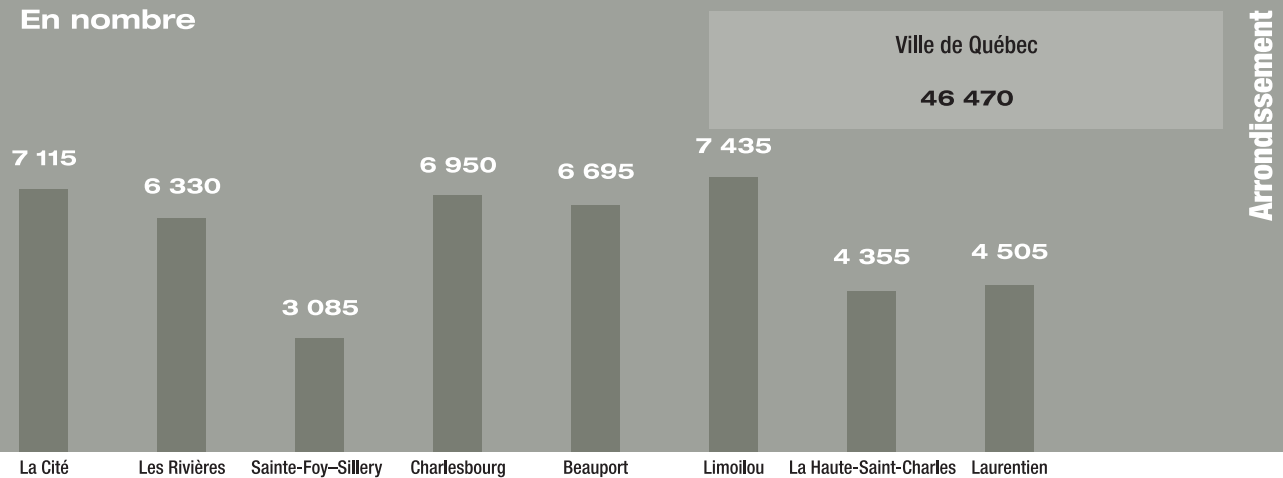
À une échelle plus fine, la carte des aires de diffusion indique que le quartier Saint-Sauveur, dans La Cité, le territoire de l'ancienne municipalité de Vanier, dans Les Rivières,

et Limoilou recèlent les concentrations les plus élevées (25 % et plus) des gens les moins scolarisés. On trouve aussi de grandes concentrations de ces gens dans quelques secteurs de l'Ancienne-Lorette (La Haute-Saint-Charles) et dans la partie sud de Beauport.

Graphique 18

Population de 20 ans et plus n'ayant pas atteint la 9^e année

En nombre



Source : Statistique Canada.

les autres niveaux d'étude en 2001

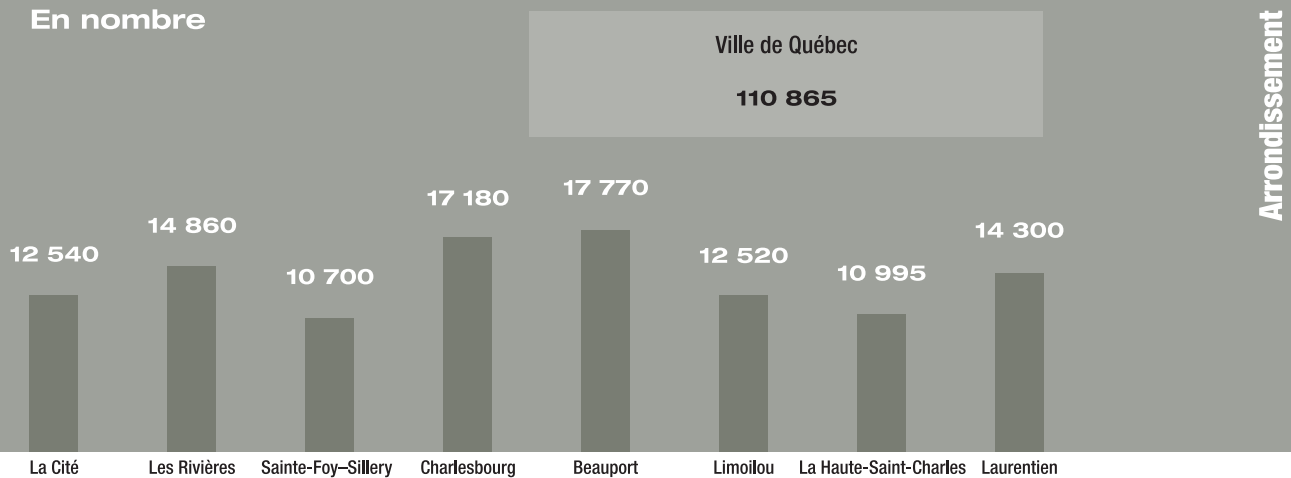
Personnes ayant entre 9 et 13 années de scolarité

En 2001, 28 % de la population de Québec âgée de 20 ans ou plus possède entre 9 et 13 années de scolarité. À l'échelle des arrondissements, Sainte-Foy-Sillery se démarque par le taux le plus bas (19 %). À l'inverse, les arrondissements 2, 4, 5, 6 et 7 atteignent des taux variant entre 31 % et 34 %.

Graphique 19

Personnes ayant atteint des niveaux d'étude de la 9^e année à la 13^e année

En nombre



Source : Statistique Canada.

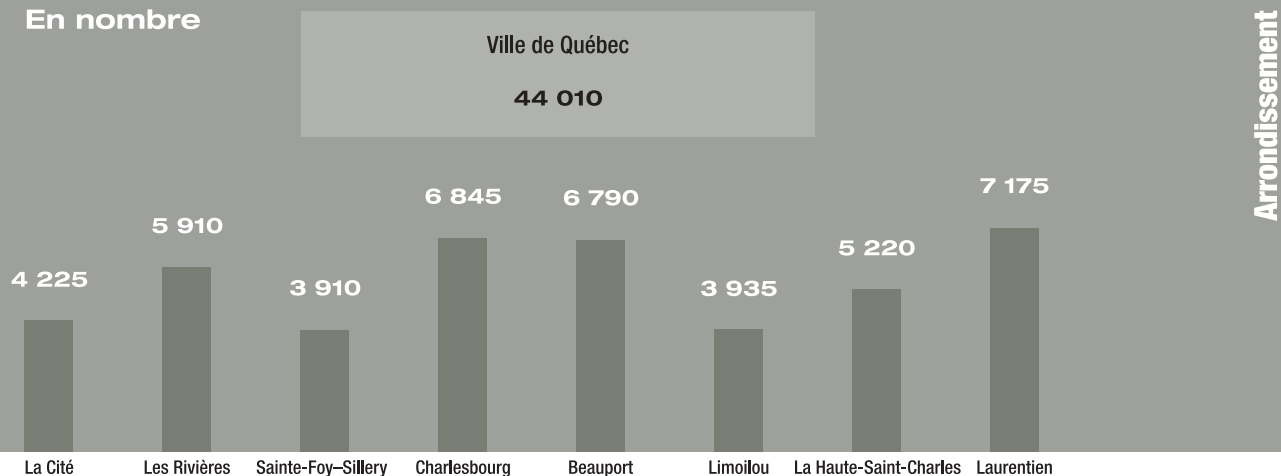
Personnes détenant un certificat ou un diplôme délivré par une école de métiers

En 2001, dans l'ensemble de la ville de Québec, 11 % des personnes âgées de 20 ans et plus détiennent un certificat ou un diplôme délivré par une école de métier. À ce chapitre, La Haute-Saint-Charles se démarque des autres arrondissements en ayant le taux le plus élevé (15 %). À l'opposé, La Cité et Sainte-Foy-Sillery ne comptent respectivement que 8 % et 7 % de leur population âgée de 20 ans et plus possédant ce genre de certificat ou de diplôme.

Graphique 20

Personnes ayant fait un certificat ou un diplôme d'une école de métier

En nombre



Source : Statistique Canada.

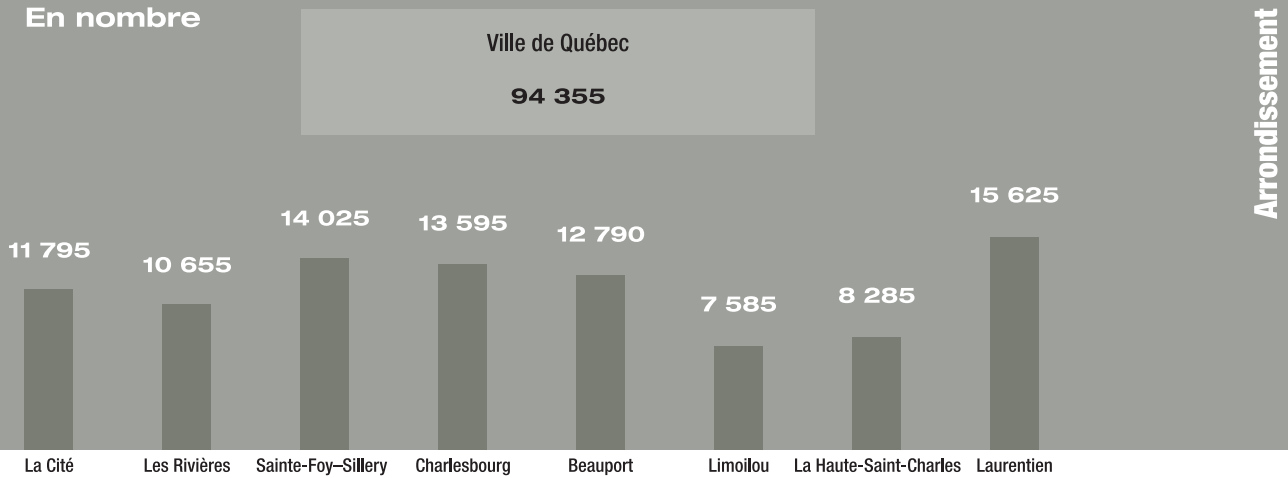
Personnes ayant fait des études collégiales

Enfin, 24 % de la population de la ville de Québec en 2001 avait fait des études collégiales. Parmi les arrondissements, Sainte-Foy-Sillery se démarque largement par un taux de 44 %, mais La Cité et Laurentien méritent aussi d'être mentionnés, puisqu'ils ont des taux respectifs de 33 % et 29 %.

Graphique 21

Personnes ayant fait des études collégiales

En nombre



Source : Statistique Canada.

LA POPULATION DE LA VILLE DE QUÉBEC
ET DE SES ARRONDISSEMENTS

MAIN-D'ŒUVRE

La main-d'œuvre est un autre indicateur socioéconomique à considérer dans l'étude démographique d'une ville. Pour le faire, nous puisons à deux sources de données. La première, Statistique Canada, fournit l'information quant au taux de chômage et au taux d'activité. La seconde, les enquêtes origine-destination (OD) effectuées par le RTC en 1991, 1996 et 2001, renseigne sur les lieux de résidence et les lieux de travail de la main-d'œuvre.

■ taux de chômage

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

Le taux de chômage dans la ville de Québec est passé de 9,5 % à 10,9 % entre 1991 et 1996, puis s'est chiffré à 7,3 % en 2001. Dans presque tous les arrondissements, on remarque la même tendance à la baisse entre 1996 et 2001 du fait que la situation économique s'est améliorée durant cette période. Les plus fortes baisses du taux de chômage ont été enregistrées dans La Cité et Limoilou, soit de plus de 4 points de pourcentage. Il faut toutefois mentionner que ces deux arrondissements détenaient les plus forts taux de chômage en 1996, soit 14,3 % et 17,3 % respectivement.

Il y a un petit écart entre les hommes et les femmes quant à l'évolution du taux de chômage entre 1991 et 2001 dans la ville de Québec. Bien que la tendance générale à la baisse du taux de chômage semble se refléter parmi les deux sexes, la baisse est cependant plus importante chez les femmes (4 points) que chez les hommes (3,2 points) durant cette période.

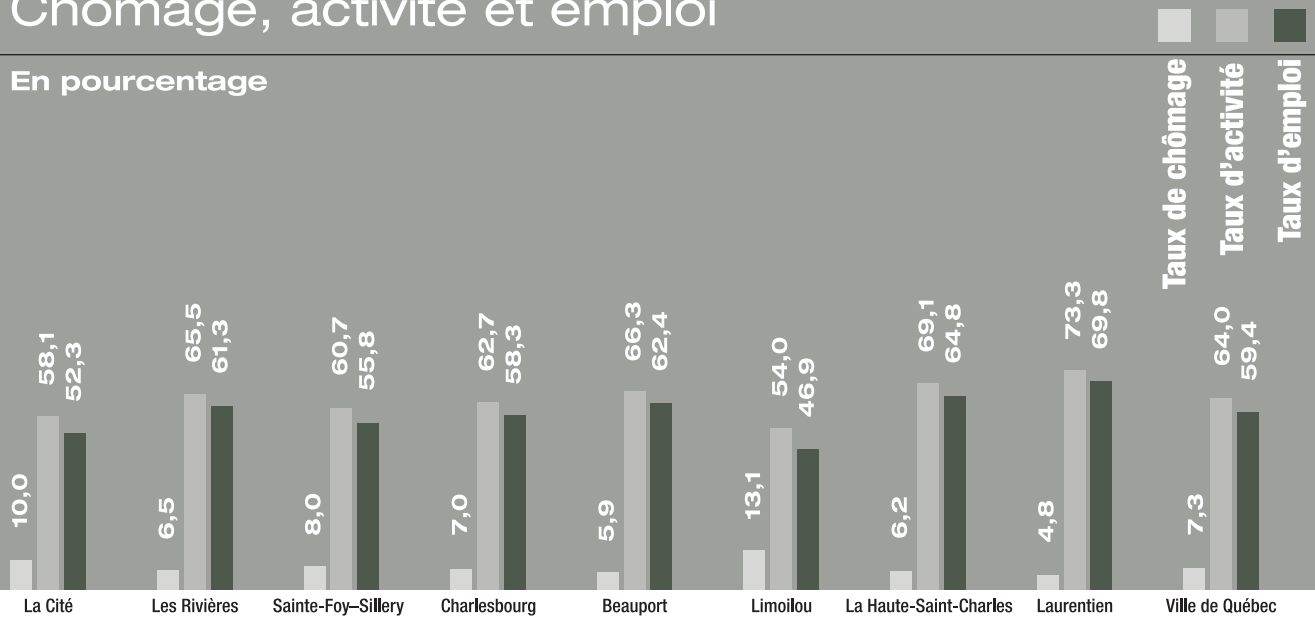
Taux 2001 par aire de diffusion et par arrondissement

Le taux de chômage en 2001 est de 7,3 % dans l'ensemble de la ville de Québec. Parmi les arrondissements, Laurentien se démarque par son très faible taux de 4,8 %. Suivent dans l'ordre Beauport, La Haute-Saint-Charles et Les Rivières dont les taux varient entre 5,9 % et 6,5 %. À l'opposé, La Cité et Limoilou détiennent les records peu enviables à ce chapitre, soit 10 % et 13,1 % respectivement. À l'échelle des aires de diffusion, on constate que le taux de chômage dépasse 19 % dans certaines aires. Elles se trouvent dans La Cité, plus précisément dans les quartiers Saint-Roch et Saint-Sauveur, et dans Limoilou.

Graphique 22

Population active de 15 ans et plus Chômage, activité et emploi

En pourcentage



Source : Statistique Canada.

taux d'activité

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

Le taux d'activité dans la ville de Québec est passé de 66 à 63 % entre 1991 et 1996, puis est remonté à 64 % en 2001. La baisse du taux de chômage ayant été plus forte que l'augmentation du taux d'activité, on peut penser que le nombre de personnes en emploi à Québec a augmenté durant cette période. Les hausses les plus prononcées du taux d'activité, comme les baisses du taux de chômage, se sont produites dans La Cité et Limoilou. Il faut cependant mentionner que,

en 1991, ces arrondissements avaient des taux d'activité inférieurs à celui de l'ensemble de la ville.

Taux en 2001 par arrondissement

En 2001, le taux d'activité est plus élevé dans Laurentien et La Haute-Saint-Charles que dans les autres arrondissements : il se situe respectivement à 69 % et 73 %. À l'opposé, les taux les plus bas se trouvent dans La Cité, 58 %, et Limoilou, 54 %.

Tableau 23
Population de 15 ans et plus selon l'activité

	En nombre			En pourcentage		
	Population de 15 ans et plus	Population active	Population inactive	Taux d'activité	Taux d'emploi	Taux de chômage
Ville de Québec	423 710	271 240	152 465	64,0	59,4	7,3
La Cité	55 780	32 425	23 355	58,1	52,3	10,0
Les Rivières	49 140	32 205	16 935	65,5	61,3	6,5
Sainte-Foy-Sillery	60 500	36 710	23 790	60,7	55,8	8,0
Charlesbourg	59 620	37 390	22 230	62,7	58,3	7,0
Beauport	57 590	38 195	19 395	66,3	62,4	5,9
Limoilou	39 040	21 075	17 965	54,0	46,9	13,1
La Haute-Saint-Charles	37 170	25 675	11 490	69,1	64,8	6,2
Laurentien	64 875	47 565	17 310	73,3	69,8	4,8

Source : Statistique Canada.

répartition de la main-d'œuvre et des emplois selon l'arrondissement du lieu de travail

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

D'après les enquêtes OD, le nombre d'emplois dans la ville de Québec a augmenté de 11,7 % entre 1991 et 2001, passant de 219 300 à 244 900. Les Rivières a accueilli près de 13 000 nouveaux travailleurs entre 1991 et 2001, soit une hausse de 36 %. Laurentien a aussi enregistré une hausse appréciable de main-d'œuvre : un peu plus de 4 500 nouveaux travailleurs, ce qui représente une augmentation de 37 %. Dans ces deux cas, la plus grande partie de l'augmentation s'est produite entre 1991 et 1996. Cependant, ce ne sont pas tous les arrondissements qui ont

enregistré une hausse. Ainsi, Sainte-Foy-Sillery a plus ou moins stagné sur ce plan, ayant une hausse de moins de 1 % entre 1991 et 2001. De son côté, La Haute-Saint-Charles a subi une diminution de près de 400 emplois pendant la même période.

Les résidents de Québec vont travailler en plus grand nombre qu'auparavant à l'extérieur de leur ville. Ainsi, de 23 200 à le faire en 1991, ils sont passé à un peu plus de 36 000 en 2001, ce qui représente une hausse de 56 %.



Effectifs en 2001 par arrondissement

La Cité se démarque parmi les arrondissements pour ce qui est du nombre d'emplois : il en a 73 000 en 2001. Suivent Sainte-Foy-Sillery et Les Rivières qui ont respectivement

52 400 et 49 000 emplois. Inversement, on ne trouve que 6 200 emplois dans l'arrondissement La Haute-Saint-Charles. Il faut aussi mentionner qu'il y a quelque 36 000 résidents de la ville de Québec qui vont travailler à l'extérieur de celle-ci.

répartition de la main-d'œuvre selon l'arrondissement de résidence

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

Le lieu de résidence des travailleurs a évolué quelque peu différemment de celui du lieu de travail. Ainsi, le nombre de travailleurs résidant dans l'arrondissement Laurentien a augmenté de 7 400 entre 1991 et 2001, soit une hausse de 21 %. On peut aussi mentionner La Haute-Saint-Charles qui a enregistré une hausse de 18,5 %, soit un peu plus de 3 600 nouveaux travailleurs demeurant dans cet arrondissement. À l'opposé, Sainte-Foy-Sillery et Charlesbourg ont tous deux subi une diminution se chiffrant respectivement à 5,5 et 2,6 %. Toutefois, le phénomène le plus frappant est la hausse du nombre de personnes habitant à l'extérieur de Québec mais qui viennent y travailler. Entre 1991 et 2001, il y en a eu 22 000 de plus, ce qui représente une augmentation de 94 %.

Effectifs en 2001 par arrondissement

En 2001, on dénombre 281 000 travailleurs dans la ville de Québec, dont 244 900 résident dans la ville et 42 770, à l'extérieur. Le nombre de ces derniers est supérieur à celui des travailleurs résidant respectivement dans chaque arrondissement. À ce chapitre, Laurentien, qui compte 34 400 travailleurs résidants, vient en tête des arrondissements. Suivent Beauport et Charlesbourg qui en ont respectivement 30 170 et 34 400.

REVENU

Nous avons retenu le revenu moyen comme base d'analyse. Nous traitons d'abord des particuliers, en prenant soin d'indiquer les écarts entre les hommes et les femmes. Viennent ensuite les ménages. Il faut mentionner que les données présentées sont en dollars courants, l'inflation n'a donc pas été prise en compte.

revenu moyen des particuliers

Il est bon de mentionner tout d'abord que le revenu moyen des particuliers est calculé par Statistique Canada à partir du revenu provenant de toutes les sources, y compris le revenu d'emploi, le revenu provenant de programmes gouvernementaux, le revenu de pension, le revenu de placement et tout autre revenu en espèces. Les particuliers pris en compte sont âgés de 15 ans et plus¹.

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

Le revenu moyen a augmenté entre 1991 et 2001 dans la ville de Québec, tant chez les hommes que chez les femmes. Dans les deux cas, la hausse a été plus élevée entre 1996 et 2001 que durant la période précédente. De plus, l'augmentation a été plus importante chez les femmes (29 %) que chez les hommes (17 %). Il faut toutefois mentionner que le salaire moyen était plus élevé de 11 600 \$ chez les hommes que chez les femmes en 1991 et que cet écart demeure en 2001.

À l'échelle des arrondissements, on remarque peu de différences quant à l'évolution du revenu moyen des hommes entre 1991 et 2001, sauf que les hausses ont été moins fortes

dans Limoilou et Charlesbourg : 6,4 % et 10,5 % respectivement. Chez les femmes, l'augmentation du revenu moyen a joué entre 25 % et 32 % dans la quasi-totalité des arrondissements, à l'exception de Limoilou où la hausse a été de 18,6 %.

Taux 2001 par aire de diffusion et par arrondissement

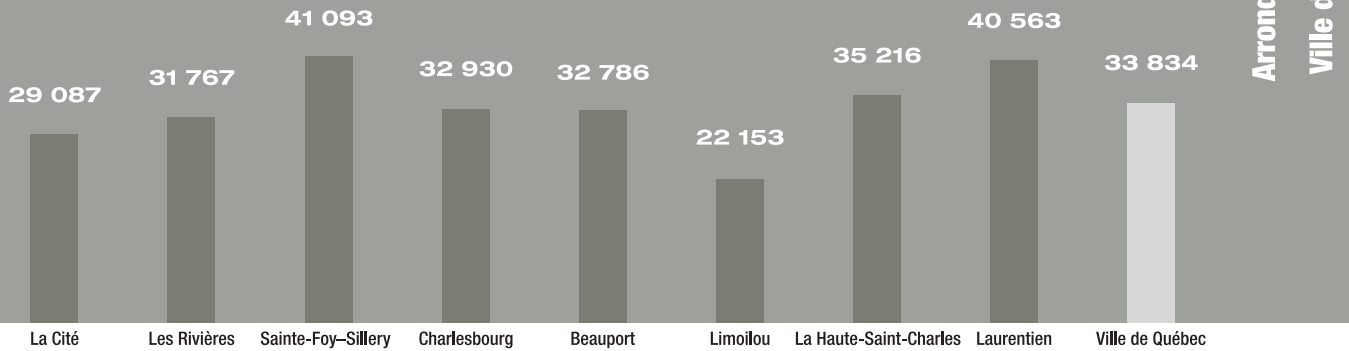
En 2001, dans l'ensemble de la ville de Québec, les hommes ont un revenu moyen de 33 800 \$ et les femmes, d'un peu moins de 22 300 \$. À l'échelle des arrondissements, c'est dans Sainte-Foy-Sillery et Laurentien que le revenu moyen des hommes est le plus élevé : 41 000 \$ et 40 560 \$ respectivement. À l'inverse, c'est dans Limoilou qu'il est le plus bas : 22 150 \$. Les aires de diffusion où le salaire moyen est inférieur à 23 000 \$ sont d'ailleurs omniprésentes dans cet arrondissement. Les quartiers Saint-Roch et Saint-Sauveur dans La Cité, l'ancienne municipalité de Vanier dans Les Rivières et la partie sud-ouest de Beauport comptent aussi un grand nombre de ces aires.

1. Statistique Canada, 2002, p. 139.

Graphique 23

Revenu moyen des hommes

En dollars



Source : Statistique Canada.

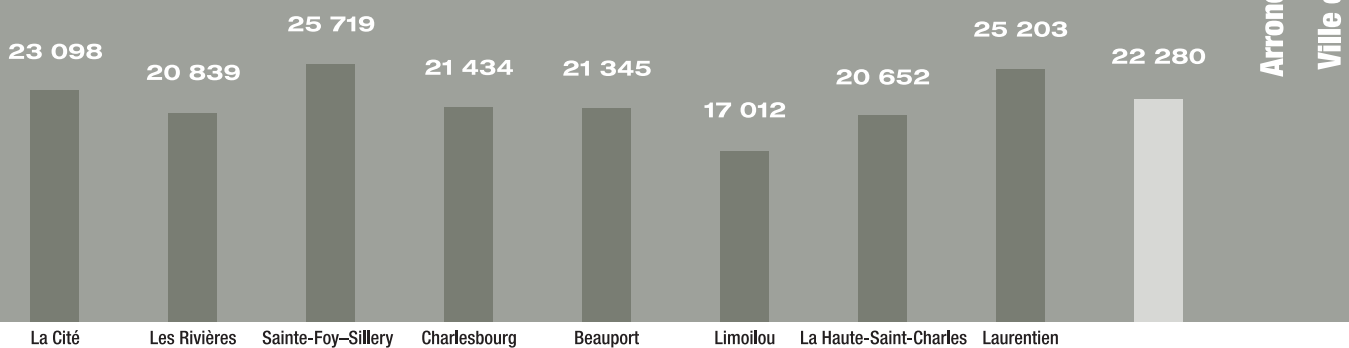
Chez les femmes, le revenu moyen suit les mêmes tendances que chez les hommes. Il est plus élevé dans Sainte-Foy-Sillery et Laurentien : 25 700 \$ et 25 200 \$ respectivement, et plus bas dans Limoilou, 17 000 \$.

L'écart entre les deux sexes est plus important dans Laurentien et La Haute-Saint-Charles, près de 15 000 \$, et plus faible dans Limoilou et La Cité, 5 000 \$ et 6 000 \$ respectivement.

Graphique 24

Revenu moyen des femmes

En dollars



Source : Statistique Canada.

■ revenu moyen des ménages

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

Le revenu moyen des ménages a augmenté de 18 % entre 1991 et 2001, la plus grande partie de cette hausse (14,1 %) s'étant effectuée, comme pour les particuliers, entre 1996 et 2001. Les arrondissements 1, 5, 7 et 8 ont enregistré des hausses de 20 % ou plus, mais Limoilou et Charlesbourg se démarquent par des hausses beaucoup moins élevées : 8 % et 9 % respectivement.

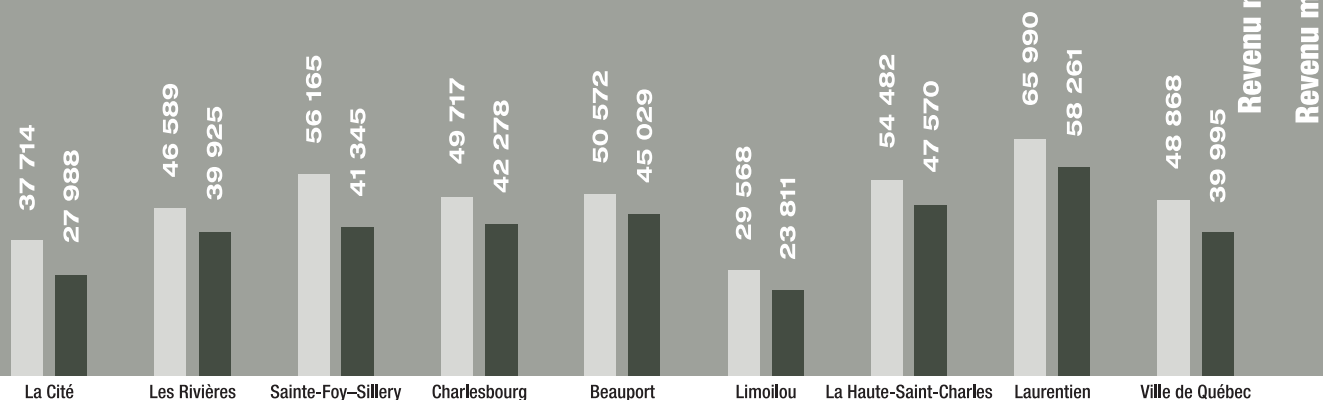
Taux 2001 par aire de diffusion et par arrondissement

Le revenu moyen des ménages est de près de 48 900 \$ dans la ville de Québec en 2001. Parmi les arrondissements, Laurentien a le revenu moyen le plus élevé (66 000 \$) et Limoilou, le plus bas (29 560 \$). Dans Laurentien et dans le Vieux-Québec situé dans La Cité, il semble exister un axe est-ouest longeant le fleuve où le revenu moyen dépasse les 80 000 \$ dans plusieurs secteurs.

Graphique 25

Revenus moyen et médian des ménages

En dollars



Source : Statistique Canada.

LA POPULATION DE LA VILLE DE QUÉBEC
ET DE SES ARRONDISSEMENTS

HABITATION

Nous considérons l'habitation essentiellement sous l'angle socioéconomique. En premier lieu, nous examinons la part des ménages qui consacrent plus de 30 % de leur revenu au logement et distinguons à ce chapitre les locataires et les propriétaires. Ensuite, nous traitons du loyer brut et des dépenses moyennes liées à la propriété. Pour terminer, nous abordons la valeur moyenne du logement.

logements occupés par des locataires consacrant plus de 30 % de leur revenu à se loger

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

Le nombre de logements occupés par des locataires consacrant plus de 30 % de leur revenu à se loger a augmenté de 14,6 % dans la ville de Québec entre 1991 et 2001. C'est un taux légèrement supérieur à celui de l'augmentation du nombre de ménages (14,3 %) durant la même période. Mentionnons cependant que ce taux a augmenté de 28,5 % entre 1991 et 1996, la ville atteignant alors un total de 45 795 ménages locataires consacrant plus de 30 % de leur revenu au logement. Par rapport à l'ensemble des locataires, la proportion de ces gens est passée de 35 % en 1991 à 36,5 % en 2001.

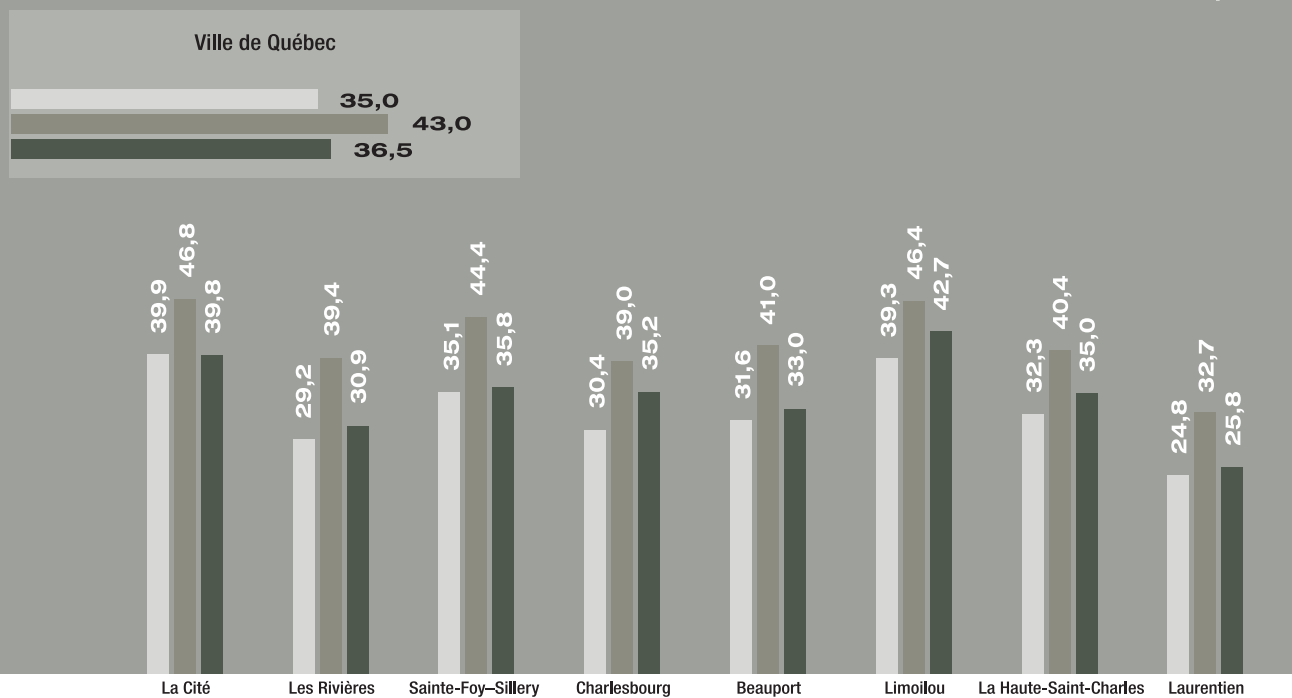
Dans les arrondissements, cette proportion a augmenté dans les arrondissements 2, 4, 5, 6, 7 et 8 entre 1991 et 2001, les hausses allant de 1 à 4,8 points de pourcentage. La

situation dans La Cité et Sainte-Foy-Sillery est demeurée à peu près stable, le premier enregistrant une baisse de 0,1 point et le second, une hausse de 0,7 point. Cependant, dans tous les cas, la proportion de locataires consacrant plus de 30 % de leur revenu au logement a fortement augmenté entre 1991 et 1996 puis est redescendue entre 1996 et 2001.

Graphique 26

Logements occupés par des locataires déboursant plus de 30% de leur revenu pour le loyer

En pourcentage



Source : Statistique Canada.

Taux 2001

Dans la ville de Québec en 2001, on compte 40 800 ménages locataires consacrant plus de 30 % de leur revenu au logement. Parmi les arrondissements, La Cité vient en tête quant au nombre de ces ménages, soit 11 000. Suivent Limoilou et Sainte-Foy-Sillery qui en comptent respectivement 8 700 et 7 700. À l'inverse, La Haute-Saint-Charles et

Laurentien comptent tous deux moins de 2 000 de ces ménages. Les aires de diffusion affichent les mêmes tendances : les grandes concentrations de ces ménages se trouvent dans les quartiers Saint-Roch, Saint-Sauveur et Saint-Jean-Baptiste de La Cité et dans Limoilou. Quelques secteurs de Sainte-Foy-Sillery et du sud de Charlesbourg comptent plus de 120 ménages locataires consacrant plus de 30 % de leur revenu au logement.

Tableau 24

Logements privés non agricoles hors réserve selon la tenure

	Logements totaux privés non agricoles hors réserve occupés	Logements privés non agricoles hors réserve occupés par le locataire	Loyer brut moyen	Logements privés occupés par le locataire ayant 30 % ou plus du revenu du ménage consacré aux coûts d'habitation	Logements privés non agricoles hors réserve occupés par le propriétaire	Valeur moyenne du logement	Moyenne mensuelle des principales dépenses de propriété	Logements privés occupés par le propriétaire ayant 30 % ou plus du revenu du ménage consacré aux coûts d'habitation
Ville de Québec	227 470	111 945	526 \$	40 840	115 530	102 860	727 \$	14 590
La Cité	36 555	27 645	533 \$	11 010	8 910	107 299	746 \$	1 735
Les Rivières	26 010	13 335	534 \$	4 120	12 680	92 076	739 \$	1 755
Sainte-Foy-Sillery	33 570	17 650	572 \$	6 310	15 920	140 194	724 \$	1 710
Charlesbourg	30 505	12 545	540 \$	4 415	17 960	91 749	658 \$	2 120
Beauport	28 485	10 585	486 \$	3 495	17 895	91 665	746 \$	2 265
Limoilou	24 340	19 585	474 \$	8 355	4 760	85 964	718 \$	1 080
La Haute-Saint-Charles	17 850	4 390	513 \$	1 535	13 460	89 215	720 \$	1 550
Laurentien	30 155	6 210	557 \$	1 600	23 945	109 823	757 \$	2 375

Source : Statistique Canada.

logements occupés par des propriétaires consacrant plus de 30 % de leur revenu à se loger

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

Le nombre de logements occupés par des propriétaires consacrant plus de 30 % de leur revenu à se loger a augmenté de 7,3 % entre 1991 et 2001 dans la ville de Québec.

Ici encore, on note une hausse importante entre 1991 et 1996, suivie d'une baisse durant la période suivante. Par rapport à l'ensemble des propriétaires, le nombre de ces ménages représente 14 % en 1991, 15 % en 1996 et 12,6 % en 2001.

Parmi les arrondissements, c'est La Cité et Sainte-Foy-Sillery qui subissent les hausses les plus fortes : 32,8 % et 22,6 % respectivement. Les arrondissements 2, 4, 5 et 8 en subissent une légère variant entre 1 % et 9 %, tandis que Limoilou et La Haute-Saint-Charles enregistrent une baisse respective de 4 % et 3 %. Entre 1991 et 2001, seuls les arrondissements 1 et 3 ont des hausses de 0,7 point de pourcentage par rapport à l'ensemble des ménages propriétaires. Inversement, la plus forte diminution durant cette période se produit dans La Haute-Saint-Charles. Toutefois, ici encore, dans tous les cas, la proportion de ménages propriétaires consacrant plus de 30 % de leur revenu au logement a fortement augmenté entre 1991 et 1996, puis est redescendue en 2001.

Taux 2001 par aire de diffusion et par arrondissement

On dénombre dans la ville de Québec en 2001 près de 14 600 ménages propriétaires consacrant plus de 30 % de leur revenu au logement. Les arrondissements 4, 5 et 8 se démarquent des autres : ils ont chacun plus de 2 000 de ces ménages. En terme de taux cependant, c'est La Cité et Limoilou qui se démarquent, ayant respectivement 19,5 % et 22,7 % de ménages propriétaires consacrant plus de 30 % de leur revenu au logement. À l'opposé, Laurentien et Sainte-Foy-Sillery ont les taux les plus bas, soit 10 % et 11 % respectivement. À l'échelle des aires de diffusion, les parties les plus périphériques de Laurentien, La Haute-Saint-Charles et Charlesbourg recèlent les plus grandes concentrations de ménages propriétaires consacrant plus de 30 % de leur revenu au logement.

coût mensuel moyen du logement locatif

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

Dans l'ensemble de la ville de Québec, il y a eu une hausse de 10,3 % du coût mensuel moyen du logement locatif entre 1991 et 2001, la plus grande partie de cette augmentation étant survenue entre 1991 et 1996. Dans l'ordre, Laurentien, Les Rivières et La Cité ont tous subi des hausses substantielles variant entre 13 et 16 %. À l'inverse, les augmentations n'ont été respectivement que de 4 % et 5 % dans Beauport et Limoilou, ce qui représente des hausses de 20 et 25 \$.

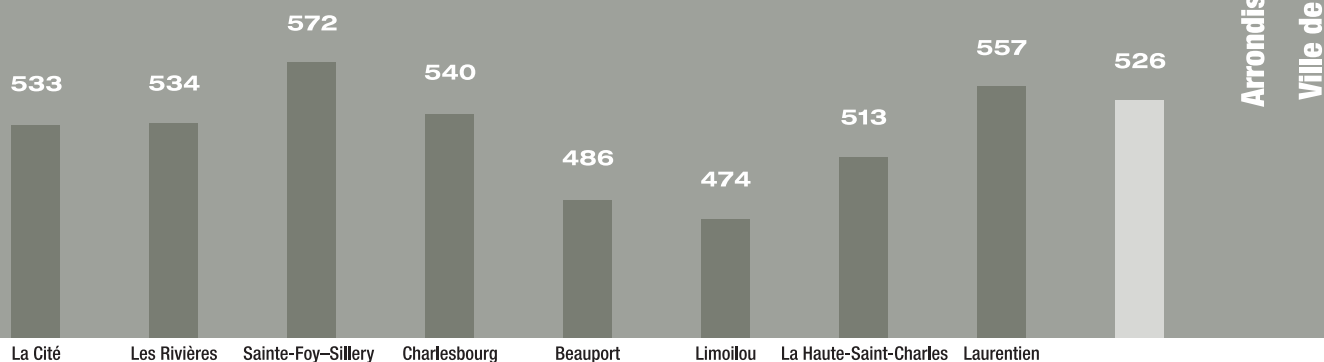
Coût mensuel moyen du logement locatif en 2001

En 2001, le logement locatif coûte en moyenne 526 \$ dans la ville de Québec. À l'échelle des arrondissements, c'est dans Sainte-Foy-Sillery et Laurentien qu'il est le plus cher, soit des moyennes respectives de 572 et 557 \$. À l'inverse, c'est dans Limoilou et Beauport qu'il est le moins cher : inférieur à 500 \$ dans les deux cas.

Graphique 27

Loyer brut moyen des logements privés occupés par des locataires

En dollars



Source : Statistique Canada.

■ moyenne des dépenses liées à la propriété

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

La moyenne des dépenses liées à la propriété a augmenté de 5 % dans l'ensemble de la ville de Québec entre 1991 et 2001. La totalité de cette hausse s'est produite entre 1991 et 1996. Une légère baisse de 0,3 % a marqué la période suivante grâce surtout aux baisses de 1,7 % à 3 % survenues dans les arrondissements 2, 5, 6, 7 et 8. Les augmentations les plus fortes ont eu lieu dans Sainte-Foy-Sillery et Limoilou où elles ont atteint respectivement 10 % et 12 %.

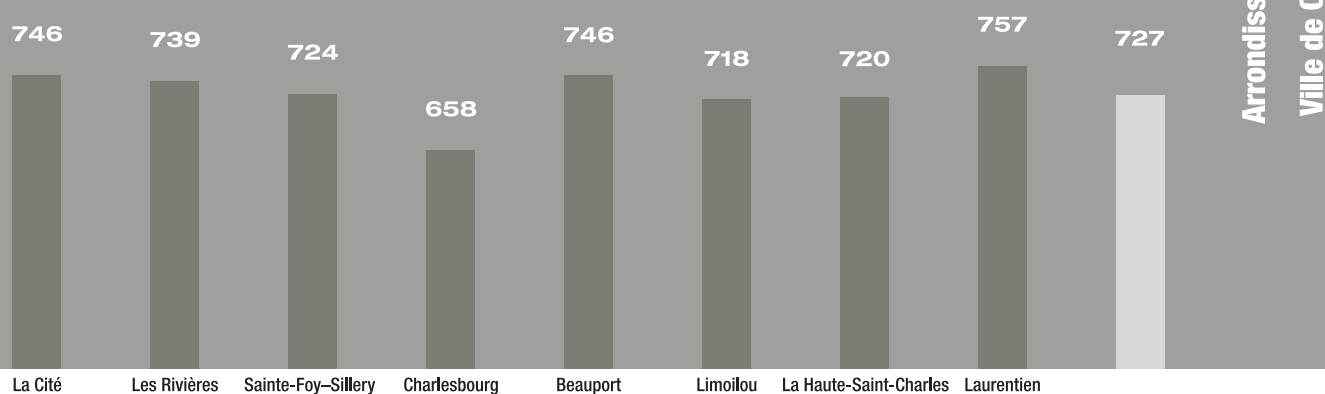
Moyenne des dépenses en 2001

Dans la ville de Québec, les propriétaires dépensent en moyenne 727 \$ par mois pour se loger en 2001. Parmi les arrondissements, Laurentien vient en tête à ce chapitre : 757 \$. Il est suivi de près par La Cité et Beauport où la moyenne est de 746 \$ dans les deux cas. À l'opposé, Charlesbourg a la moyenne la plus basse, soit 658 \$.

Graphique 28

Moyenne mensuelle des dépenses de propriété

En dollars



Source : Statistique Canada.

■ valeur des logements en 2001

Évolution 1991-1996-2001 par arrondissement

La valeur des logements a crû de 2,8 % dans la ville de Québec entre 1991 et 2001, la plus grande partie de cette hausse (2,1 %) étant survenue entre 1991 et 1996. Les arrondissements 1, 6, 7 et 8 ont enregistré des hausses variant entre 4,8 % et 6,7 %, tandis que les arrondissements 2, 3 et 4 sont demeurés stables.

Valeur en 2001

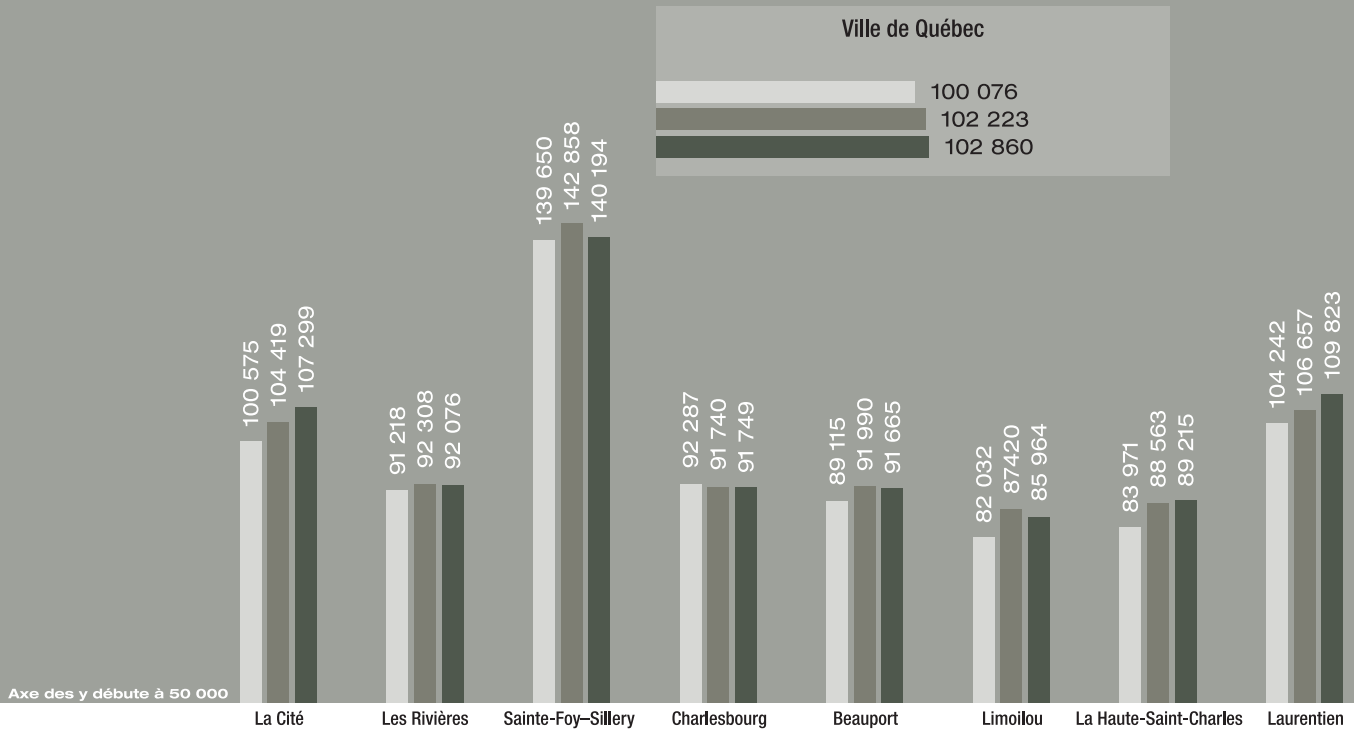
En 2001, la valeur moyenne d'un logement dans l'ensemble de la ville de Québec est de 102 800 \$. Sainte-Foy-Sillery se démarque des autres arrondissements par une valeur beaucoup plus élevée, soit 140 200 \$. À l'inverse, Limoilou et La Haute-Saint-Charles ont une moyenne inférieure à 90 000 \$.

Graphique 29

Valeur moyenne des logements

En dollars

1991 1996 2001



Source : Statistique Canada.

LA POPULATION DE LA VILLE DE QUÉBEC
ET DE SES ARRONDISSEMENTS



MOBILITÉ QUOTIDIENNE SELON L'ÂGE ET LE SEXE

Les données sur la mobilité quotidienne proviennent exclusivement des enquêtes OD réalisées en 1991, 1996 et 2001 par le RTC et le MTQ. Nous traitons d'abord de l'évolution des déplacements, en nous attardant plus en détail sur les déplacements des personnes de 65 ans et plus. Le mode de déplacement selon l'âge et le sexe vient ensuite, mais uniquement pour l'année 2001. Dans un dernier point, nous étudions les principales destinations. Il est important de mentionner que les déplacements faisant l'objet des deux premiers points sont considérés du point de vue du domicile, tandis que ceux étudiés dans le dernier ont trait, bien sûr, au lieu de destination.

■ évolution de la mobilité selon l'âge et le sexe

Avant de procéder aux diverses comparaisons entre les résultats respectifs des trois années sur lesquelles les enquêtes ont porté, il faut mentionner que ces enquêtes se sont raffinées d'une année à l'autre, ce qui a pu gonfler légèrement le nombre de déplacements effectués en 1996 par rapport à ceux effectués en 1991, ainsi que le nombre de déplacements faits en 2001 par rapport à ceux faits en 1996. Par exemple, en 1991, le fait de s'arrêter chez le dépanneur acheter du pain avant de rentrer à la maison après le travail ne comptait que pour un déplacement. En 2001, comme on tient compte des déplacements dits intermédiaires, l'exemple précédent compte désormais pour deux déplacements.

Un constat général s'impose à première vue pour les trois années : les hommes se déplacent en général plus que les femmes. Cet écart s'amenuise cependant entre 1991 et 2001. En 1991, les hommes font 2,35 déplacements par jour et les femmes, 2,08. En 2001, ces chiffres passent respectivement à 2,68 et 2,47. L'écart est donc de 13 % en 1991 et de 8,4 % en 2001. L'augmentation du nombre moyen de déplacements des femmes se fait surtout sentir dans le groupe d'âge des 25 à 44 ans, où le nombre de déplacements devient supérieur de 0,14 % à celui des hommes. Une autre différence se situe au plan du nombre de déplacements selon l'âge. En 1991, le groupe d'âge dominant tant chez les hommes que chez les femmes est celui des 15 à 24 ans : les hommes de ce groupe font 2,63 déplacements quotidiens et





© Paul Dionne

les femmes, 2,71. En 2001, c'est plutôt le groupe des 25 à 44 ans qui fait le plus de déplacements, soit une moyenne de 2,89 pour les hommes et 3,03 pour les femmes. Enfin, les personnes âgées de 65 ans et plus, qui seront abordées plus

en profondeur ci-après, demeurent le groupe d'âge faisant le moins de déplacements par jour, malgré une augmentation considérable entre 1991 et 2001.

évolution de la mobilité selon l'âge et le sexe chez les personnes âgées de 65 ans et plus

Une première question se pose au sujet de l'évolution des déplacements des personnes âgées de 65 ans est plus : cette évolution est-elle différente de celle de l'ensemble de la population ? On constate d'abord pour les trois années que les hommes se déplacent en général plus que les femmes. En 1991, les hommes et les femmes âgés de 65 ans et plus font une moyenne respective de 1,39 et 1,12 déplacement par jour, ce qui représente 59 % et 54 % de la moyenne des déplacements quotidiens effectués par l'ensemble de la population. En 1996, le nombre de déplacements moyen par jour passe à 1,98 chez les hommes et à 1,45 chez les femmes. Les personnes âgées sont déjà plus mobiles en 1996 qu'elles

ne l'étaient en 1991, et la moyenne des déplacements des hommes et des femmes de cet âge équivaut alors respectivement à 76 % et 62 % de celle de l'ensemble de la population. En 2001, le nombre de déplacements par jour augmente quelque peu chez les femmes (une moyenne de 1,49), mais beaucoup plus chez les hommes (une moyenne de 2,43). À cette date, la moyenne des déplacements des femmes de 65 ans et plus équivaut à 60 % de celle de l'ensemble de la population, tandis que la moyenne des déplacements des hommes équivaut à plus de 90 %. L'écart entre les hommes et les femmes s'accroît donc en faveur des premiers.

modes de transport utilisés selon l'âge et le sexe en 2001

Effectifs en 2001 dans la ville de Québec

Le nombre de déplacements varie beaucoup en fonction du mode de transport utilisé, surtout si on tient compte des variables de l'âge et du sexe. En 2001, ce sont les déplacements en voiture qui prédominent dans l'ensemble de la population de la ville de Québec. On dénombre un total de 753 000 déplacements faits au volant d'une voiture durant une journée typique en semaine. Ainsi, chaque personne fait donc en moyenne près de 1,5 déplacement quotidien de cette façon. La plus grande partie de ces déplacements sont

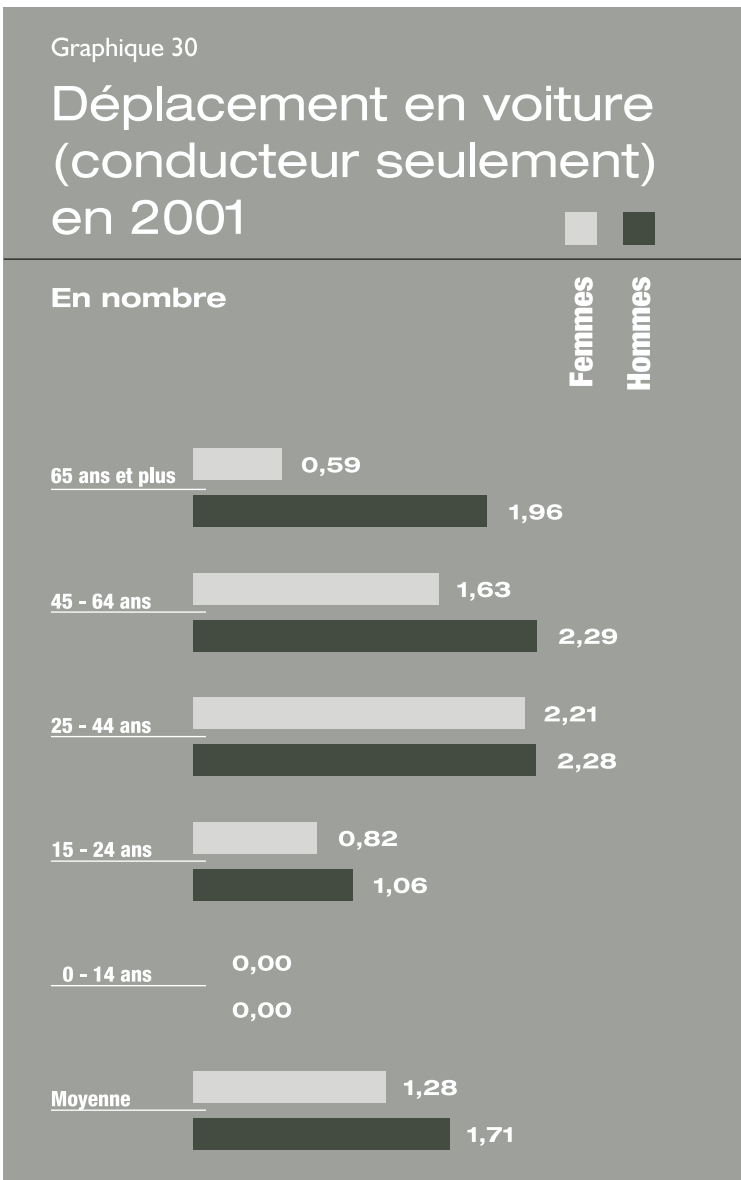
effectués par les gens âgés entre 25 et 64 ans, les hommes utilisant plus souvent la voiture (1,71 déplacement par jour) que les femmes (1,28 déplacement par jour). Cette tendance est plus manifeste chez les gens de 65 ans et plus dont le nombre de déplacements moyen par jour effectués par les hommes est presque quatre fois plus élevé que celui des femmes (1,96 contre 0,59).

En ce qui a trait au transport en commun, les femmes en sont les plus grandes utilisatrices : elles font quotidiennement 65 700 déplacements par ce mode de transport, tandis que

les hommes en font 48 600. Toutefois, c'est le groupe des 15 à 24 ans qui l'utilisent le plus, et leurs déplacements comptent pour plus de la moitié de tous les déplacements faits par ce mode de transport. Dans ce groupe d'utilisateurs du transport en commun, les femmes sont en forte majorité, probablement, du moins en partie, du fait qu'elles sont beaucoup moins nombreuses que les hommes à disposer d'un véhicule motorisé. Les personnes âgées de plus de 65 ans utilisent peu le transport en commun à Québec, n'effectuant en tout que 8 000 déplacements quotidiens par ce moyen.

Les déplacements à vélo sont en moins grand nombre, soit 11 800 déplacements utilitaires quotidiens dans l'ensemble de la ville de Québec. Au total, les hommes font près de quatre fois plus de déplacements à vélo (9 000) que les femmes (2 770). Les hommes âgés entre 15 et 24 ans sont les plus grands utilisateurs de ce mode de transport : presque un déplacement à vélo sur 10 est fait par les hommes appartenant à ce groupe d'âge. À l'inverse, les femmes de plus de 44 ans sont très peu nombreuses à utiliser le vélo à des fins utilitaires.

La marche est aussi considérée comme un mode de transport. D'après les enquêtes OD, il y a quotidiennement 160 000 déplacements effectués à pied dans la ville de Québec. Ce mode de déplacement est plus populaire chez les moins de 15 ans que dans tout autre groupe d'âge : ils font à eux seuls plus du tiers des déplacements à pied. Inversement, le nombre de déplacements quotidiens effectués à pied diminue considérablement chez les personnes de 25 ans et plus : la moyenne est inférieure à 0,25 déplacement par personne.



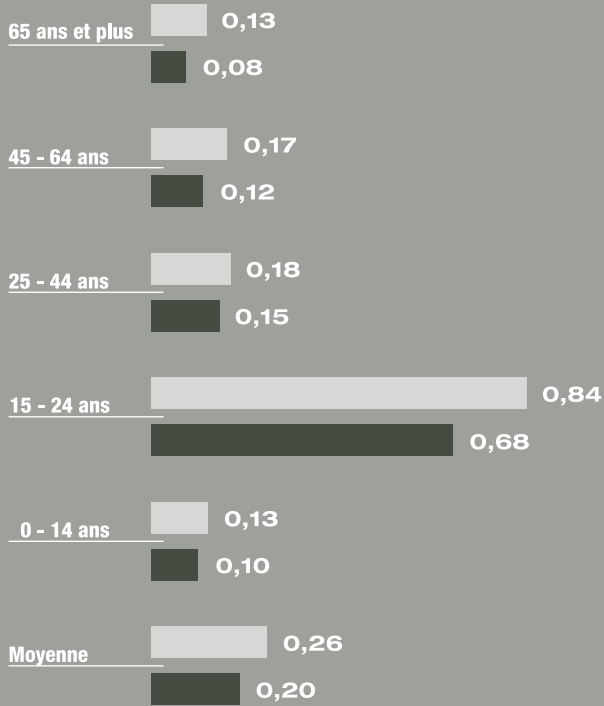
Les résultats représentent le nombre de déplacements journaliers moyens sur le territoire de la ville de Québec en 2001. Source : Enquête OD, 2001.

Graphique 31

Déplacement en transport en commun en 2001

En nombre

■ Femmes
■ Hommes



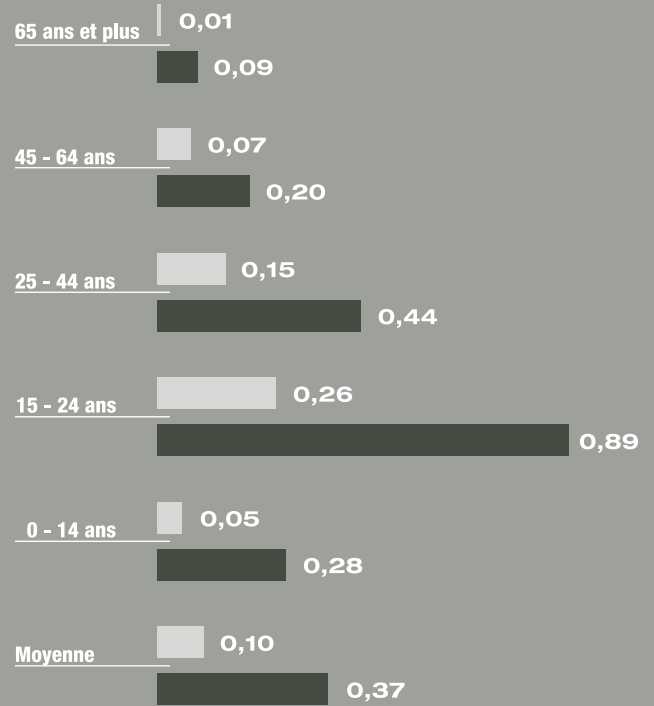
Les résultats représentent le nombre de déplacements journaliers moyens sur le territoire de la ville de Québec en 2001.
Source : Enquête OD, 2001.

Graphique 32

Déplacement en vélo en 2001

En nombre

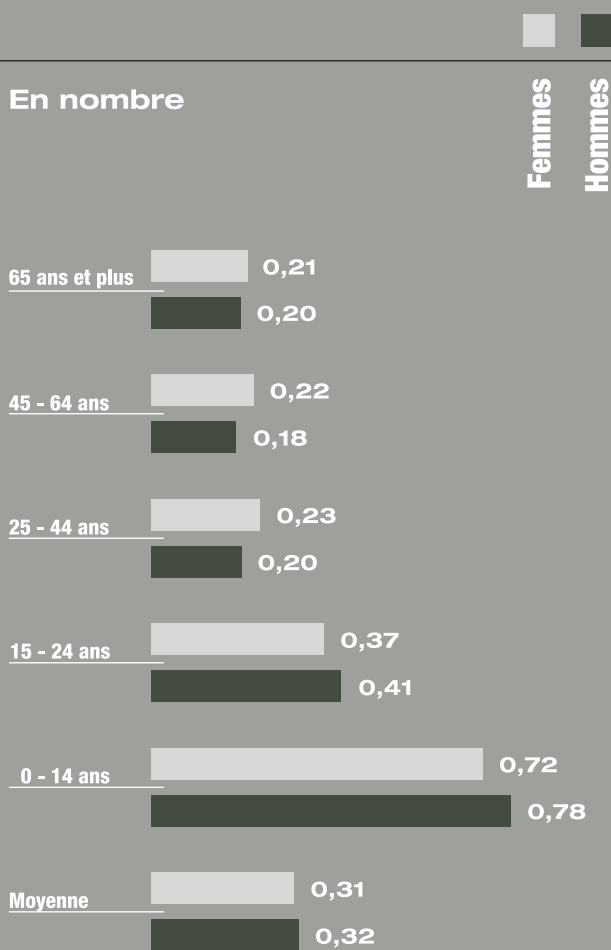
■ Femmes
■ Hommes



Les résultats représentent le nombre de déplacements journaliers moyens sur le territoire de la ville de Québec en 2001.
Source : Enquête OD, 2001.

Graphique 33

Déplacement à pieds en 2001



Les résultats représentent le nombre de déplacements journaliers moyens sur le territoire de la ville de Québec en 2001. Source : Enquête OD, 2001.

Effectifs en 2001 par secteur de recensement

Les plus grandes concentrations de déplacements faits en automobile, en ne prenant en compte que les conducteurs, se situent surtout dans les arrondissements les plus périphériques, soit les arrondissements 8, 7, 2, 4 et 5. Limoilou et La Cité comptent une majorité de secteurs de recensement où l'on trouve une proportion plus faible qu'ailleurs (inférieure à 45 %) de personnes utilisant la voiture pour se déplacer.

Les secteurs de recensement qui comptent pour plus de 15 % de l'utilisation du transport en commun se situent essentiellement dans La Cité et Limoilou. Dans les arrondissements adjacents aux quartiers centraux, c'est-à-dire Sainte-Foy-Sillery, Charlesbourg et Beauport, il semble possible de distinguer les lignes 800 et 801, car la majeure partie des secteurs ayant entre 7 % et 15 % de l'utilisation du transport en commun se trouvent dans cet axe. À l'inverse, les secteurs ayant moins de 4 % des déplacements faits en autobus sont situés en périphérie, c'est-à-dire dans les arrondissements Laurentien, La Haute-Saint-Charles et Charlesbourg.

Les concentrations de déplacements à vélo se trouvent en grande partie dans les secteurs de recensement de Sainte-Foy-Sillery, La Cité et Limoilou. En effet, presque tous les secteurs de ces arrondissements ont des taux de déplacements utilitaires à vélo supérieurs à 1 %. De plus, les anciens noyaux villageois semblent favoriser ce mode de transport, car Loretteville dans La Haute-Saint-Charles, Vanier dans Les Rivières et le Trait-Carré de Charlesbourg ont aussi des taux d'utilisation de la bicyclette supérieurs à 1 %. À l'opposé, les secteurs périphériques des arrondissements 8, 7 et 5 enregistrent des taux moins élevés.

Comme pour les déplacements à vélo, il se fait un plus grand nombre de déplacements à pied dans les arrondissements 1, 3 et 6 que dans les autres. Plusieurs secteurs de ces arrondissements enregistrent en effet des taux de déplacements à pied supérieurs à 25 %. Cependant, dans Sainte-Foy–Sillery, les plus grandes concentrations de ces déplacements se font à proximité des cégeps et de

l'Université Laval. Loretteville, qui fait partie de l'arrondissement 3, se démarque aussi par des taux de déplacements à pied dépassant 15 %. Du fait qu'on y trouve de nombreuses habitations pavillonnaires, les parties les plus périphériques des arrondissements 8, 7, 2, 4 et 5 comptent le plus grand nombre de secteurs où il y a moins de 5 % d'utilisation de ce mode de déplacement.

■ destinations principales en 2001 par aire de diffusion

Les destinations ont été recensées à partir des aires de diffusion de la ville de Québec, en excluant les retours chez soi. L'Université Laval est le secteur comptant le plus grand nombre de destinations, soit plus de 20 000 par jour. Les grands centres commerciaux (Place Laurier, les Galeries de la Capitale et Place Fleur-de-Lys) et les établissements scolaires (les cégeps de Sainte-Foy et de Limoilou, l'école secondaire La Rochebelle, etc.) sont aussi au nombre des destinations ponctuelles importantes. La colline parlementaire et le Vieux-Québec se démarquent par une densité importante de petites concentrations. Celles-ci se trouvent surtout le long des principaux axes qui structurent le tissu urbain de Québec, aspect de la forme urbaine de la ville qui devrait être pris en compte de façon prioritaire dans le processus d'aménagement urbain.

FUTURS POSSIBLES

Cette deuxième partie présente une analyse des enjeux d'aménagement et de développement de la ville de Québec qui découlent des tendances récentes décrites dans la première partie et des prévisions démographiques effectuées par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Le titre de cette seconde partie, « Futurs possibles », peut paraître ambitieux, compte tenu des difficultés inhérentes à tout exercice qui porte sur ce qui « pourrait » se produire au cours des deux prochaines décennies. Cette difficulté est d'abord perceptible dans le fait que deux approches assez diamétralement opposées peuvent être adoptées lorsqu'il s'agit de réfléchir à l'avenir des sociétés ou des villes.

Une première approche tente de « prévoir l'avenir ». Elle examine les tendances passées et les projette dans l'avenir. Cette approche fonctionne généralement bien à court terme ou à des niveaux d'agrégation élevés. Par exemple, les modèles économétriques utilisés pour prévoir le taux de croissance des économies nationales sur quelques mois aident beaucoup les États à définir leur politique macroéconomique. Cette approche est moins efficace quand l'horizon prévisionnel est éloigné ou l'entité pour laquelle les prévisions sont faites est petite et, par conséquent, susceptible d'être très touchée par des événements particuliers. Souvent fondées sur la modélisation de données quantitatives, elle peut difficilement prévoir les transformations structurelles.

Une deuxième approche relève de la prospective. Elle est volontariste. Elle consiste à construire une image du futur et à tenter ensuite de poser les gestes capables de faire en sorte que cette image se réalise. Cette approche, au développement de laquelle des auteurs et des institutions françaises

(la DATAR par exemple) ont beaucoup contribué, est plus qualitative. Elle fait appel à la méthode des scénarios. Elle ne rejette pas la prévision. Pour le prospectiviste, celle-ci constitue un scénario parmi d'autres, le scénario tendanciel. À côté de celui-ci, on élabore d'autres scénarios dont, bien sûr, le scénario préféré.

Les pages qui suivent s'inspirent d'une démarche prospectiviste plutôt que prévisionniste. Il est cependant exclu de procéder à la construction de scénarios, car celle-ci doit être le fruit d'un large travail collectif. Nous recourrons, tout au plus, à certaines notions de la prospective, surtout les notions de « tendances générales » et de « faits porteurs d'avenir ». Nous procéderons aussi à la détermination d'objectifs sociétaux qui doivent être poursuivis dans l'hypothèse où Québec s'inscrirait dans une trajectoire de « développement durable », hypothèse que nous faisons nôtre.

Déterminons immédiatement ces objectifs sociétaux qui relèvent de la philosophie du développement durable. Ils sont au nombre de trois et font un large consensus quant au bien fondé de chacun. Il y a cependant divergence et débat quant à l'importance à accorder à chacun. La principale innovation du Rapport Bruntland a été de faire valoir « le respect de l'environnement » comme objectif sociétal tout aussi important que « l'équité sociale » et « l'efficacité économique ». Ces deux derniers sous-tendaient déjà, avant le Rapport Bruntland, la philosophie sociopolitique d'un grand nombre de pays dans le monde, du moins au niveau des intentions. Le type de développement socioéconomique, souvent mené au nom de l'efficacité et de l'équité, qui a caractérisé les pays occidentaux dans la deuxième moitié du vingtième siècle, a permis un accès plus large à la richesse matérielle, en provoquant cependant une dégradation environnementale qui compromet à plus long terme la poursuite même de l'efficacité et de l'équité.

Comment actualiser ces idées abstraites dans le contexte d'une ville et de sa population ? Pour y arriver, il nous faut recourir à des indicateurs urbains capables de traduire plus concrètement les notions de qualité environnementale, d'équité sociale et d'efficacité économique. Considérons, par exemple, la question des transports urbains. Un indicateur d'efficacité pourrait être le temps de déplacement moyen. Plus celui-ci est court, plus les agents socioéconomiques peuvent être rapidement en contact. Un indicateur d'équité pourrait être le niveau d'accessibilité aux ressources urbaines des populations occupant les diverses parties du territoire de

la ville. Un indicateur de qualité environnementale pourrait être le niveau moyen d'émission de gaz à effet de serre (GES) par km parcouru par les résidents. Ces trois indicateurs ne sont pas faciles à mesurer et, de plus, ils sont influencés par de multiples facteurs liés, entre autres, aux modes de transport et à l'organisation des activités sur le territoire. Ils peuvent cependant servir à mesurer la performance d'une ville au plan des trois dimensions du développement durable. Des simulations des liens entre l'utilisation du sol et les transports permettraient aussi d'évaluer les effets possibles d'un indicateur sur les autres, par exemple : de combien une réduction de une minute des temps de parcours moyens, associée à la décentralisation des activités, augmente-t-elle les émissions de GES, qui sont en moyenne de 200 à 300 grammes par km parcouru en voiture ?

Dans les pages qui suivent, il ne nous sera pas possible de développer des indicateurs permettant de soutenir une véritable prospective urbaine, c'est-à-dire une démarche qui répondrait à des questions du type de celle qui vient d'être posée. Nous nous limiterons plutôt à une analyse des effets de l'évolution récente et prévue de la population de Québec sur la durabilité de son développement.



PRÉVISIONS DÉMOGRAPHIQUES

■ les prévisions de l'ISQ

L'ISQ a produit une projection de la population de Québec et de chacun de ses arrondissements par période quinquennale de 2001 à 2021. Comme l'indique cet institut à la toute fin de son rapport méthodologique (Létourneau, 2003, p. 6) :

« L'évolution projetée est un prolongement des tendances démographiques récemment observées, et ce, quel que soit le niveau géographique. Les populations présentées pour les arrondissements de Québec indiquent donc ce qui se passera si la tendance passée se maintient ».

Cela constitue sans doute l'hypothèse la plus plausible sur laquelle baser des projections de population, même s'il est à peu près certain que les tendances observées entre 1991 et 2001 en ce qui concerne le taux de fécondité et, surtout, les mouvements géographiques de la population, ne se maintiendront pas jusqu'en 2021. C'est l'hypothèse la plus raisonnable, car qui pourrait dire comment évolueront la fécondité et les migrations locales, interrégionales, interprovinciales et internationales d'ici 20 ans ?

Selon l'ISQ, la population de la ville de Québec n'augmenterait que de 22 609 personnes entre 2001 et 2021. Nous serions donc en régime de croissance démographique extrêmement lente, soit un peu plus de 1 000 nouveaux habitants par année en moyenne. Si, ensuite, ces nouveaux habitants sont considérés au niveau des huit arrondissements, on constate que les gains ou les pertes locales seront très faibles, même si la projection sur 20 ans des tendances issues de la décennie 1991-2001 peut parfois avoir comme effet d'amplifier certains phénomènes particuliers à la décennie 1990 et de laisser croire à des tendances générales alors qu'il ne pourrait s'agir que d'effets conjoncturels.

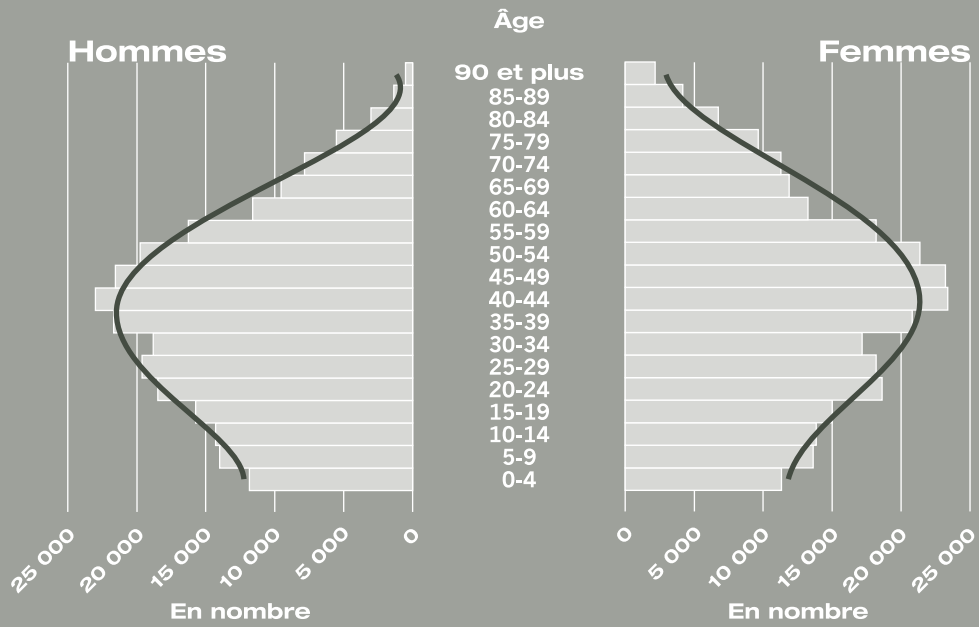
Les projections du nombre de ménages donnent des chiffres plus substantiels, mais face auxquels il faut être très prudent en raison de la façon dont ils ont été obtenus. Entre 2001 et 2021, selon la projection de l'ISQ, 42 439 nouveaux ménages viendraient s'ajouter aux 232 954 que comptait la ville en 2001. Que le nombre de ménages augmente 2 fois plus que le nombre de personnes tient, bien sûr, au fait que la taille moyenne des ménages, déjà petite en 2001, devrait continuer à diminuer, mais jusqu'où ? Selon l'ISQ, il y aurait 1,97 personne par ménage à Québec en 2021, alors qu'en 2001 ce nombre était de 2,25. Il faut savoir que ce chiffre dépend des choix faits pour modéliser les tendances. En effet, dans son modèle de projection démographique, l'ISQ utilise des taux de soutien de ménage ventilés selon l'âge et le sexe pour l'année de départ (1996) pour projeter le nombre futur de ménages. Il calcule la valeur de ces taux dans le futur selon une tendance de référence qui semble être, ici, l'évolution entre 1991 et 1996 (CCNQ et MAMM, 2003, p. 111). Or, entre 1991 et 1996, la taille moyenne des ménages à Québec est passée de 2,46 personnes à 2,34, soit une diminution de 4,9 %, alors qu'entre 1996 et 2001, elle est passée de 2,34 à 2,25, soit une diminution de 3,8 %. Peut-on en déduire que si la période de 1996 à 2001 avait été retenue comme période de référence, le nombre futur de personnes par ménage aurait diminué moins rapidement, ce qui donnerait un nombre moindre de nouveaux ménages entre 2001 et 2021 ?



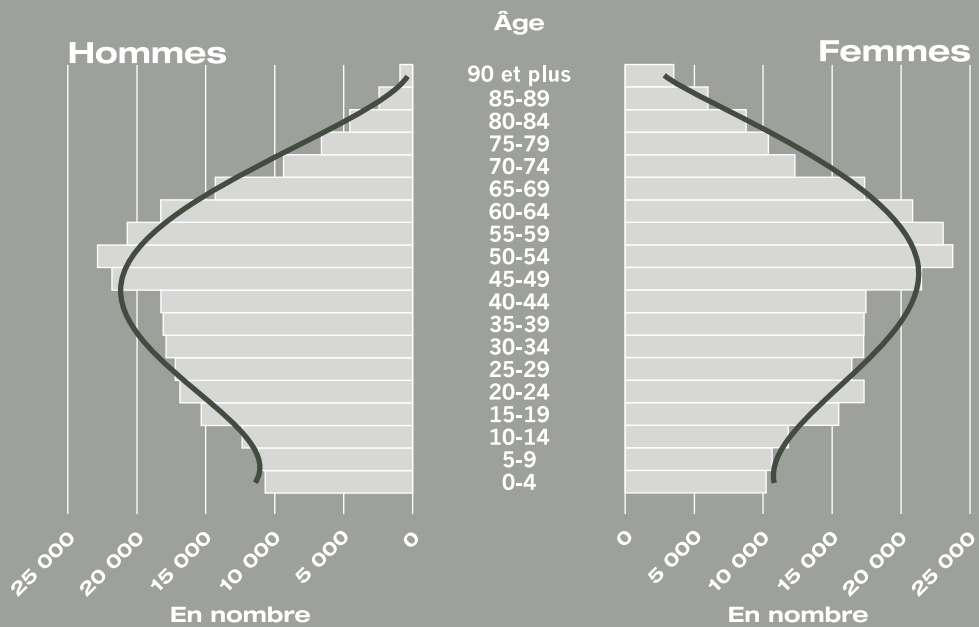
Graphique 34

Projections démographiques de la ville de Québec

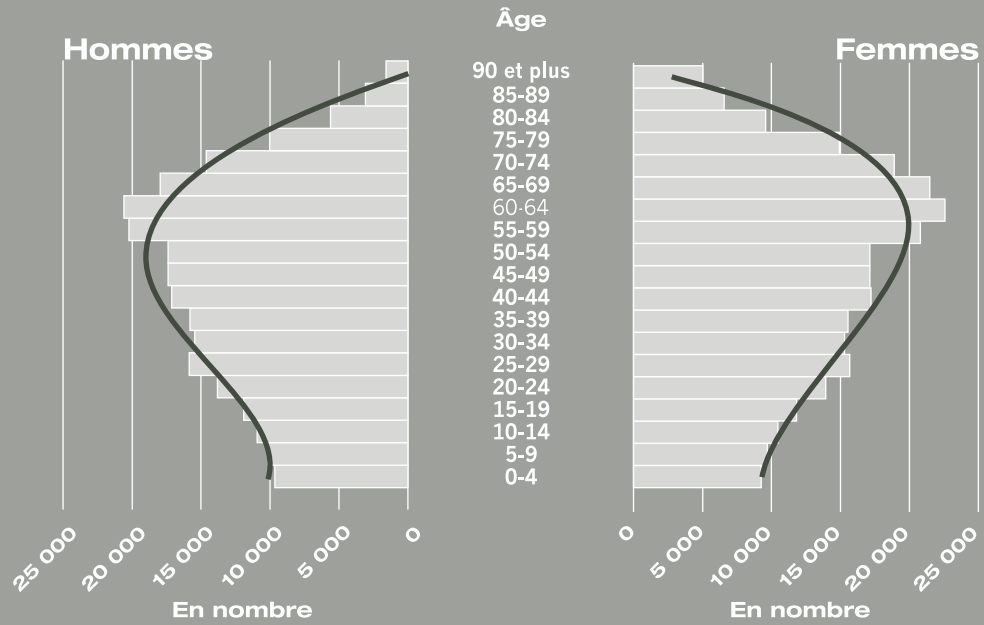
2001



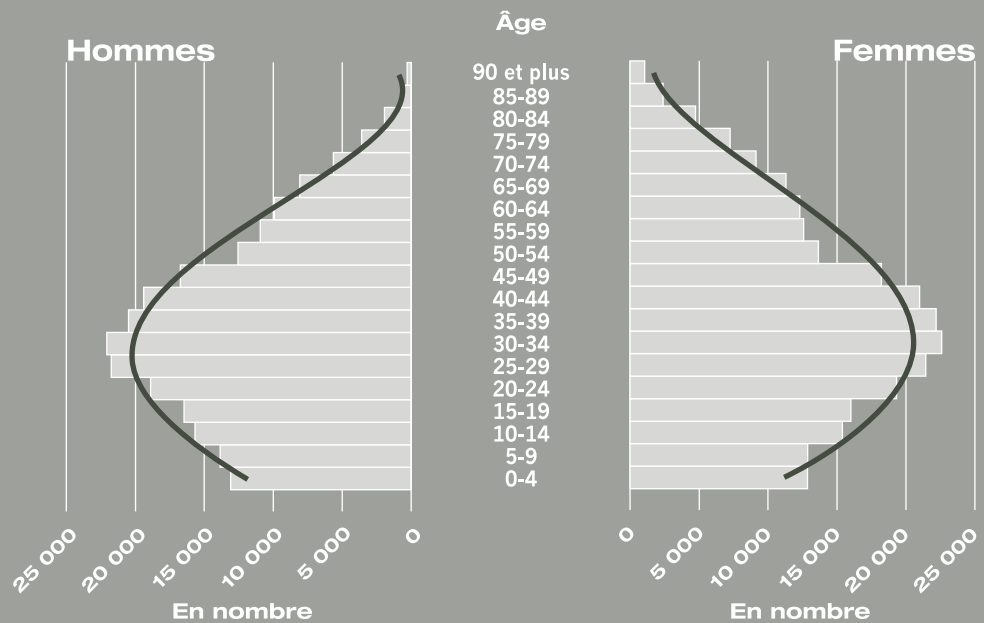
2011



2021



1991





■ du bon usage des prévisions démographiques

Les prévisions démographiques effectuées dans le passé nous incitent à être très prudent quant à la place que nous accordons aux résultats de ces exercices dans le processus global de réflexion sur l'avenir. En ce qui concerne la Région métropolitaine de recensement de Québec, Bourne et al¹ ont relevé, il y a bientôt 30 ans, les nombreuses projections à l'horizon 2001 faites à l'époque par divers

organismes. Sur les 12 projections relevées, 10 surestiment la population observée en 2001 qui est de 684 000 personnes. Six d'entre elles prévoyaient une population de plus de 800 000 personnes, dont une qui frôlait 1,2 million. Cette forte tendance à la surestimation, qui caractérisait les projections du tournant des années 1970, a été largement critiquée par la suite, car elle a contribué à laisser croire que nous aurions besoin d'infrastructures considérables, les autoroutes en étant le meilleur exemple. Par la suite, et peut-être en réaction, les prévisionnistes ont eu plutôt tendance à sous-estimer les populations futures ou à produire des fourchettes très larges, ce qui a l'avantage de bien faire ressortir le fait que les résultats d'une projection sont entièrement contenus dans les hypothèses de départ. Ainsi, un des meilleurs analystes de la démographie québécoise (Mathews, 1984, p. 151) retenait, il y a presque 20 ans, une projection de Statistique Canada à l'époque accordant 6 935 200 personnes au Québec pour l'an 2001, alors que la population observée lors du recensement cette année-là a été plutôt de 7 236 479 selon Statistique Canada ou de 7 417 232 selon l'ISQ. Cet écart entre les chiffres produits par les deux organismes montre à quel point le dénombrement de la population, qui peut paraître une opération assez simple, est en fait un exercice d'estimation entaché d'erreurs possibles considérables, ce diagnostic s'appliquant à fortiori aux projections de population.

Quel horizon ?

Vingt ans, c'est nettement le long terme. Il s'agit d'une période assez longue pour que des faits porteurs d'avenir s'enracinent et modifient des tendances générales, par exemple, le rééquilibrage des responsabilités familiales et professionnelles au sein des couples de sexes différents, abordé plus bas dans la section sur la féminisation de la main-d'œuvre.

L'effet de la taille des unités spatiales

Les phénomènes migratoires constituent la principale source de difficulté lorsqu'il s'agit d'établir des projections pour les agglomérations urbaines et, à fortiori, pour des composantes d'une agglomération. Toutes choses égales d'ailleurs, la variabilité migratoire est en relation inverse avec la taille des unités spatiales considérées. En effet, il est bien connu que les fréquences migratoires diminuent avec la distance selon une fonction exponentielle négative. En d'autres termes, il y a beaucoup de changements de résidence qui se font sur de courtes distances et relativement peu sur de longues distances. Ainsi, plus les unités spatiales pour lesquelles on relève les déplacements sont petites, plus la probabilité est grande que même les déplacements courts, disons de quelques km, traversent les frontières entre les unités. Dans le cas de Québec, la mobilité résidentielle entre les arrondissements constitue le facteur le plus susceptible d'avoir des effets imprévus sur les projections de population au niveau de ces mêmes arrondissements. La population de l'ensemble de la ville pourrait demeurer assez stable dans le temps, ce qui n'empêcherait pas une redistribution importante de la population entre les arrondissements. Soulignons aussi que, à une échelle plus large, les migrations interurbaines au Canada sont particulièrement sensibles à la santé économique relative des agglomérations.

1. 1974, p. 361.

Les effets de cohorte et les effets d'époque

Vieillir maintenant, cela veut-il dire la même chose que vieillir il y a 10 ou 20 ans ? Avoir 70 ans en 2001, est-ce que cela a la même signification qu'avoir 70 ans en 1991 ou en 1981 ? Pour répondre à ces questions, il faut distinguer les effets de cohorte des effets d'époque. Dans une population fictive où il n'y a pas d'immigration et d'émigration, les personnes qui ont 70 ans en 2001 se trouvaient toutes parmi celles qui avaient 60 ans en 1991. Certains changements dans le comportement de ces personnes peuvent être clairement attribuables à leur vieillissement. C'est l'effet de cohorte. Par exemple, les gens de 70 ans ont une propension moins grande à faire partie de la main-d'œuvre que ceux de 60 ans. Une partie du changement dans cette propension peut cependant être attribuée aussi aux effets d'époque. Si l'économie est en récession en 1991 et en progression en 2001 et que la demande de main-d'œuvre devient beaucoup plus forte en 2001 par rapport à 1991, cela peut avoir un effet à la hausse sur la propension à travailler des personnes âgées. Par contre, un autre effet d'époque, la mise en place de fonds de retraite quelquefois fort généreux, peut exercer un effet opposé sur la propension à travailler. Au plan méthodologique, les effets de cohorte peuvent être assez bien séparés des effets d'époque, au moyen de techniques statistiques appropriées, lorsqu'il s'agit de populations presque fermées, c'est-à-dire où il y a peu d'immigration ou d'émigration. Cette séparation des deux types d'effets devient toutefois plus difficile dans les cas où il y a une forte mobilité géographique, car, même si les entrées et les sorties étaient strictement proportionnelles à la structure d'âge, et elles ne le sont pas, nous ne sommes jamais certains que, par exemple, les nouveaux arrivants, à âge égal, ont la même propension à faire partie de la main-d'œuvre que ceux qui sont déjà là. Il faut donc manipuler avec beaucoup de prudence les projections de population sur des horizons lointains, surtout celles qui portent sur de petites unités spatiales et qui sont décomposées par classe d'âge.

L'espérance de vie en bonne santé

Les mises en garde qui viennent d'être esquissées sont particulièrement importantes en ce qui concerne un aspect du vieillissement, soit l'espérance de vie en bonne santé. Commençons par rappeler que l'espérance de vie à la naissance, c'est-à-dire la durée de vie moyenne des personnes qui composent une population, constitue un indicateur social qui retient l'attention depuis longtemps. En 1998, au Québec, l'espérance de vie de la population en général était de 78,2 ans, celle des hommes, de 75,3 ans et celle des femmes, de 81,3 ans, soit un écart de 6 ans entre les hommes et les femmes. Depuis le début des années 1990, l'écart s'amenuise cependant constamment. Cet écart est dû au fait que les hommes meurent plus jeunes que les femmes de maladies cardiovasculaires, de cancers, de suicides ou de blessures non intentionnelles. Toutefois, la progression de l'espérance de vie signifie souvent que les dernières années de la vie ne sont pas vécues en bonne santé. Graduellement, une variante de l'espérance de vie, soit l'espérance de vie en bonne santé, s'impose en tant qu'indicateur plus juste de la qualité de vie des populations. L'espérance de vie en bonne santé, ou l'espérance de santé, exprime le nombre moyen d'années vécues sans limitations d'activité par une population. Au Québec, en 1996, l'espérance de vie sans limitations d'activité était de 70,2 ans, soit 90 % de l'espérance de vie totale. Il existe encore peu de séries chronologiques en ce qui concerne l'espérance de santé, mais on peut penser qu'elle augmente, même si elle le fait peut-être moins rapidement que l'espérance de vie totale qui est passée, au Québec, de 74,1 années en 1979 à 78,5 années en 1999. En 1998, la région de la Capitale nationale, dont 85 % de la population réside dans la ville de Québec, se classait quatrième sur les 17 régions du Québec en matière d'espérance de santé (Pampalon, 2002).

LA POPULATION DE LA VILLE DE QUÉBEC
ET DE SES ARRONDISSEMENTS

VIELLISSEMENT OU MATURATION ?

Parmi les principales villes canadiennes, Québec est celle dont l'âge médian de la population est le plus élevé. À première vue, cela peut paraître alarmant. En effet, comme le montre la projection de l'ISQ, si la fécondité et/ou le solde migratoire n'augmentent pas, la population de Québec plafonnera vers 2019 et diminuera par la suite. Cependant, et Simon Langlois l'a fort bien noté¹, cet âge médian élevé est dû aux forts effectifs du groupe d'âge des 45 à 64 ans plutôt qu'à une proportion élevée de personnes ayant 65 ans et plus.

En effet, 27,6 % de la population de la ville avait entre 45 et 64 ans en 2001, ce qui est nettement plus qu'à Montréal (25 %), alors que 14,3 % avait 65 ans et plus, soit beaucoup moins que le « seuil psychologique » de 20 %. Il reste que, selon la projection de l'ISQ, 18 % de la population de Québec aurait 65 ans et plus en 2011 et 25 % en 2021. Même s'il y a de bonnes chances que ce dernier chiffre soit un peu fort, il indique quand même qu'il faut se préoccuper de l'évolution de la population de Québec. Pour le moment, cette population est plutôt en pleine maturation qu'en état de vieillissement. Ce dernier devrait cependant être atteint entre 2010 et 2015, donc bientôt. Entre-temps, les effectifs élevés chez les 45-64 ans ont surtout comme effet de maintenir le rapport de dépendance (c'est-à-dire les moins de 15 ans ajoutés aux 65 ans et plus, et la somme divisée par le nombre des 15 à 64 ans) à un niveau plus faible que celui de la plupart des grandes villes canadiennes. Cela donne un répit d'une dizaine d'années avant que les effets du vieillissement commencent vraiment à se manifester. Déjà il y a 20 ans, Mathews² avait caractérisé cette situation par l'expression : « le fardeau des dépendants, le calme avant la tempête ». Mais y aura-t-il vraiment tempête ? Des retraités jouissant de

pensions adéquates n'exercent pas du tout la même pression sur la population « active » que ne le font de nombreux enfants. L'immigration de jeunes dans la vingtaine, en grande partie déjà formés, ne représente-t-elle pas une économie appréciable dans le secteur de l'éducation ? Par contre, la proportion accrue de personnes atteignant le quatrième âge exigera des efforts considérables des secteurs privé et public en matière de soins à donner à ces personnes.

1. CCNQ et MAMM, 2003, p. 139.

2. 1984, p. 67.

LA POPULATION DE LA VILLE DE QUÉBEC
ET DE SES ARRONDISSEMENTS



FÉMINISATION DE LA VIE PUBLIQUE

La féminisation de la vie publique constitue fort probablement le changement structurel le plus important de la deuxième moitié du 20^e siècle dans nos sociétés. Nous pouvons esquisser brièvement cette féminisation dans trois sphères de la vie publique à Québec : au sein de la main-d'œuvre, dans l'enseignement supérieur et dans la sphère sociopolitique. La question qui nous préoccupe porte, bien sûr, sur les liens possibles entre l'évolution démographique présente et future et la féminisation de la sphère publique.

Ces liens sont encore très mal connus. On croit cependant de plus en plus qu'un mouvement irréversible de transformation des rôles familiaux et sociaux des femmes et des hommes s'est mis en marche et que les comportements démographiques futurs dépendront largement de l'évolution de ces rôles.

Nous allons d'abord caractériser brièvement la féminisation des trois sphères de la vie publique à Québec et réfléchir ensuite sur ses conséquences démographiques possibles.

■ féminisation de la main-d'œuvre

Ce n'est pas d'hier que les femmes font partie de la main-d'œuvre. Déjà à Québec en 1901, le taux de participation des femmes se situait entre 25 et 30 %. Deux aspects de cette participation ont toutefois commencé à changer de façon profonde au cours des années 1960. Premièrement, la participation des femmes a été de moins en moins limitée à la classe ouvrière et s'est propagée à la classe moyenne, cette propagation étant fortement liée à la montée du secteur tertiaire, tout particulièrement du tertiaire public, y compris

la santé et l'éducation. Deuxièmement, les femmes avec un ou des enfants en bas âge se retirent beaucoup moins du marché du travail, de telle sorte que la structure familiale maintenant la plus courante est le couple en emploi, avec ou sans enfants. La présence accrue des femmes au sein de cette première sphère de la vie publique qu'est la sphère de l'emploi modifie de façon souvent profonde plusieurs aspects de la vie quotidienne.

■ féminisation de l'enseignement supérieur

Nous avons vu que la scolarisation de la population de la ville de Québec a considérablement progressé au cours des années 1990. Il est regrettable que Statistique Canada ne rende pas facilement accessible l'information selon le sexe en ce qui a trait aux effectifs des divers niveaux de scolarité. Il est toutefois possible, en recourant à d'autres sources de données, de déduire que cette progression de la scolarité de

la population est en très grande partie due aux femmes. Par exemple, au début des années 1970, environ 40 % des étudiants de premier cycle à l'Université Laval étaient des femmes. Aujourd'hui, c'est 60 %. Il s'agit là d'une tendance générale qui n'est pas près de se démentir, car la progression des femmes au plan de la formation est intimement liée à leur progression dans la sphère de l'emploi.

■ féminisation de la sphère sociopolitique

La féminisation de la sphère sociopolitique est cependant beaucoup plus lente, même si on peut aussi penser qu'il s'agit d'un mouvement irréversible. Nous préférons ici parler de sphère sociopolitique plutôt que de sphère uniquement politique, car il est raisonnable de penser que la présence accrue des femmes dans les lieux à l'extérieur de la sphère domestique a d'abord pris racine dans le mouvement associatif, ce qui a contribué à rapprocher la société civile de la sphère

politique, c'est-à-dire le social du politique, dans la mouvance de liens plus serrés entre le privé et le public. Par exemple, les préoccupations actuelles au plan de la conciliation des responsabilités familiales et professionnelles exigent de repenser plusieurs des aspects de l'organisation de la vie quotidienne pour laquelle la séparation entre les lieux de résidence, d'emploi, de consommation et de loisir n'a plus du tout la même signification qu'il y a 20 ou 30 ans.

■ conséquences démographiques de la féminisation

La plupart des analystes s'entendent sur l'effet à la baisse, à compter des années 1960, de la régulation des naissances et de la féminisation de la sphère publique sur la fécondité au cours des dernières décennies. Le consensus s'effrite toutefois quand il s'agit des effets futurs d'une féminisation qui donne tous les signes de vouloir continuer à s'amplifier et qui porte à exclure une remontée, même légère, du taux de fécondité. Une tendance encore faible, mais qui semble s'accélérer, pourrait cependant avoir une influence considérable, en sens opposé, sur la fécondité future. Il s'agit, en quelque sorte, de « l'image miroir » de la féminisation de la sphère publique, c'est-à-dire la masculinisation de la sphère privée. Donnons quelques indices de sa progression.

Un premier indice apparaît dans les données sur la monoparentalité. Il est bien connu que la plupart des familles monoparentales sont matricentriques (le parent est une femme). À Québec en 1991, des 21 000 familles monoparentales,

seulement 3 540 étaient patricentriques, soit 17 %. Dix ans plus tard, en 2001, des 24 440 familles monoparentales, 4 960 étaient patricentriques, soit 20 %. Autrement dit, le nombre de familles monoparentales patricentriques a augmenté de 40,5 % entre 1991 et 2001, tandis que le nombre de familles monoparentales matricentriques a augmenté de 11,6 %. Il y a là une différence de taux assez importante, d'autant plus qu'elle s'amplifie entre 1996 et 2001 par rapport à 1991-1996.

Un deuxième indice peut être détecté au plan du partage des tâches domestiques. Les données qui permettraient d'examiner l'évolution de ce partage selon les groupes d'âge ne sont pas encore disponibles. Cependant, dans l'ensemble des personnes de plus de 15 ans, le pourcentage d'hommes qui ont dit ne consacrer aucun temps au travail ménager est passé à Québec de 16,3 % en 1996 à 13,8 % en 2001, tandis que celui des femmes est resté stable à 7,9 %.

FAITS PORTEURS D'AVENIR AU NIVEAU DES ARRONDISSEMENTS

La faible croissance de la population totale de la ville de Québec ne veut pas dire que les composantes de la ville, c'est-à-dire les arrondissements, ne subiront pas de transformations et ne verront pas leurs positions relatives modifiées.

■ le paradoxe de la stabilité nourrie par le mouvement

L'effet de la démographie sur le profil futur des arrondissements est complexe. Surtout, il soulève un paradoxe qui trouble les spécialistes de la géographie urbaine depuis un bon moment. Ce paradoxe peut être décrit de la façon suivante : habituellement, plus la mobilité géographique de la population d'un territoire est forte, plus le profil socio-économique de cette population tend à changer. Ainsi, les régions de forte immigration, comme l'Ontario et la Colombie-Britannique, ont enregistré, à long terme, une augmentation de leur niveau de vie, et l'inverse est vrai pour les régions de forte émigration, comme les Maritimes par exemple. Cette règle générale ne vaut pas toujours pour les quartiers urbains. Dans certains cas, une forte mobilité a plutôt l'effet de contribuer à maintenir la stabilité du profil socioéconomique de la population, alors qu'une faible mobilité a pour effet de modifier ce profil. Il existe peu d'études systématiques de ce paradoxe qui, pour être bien documenter, nécessite de connaître les caractéristiques détaillées des migrants et des non-migrants.

On peut cependant décrire dans leurs grandes lignes les processus en cause. Pensons à un quartier où la population est à peu près homogène et où il n'y a pratiquement pas d'arrivées et pas de départs. La population vieillit sur place : les individus et les ménages se transforment, ils changent d'étape dans le cycle de vie, et ces changements peuvent modifier considérablement des variables comme le niveau de revenu, la taille des ménages, la présence d'enfants, etc. Pensons, à l'opposé, à un autre quartier où chaque départ d'un ménage plus vieux est compensé par l'arrivée d'un ménage plus jeune, de telle sorte que le quartier ne vieillit pratiquement pas. Si, en plus, le type de logements qu'on trouve dans ce quartier est très homogène, par exemple des maisons unifamiliales comportant trois chambres à coucher et, par conséquent, convenant à une clientèle de familles de classe moyenne ayant deux enfants ou deux adolescents à la maison, une forte mobilité contribuera à maintenir la stabilité du profil social du quartier. Entre ces deux opposés, la situation la plus courante est celle où le vieillissement sur place et la mobilité résidentielle se combinent pour produire des rythmes de changement variés dans le profil social des quartiers.

■ un renversement fort prometteur des soldes migratoires

Ici à Québec, un phénomène remarquable, qui constitue un fait porteur d'avenir, a trait aux changements importants survenus dans la mobilité résidentielle entre 1991-1996 et 1996-2001. Voici les principaux changements.

Premièrement, nous remarquons une forte augmentation du solde positif de l'arrondissement La Cité. Ce solde passe de 529 en 1991-1996 à 4 403 en 1996-2001; il devient donc huit fois plus élevé. Du fait que cet arrondissement comprend

les deux districts de la Haute et de la Basse-Ville, il est difficile, pour le moment, de déterminer le poids respectif des facteurs pouvant expliquer cette remarquable évolution, d'autant plus difficile que nous n'avons pas la ventilation selon l'âge des migrants à cette échelle fine. Nous constatons toutefois que le nombre de personnes migrant vers La Cité à partir des sept autres arrondissements et du reste du Québec a augmenté. Nous constatons aussi que le nombre de migrants quittant La Cité pour aller demeurer dans Charlesbourg, Beauport, La Haute-Saint-Charles, Laurentien et le reste du Québec a faiblement augmenté, tandis que pour aller résider dans Les Rivières, Sainte-Foy-Sillery et Limoilou il a diminué. Nous ne pouvons toutefois déduire de ces observations les facteurs en cause. Il est fort probable que la revitalisation du quartier Saint-Roch joue un rôle attractif important, probablement plus marqué chez les jeunes, tandis que le quartier Montcalm est plus susceptible d'attirer la migration de retraite.

Deuxièmement, cinq arrondissements subissent des renversements de solde entre les deux périodes. Les Rivières (de +816 à -909), Beauport (de +1 385 à -512) et Laurentien (de +3 603 à -550) passent d'un solde positif à un solde négatif, tandis que Sainte-Foy-Sillery (-449 à +955) et Limoilou (de -502 à +494) passent d'un solde négatif à un solde positif.

Troisièmement, outre La Cité, deux arrondissements connaissent un solde du même signe entre les deux dates. Charlesbourg (de -909 à -399) a deux soldes négatifs, alors que La Haute-Saint-Charles a deux soldes positifs, le deuxième substantiellement plus élevé que le premier (de +2 428 à +7 510).

Ces changements dans la mobilité résidentielle favorisent nettement les trois arrondissements les plus centraux et les plus denses, en un mot les plus « urbains ». Qu'on s'entende bien toutefois. Un solde migratoire positif dans un arrondissement ne veut pas nécessairement dire que cet arrondissement enregistre un accroissement de population. En effet, sa

structure d'âge plus vieille peut faire en sorte qu'on y observe un nombre plus grand de décès que de naissances, autrement dit, un solde naturel négatif. Ainsi, parmi les trois arrondissements qui ont un solde migratoire positif entre 1996 et 2001, seul La Cité enregistre une croissance de sa population.

Par ailleurs, les changements dans la mobilité résidentielle favorisent aussi La Haute-Saint-Charles, arrondissement peu dense où Loretteville constitue le seul véritable noyau urbain. À l'opposé, ils défavorisent l'Est et l'Ouest de Beauport, Charlesbourg et Laurentien ainsi que Les Rivières. Comme la plupart des arrondissements sont hétérogènes, il serait intéressant de savoir quel type de milieu, en leur sein, les gens quittent et vers quels types de milieu ils se dirigent.

Comment interpréter ces tendances qui, tout en portant sur des nombres restreints, indiquent des changements de comportement assez marqués. Ces changements se poursuivront-ils ou sont-ils propres à la décennie des années 1990 ? Cette décennie a été contrastée au plan économique : il y a eu une récession dans la première partie et une reprise de la croissance à compter, environ, de 1997. Antérieurement, les périodes de croissance alimentaient l'étalement urbain, les ménages pouvant plus facilement assumer le coût d'achat d'une maison et les frais de transport. Il est donc remarquable que ce « repli vers le centre » se soit produit pendant la reprise économique. Traduit-il une plus grande capacité d'assumer le coût du logement qui a quand même relativement augmenté dans des quartiers comme Montcalm ? Ou encore, à quel point ce repli vers le centre est-il associé au vieillissement de la population ? Nous ne pourrions le dire avec certitude tant que les caractéristiques personnelles des migrants et des non-migrants ne seront pas connues, mais nous pouvons supposer que le vieillissement contribue à ce repli pour les raisons qui seront évoquées dans la section suivante.

une maturation démographique qui incite à la consolidation des milieux de vie

D'abord, une étude détaillée de la migration de retraite à Québec¹, menée, il est vrai, il y a plusieurs années, montrait déjà une attractivité forte des quartiers centraux de Québec sur les retraités. Que les personnes âgées aient été alors propriétaires ou locataires, ceux et celles qui déménageaient avaient tendance à rechercher un immeuble à logements de grande taille, offrant plusieurs services internes et une plus grande sécurité.

Ensuite, la maturation démographique incite à la consolidation des milieux de vie². Dans l'agglomération de Québec, la mise en place d'un réseau autoroutier très élaboré a facilité un étalement urbain considérable, celui-ci étant nourri par une croissance démographique soutenue jusqu'à la fin des années 1970. Depuis, l'étalement subit un ralentissement. En effet, il est possible d'évaluer l'étalement en mesurant la distance moyenne entre le centre (disons la colline parlementaire) et les résidences. En 1976, cette distance était de 7,46 km. Ensuite, de 5 ans en 5 ans, elle a évolué de la façon suivante :

Tableau 25

Distance moyenne entre le centre et les résidences

	1976	1981	1986	1991	1996	2001	Évolution globale (années)
Distance moyenne en km	7,46	8,02	8,16	8,34	8,56	8,60	
Évolution en %		7,25	1,76	2,27	2,59	0,43	14,99

Source : Barbonne et al., 2003, p. 60.

On note un ralentissement de l'étalement pendant la récession du début des années 1980 et un ralentissement encore plus marqué pendant la période la plus récente, de 1996 à 2001, alors que l'économie était plutôt en progression qu'en récession. Aussi, de façon plus globale, on peut voir que la distance moyenne a progressé de 0,56 km sur 5 ans, entre 1976 et 1981, pour ensuite progresser encore de 0,58 km mais, cette fois, sur 20 ans, entre 1981 et 2001.

L'étalement est beaucoup plus lent, mais il n'est pas terminé. Tout se passe en effet comme si le repli vers le centre noté plus haut, surtout pour la période 1996-2001, se déroulait à l'intérieur de la ville de Québec (l'ancienne

CUQ), alors même que celle-ci enregistre des soldes migratoires négatifs assez prononcés avec Lévis et la MRC de La Jacques-Cartier et légèrement positifs avec La Côte-de-Beaupré et L'Île-d'Orléans. Ainsi, entre 1991 et 1996, Québec a perdu 1 019 personnes au profit des autres composantes de la CMQ, et cette perte nette a été ensuite de 1 638 personnes entre 1996 et 2001. Il y a fort à parier qu'une bonne partie de ses pertes nettes se compose de jeunes familles qui veulent accéder à la propriété résidentielle dont le coût est moins élevé à de grandes distances du centre.

1. Kirouak, 1986.

2. Villeneuve, 2003.



Malgré cette continuité de l'étalement à l'échelle de la CMQ, il semble bien que le resserrement du tissu urbain, à l'échelle plus restreinte de la ville de Québec, soit déjà commencé. Trois facteurs incitent à penser qu'il se poursuivra. Premièrement, la taille des ménages continue de diminuer dans l'ensemble de l'agglomération. Elle était de 2,9 personnes en 1981, de 2,5 en 1991 et de 2,2 en 2001, et l'ISQ fait l'hypothèse qu'elle sera de 1,97 en 2021. Parce que la taille des ménages diminue, leur nombre augmente plus vite que le nombre de personnes, ce qui est d'ailleurs à l'origine de la crise actuelle du logement. Or, les petits ménages montrent une forte propension à s'établir plus près du centre. Par exemple, en 1996, les ménages comptaient en moyenne 1,69 personne dans l'arrondissement de La Cité (les quartiers centraux) et 2,89 dans l'arrondissement Laurentien, celui le plus à l'ouest.

Deuxièmement, la maturation démographique entraîne l'augmentation de l'âge des personnes. Or, les personnes plus âgées ont également tendance à se rapprocher du centre. Dans l'arrondissement de La Cité en 1996, 22 % des personnes avaient plus de 65 ans, contre 6 % dans l'arrondissement Laurentien. Il est également possible de réaménager certains quartiers de banlieue pour les rendre plus accueillants aux personnes âgées. Un remarquable ouvrage, fruit de la collaboration d'architectes et de sociologues¹, indique très concrètement comment il est possible de réaménager certains quartiers de Québec dans le but de consolider les milieux existants et de les adapter aux nouveaux besoins découlant des changements démographiques.

Troisièmement, le coût du logement est faible à Québec comparativement aux autres régions métropolitaines canadiennes. Par exemple, en 1996, les ménages montréalais consacraient en moyenne au logement 17,8 % de leurs dépenses annuelles contre 15,5 % à Québec. Cette situation est due en partie à l'étalement urbain qui a pour effet de rendre accessible des logements plus éloignés. S'il arrive que la densification du tissu urbain entraîne une hausse des prix du logement, cette hausse sera plus facile à absorber par les ménages qui y consacrent une part de leur revenu moindre qu'ailleurs. À ce sujet, la proportion de propriétaires est encore plus faible à Québec que dans les villes canadiennes anglaises de taille comparable. Comment faire en sorte qu'une plus grande proportion de ménages se rende compte que l'achat d'une maison, un bien durable qui s'apprécie, a un effet à long terme sur les finances du ménage bien différent de l'achat d'une voiture, un bien non durable qui se déprécie ? Bien sûr, la voiture procure l'accessibilité et, de ce fait, un meilleur accès aux ressources urbaines, notamment l'emploi et la formation (préparation à l'emploi). Mais il y a deux façons d'améliorer l'accessibilité à ces ressources : par la mobilité (et la voiture est ici le meilleur véhicule) ou par la proximité (et un aménagement adéquat du territoire est ici le meilleur moyen).



1. Fortin et al, 2002.

L'ORGANISATION SOCIALE DU TERRITOIRE

Jusqu'ici, et bien que cela en surprendra peut-être quelques-uns, l'organisation socioéconomique de la population sur le territoire de l'ancienne CUQ correspondait assez bien au modèle de la ville nord-américaine, malgré la présence du Vieux-Québec, cœur préindustriel de l'agglomération. En effet, ce modèle très simple, fait de cercles concentriques et de pointes de tarte (et de quartiers ethniques dans les villes d'immigration, ce qui n'est pas le cas de Québec) se retrouve assez bien à Québec.

■ cercles concentriques et pointes de tarte

Le ménage constitue la cellule de base de l'organisation sociale. Les types de ménages ont tendance à se disposer assez nettement selon des cercles concentriques. Un premier cercle dont le rayon se situe à environ 3 à 4 km du centre du Vieux-Québec, qui englobe donc la majeure partie des arrondissements La Cité et Limoilou, est composé en grande partie de petits ménages. Dans La Cité en 2001, 57,4 % des ménages comptent une seule personne et, dans Limoilou, ce chiffre est de 48 %. Ces ménages sont soit jeunes soit vieux, et cette caractéristique devrait persister, plus fortement pour les vieux que pour les jeunes, au cours des prochaines décennies, et toucher aussi, de plus en plus, l'arrondissement Sainte-Foy-Sillery et le Sud de l'arrondissement des Rivières. Les arrondissements les plus centraux, La Cité et surtout Sainte-Foy-Sillery, ont en 2001 des effectifs relativement considérables dans la classe d'âge de 20 à 29 ans. Selon les prévisions de l'ISQ, cette forte présence s'évanouit en 2021. Comme on peut penser qu'elle est due en grande partie à la présence d'étudiants venant de l'extérieur, il est difficile de croire qu'il en sera ainsi. Il faudrait pour cela que la spécialisation de Québec dans le secteur de l'éducation s'amodrisse considérablement, alors que les leaders régionaux dans ce secteur font beaucoup pour la renforcer.

Une deuxième couronne, entre 3 et 8 km du Vieux-Québec, est composée des banlieues ayant atteint leur maturation, donc comportant une proportion importante de population (plus de 30 %) composée de personnes âgées entre 45 et 64 ans. Cette couronne est exposée à un fort vieillissement à moins que de jeunes familles avec enfants achètent les maisons des ménages que nos amis anglophones nomment, de façon évocatrice, les « empty nesters ». Jusqu'ici, ces jeunes familles ont surtout eu tendance à s'établir dans la troisième couronne, au-delà de 8 km du centre. Cette disposition en cercles concentriques des ménages selon la taille et le cycle de vie est, bien sûr, complexifiée par un certain nombre de facteurs plus ou moins récents. Parmi ces facteurs, l'existence de noyaux villageois dans l'espace maintenant occupé par la ville de Québec fait en sorte qu'un habitat plus ancien et, surtout, plus dense a été constitué historiquement à plusieurs kilomètres du centre. Le réseau autoroutier crée également, près des échangeurs, des zones de forte accessibilité où l'on trouve parfois de l'habitat multifamilial occupé par des ménages de faible taille.

Les catégories socioprofessionnelles (CSP), quant à elles, forment une deuxième dimension fondamentale de l'organisation sociale. Elles se projettent dans l'espace urbain selon

une disposition en secteurs ou pointes de tarte axés sur le centre. Ainsi, à Québec, la CSP la plus élevée occupe le secteur allant du Vieux-Québec à Saint-Augustin, sur la moitié sud de la colline de Québec, entre le fleuve et le boulevard René-Lévesque. Les classes moyennes occupent la moitié nord de la colline de Québec, les axes de Charlesbourg et de Beauport ainsi que certains sites dans le secteur nord-ouest

situé entre la colline de Québec et Charlesbourg. Les classes moins favorisées occupent la basse-ville et sa prolongation dans la partie sud de Limoilou et dans la vallée de la rivière Saint-Charles. Ici également, les noyaux villageois anciens et les autoroutes contribuent à remanier cette structure de base.

■ évolution des disparités de revenu

L'organisation typique des ménages et des CSP qui vient d'être brièvement décrite risque d'être assez profondément remaniée en raison de la maturation de la population et de la mobilité résidentielle qui lui est associée. Le brassage démographique qui en résulte semble mener à des disparités sociales plus fortes *entre* les arrondissements, accompagnées également de disparités plus prononcées à *l'intérieur* des arrondissements. Prenons par exemple un indicateur important : le revenu des ménages et des particuliers. Un indice simple des disparités de revenu *entre* les arrondissements est le coefficient de variation, qui s'obtient en calculant d'abord la moyenne et l'écart type des revenus moyens des huit arrondissements et en divisant ensuite l'écart type par la moyenne. Cet indice est passé de 0,208 en 1991 à 0,221 en 1996 et à 0,230 en 2001 pour ce qui est des revenus des ménages. C'est donc dire que les disparités entre les arrondissements, telles que mesurées par cet indice, ont augmenté de 6 % entre 1991 et 1996 et de 4 % entre 1996 et 2001. Quant aux disparités à l'intérieur de chaque arrondissement, il est possible de les mesurer en divisant le revenu moyen de l'arrondissement par son revenu médian. Cet indicateur très simple est basé sur le fait que plus la distribution des revenus est inégale, plus l'asymétrie à droite de la distribution des revenus est prononcée. La moyenne est alors tirée vers la droite, plus loin de la médiane, ce qui donne un ratio plus élevé. À cet égard, on note que, pour l'ensemble de la ville de Québec, le ratio a augmenté plus rapidement entre 1991 et 1996 qu'entre 1996 et 2001. On note aussi que les ratios augmentent au cours des deux périodes dans tous les arrondissements, sauf dans La Cité et Limoilou où ils augmentent entre 1991 et 1996 et diminuent entre 1996 et 2001. La

chute est particulièrement prononcée dans La Cité où le ratio de 2001 devient inférieur à celui de 1991. Faut-il y voir une conséquence des soldes migratoires positifs de ces deux arrondissements ? Pour répondre de façon ferme à cette question, il faudrait, comme nous l'avons indiqué plus haut, connaître les caractéristiques des migrants et des non-migrants. Tout au plus pouvons-nous laisser entendre que ces tendances remettent quelque peu en question les idées reçues relativement à l'embourgeoisement. En effet, celui-ci est habituellement vu comme générateur de disparités sociales, les nouveaux arrivants (les « embourgeoisés ») étant souvent de catégorie socioprofessionnelle plus élevée que celle des résidents. Ce n'est pas ce qui semble se produire dans La Cité entre 1996 et 2001. Il y a de bonnes chances pour que les 4 400 personnes qui forment le solde migratoire positif de cet arrondissement appartiennent à des ménages ayant des revenus assez près de la moyenne de l'arrondissement pour que le ratio du revenu moyen sur le revenu médian chute en 5 ans de 1,44 à 1,35, soit la plus forte variation parmi tous les ratios calculés.

Limoilou fait aussi l'objet d'un solde migratoire positif entre 1996 et 2001. Ce solde est de 494, dont 368 attribuable au seul arrondissement de La Cité. On entend souvent dire que cet exode de La Cité vers Limoilou est le fait de personnes ne pouvant plus assumer le coût du logement en hausse dans La Cité. C'est sans doute le cas. Cependant, si ces personnes contribuent à l'évolution de la répartition des revenus des ménages au sein de Limoilou (et elles le font moins que dans La Cité, car elles sont moins nombreuses), leur contribution ne semble pas aller dans le sens d'une augmentation des

disparités, car celles-ci ont diminué entre 1996 et 2001, passant de 1,28 à 1,24. Cette diminution est d'autant plus intéressante qu'elle a été accompagnée d'une augmentation du revenu moyen des ménages de 1996 à 2001, alors que pendant la récession du début de la décennie, Limoilou avait été

le seul arrondissement à enregistrer une diminution appréciable du revenu des ménages (surtout si on prend en compte qu'il s'agit de revenus en dollars courants). Charlesbourg a aussi enregistré une diminution mais très faible.

Tableau 26
Revenu moyen des ménages

En dollars

	1991	1996	2001
Ville de Québec	41 366	42 787	48 868
La Cité	31 515	32 700	37 714
Les Rivières	40 072	41 134	46 589
Sainte-Foy-Sillery	48 495	49 251	56 165
Charlesbourg	45 671	45 547	49 717
Beauport	41 203	43 267	50 572
Limoilou	27 464	26 698	29 568
La Haute-Saint-Charles	44 820	46 979	54 482
Laurentien	53 789	56 839	65 990

Source : Statistique Canada.

Comme le ménage est l'unité décisionnelle, surtout aux fins de la consommation, il est utile de s'attacher à décrire, comme nous venons de le faire, l'évolution des revenus des ménages. Mais ces revenus sont influencés par le nombre de personnes du ménage qui occupent un emploi rémunéré, et le niveau de consommation de chaque membre du ménage est, lui, influencé par le nombre de personnes qui composent le ménage. Dès lors, il est aussi utile d'examiner les revenus des individus. Le Recensement canadien fournit les revenus, toutes sources confondues, des personnes de 15 ans et plus.

Comme les revenus des femmes sont (encore) considérablement plus faibles que ceux des hommes, nous examinons les femmes et les hommes séparément. On note d'abord que, entre les arrondissements, les disparités en matière de revenu des hommes ont augmenté entre 1991 et 1996, mais qu'elles sont demeurées pratiquement stables entre 1996 et 2001. Chez les femmes, les disparités entre les arrondissements sont à un niveau plus faible que chez les hommes, et elles ont eu tendance à augmenter plus lentement entre 1991 et 1996 et plus rapidement entre 1996 et 2001. Enfin, l'écart entre les hommes et les femmes est moindre dans La Cité et Limoilou que dans les autres arrondissements, et cet écart

diminue partout entre 1996 et 2001 sauf dans La Haute-Saint-Charles.

Les divers indices des disparités de revenus décrites ci-avant peuvent être considérés comme des indicateurs du degré d'équité sociale et de son évolution au sein de la ville de Québec. De façon générale, il faut conclure que les disparités de revenus augmentent, mais à un rythme moindre dans la deuxième moitié des années 1990 que dans la première. Il faut aussi conclure que les arrondissements les plus « urbains », La Cité et Limoilou, enregistrent une diminution des disparités internes entre 1996 et 2001.

Tableau 27
Revenu moyen des particuliers – Hommes

En dollars

	1991	1996	2001
Ville de Québec	28 998	29 790	33 834
La Cité	24 614	25 031	29 087
Les Rivières	26 663	27 946	31 767
Sainte-Foy-Sillery	35 104	36 319	41 093
Charlesbourg	29 791	30 004	32 930
Beauport	27 549	28 285	32 786
Limoilou	20 829	20 176	22 153
La Haute-Saint-Charles	29 421	29 905	35 216
Laurentien	34 547	36 012	40 563

Source : Statistique Canada.

Tableau 28
Revenu moyen des particuliers – Femmes

En dollars

	1991	1996	2001
Ville de Québec	17 383	18 877	22 280
La Cité	18 137	19 508	23 098
Les Rivières	16 029	17 743	20 839
Sainte-Foy-Sillery	19 611	21 207	25 719
Charlesbourg	16 998	18 626	21 434
Beauport	16 223	18 149	21 345
Limoilou	14 346	14 644	17 012
La Haute-Saint-Charles	16 541	18 175	20 652
Laurentien	19 420	21 000	25 203

Source : Statistique Canada.



■ plusieurs pôles, des axes et des corridors

Un aspect important de l'évolution de la population de Québec a trait à la disposition de ses activités sur le territoire. Nous avons noté plus haut un ralentissement de l'étalement urbain, mesuré par la distance moyenne entre le centre et les lieux de résidence de la population. Nous abordons ici brièvement les activités autres que résidentielles. Nous nous limiterons à des remarques générales, car cette question a été traitée très récemment dans une étude réalisée par le CRAD pour la CMQ¹.

Depuis quelques décennies, les analystes urbains détectent l'émergence, plus ou moins sentie selon l'agglomération en cause, d'une forme multipolaire au sein des régions métropolitaines. Souvent, ils ne se limitent pas à identifier cette forme; ils soutiennent également qu'il s'agit là d'une forme souhaitable qui peut réduire les distances de déplacement, les personnes se rendant au pôle le plus près. Cette option urbanistique a été populaire à Québec. Plusieurs documents d'urbanisme produits depuis 1970 préconisent la consolidation des pôles secondaires de Sainte-Foy, Lebourgneuf et, quelquefois, Beauport, ainsi que Lévis sur la rive sud. Ce schéma où les activités non résidentielles seraient regroupées dans des pôles plutôt que dispersées dans tout l'espace suburbain n'a pas connu beaucoup de succès pour deux raisons. Premièrement, les pôles en question sont eux-mêmes de faible densité comparativement au pôle principal du centre-ville de Québec. Deuxièmement, l'analyse détaillée des déplacements quotidiens révèle que ceux-ci ne sont pas très fortement polarisés par le pôle le plus près et qu'ils le sont de moins en moins.

Depuis l'avènement de la technologie des systèmes d'information géographique (SIG) et de la production de grandes bases de données finement géoréférencées, il est maintenant devenu possible de cartographier les phénomènes de façon beaucoup plus détaillée et en tenant compte de l'écoumène et des discontinuités du cadre bâti.

Que nous apprennent ces documents ? Premièrement, que le tissu urbain de Québec est beaucoup moins continu que ce que le laissent entendre les anciens modes de représentation. Dès que nous sommes à plus de 3 km du centre-ville, le territoire non occupé forme une proportion considérable du territoire total. Deuxièmement, les activités non résidentielles se regroupent dans plusieurs pôles et non pas dans trois ou quatre pôles secondaires importants. Troisièmement, les nombreux pôles ont fortement tendance à s'aligner le long d'un certain nombre d'axes routiers.

Il est fort probable que cette forme axiale se retrouve dans plusieurs régions métropolitaines nord-américaine de taille moyenne où un réseau routier très développé ne rend pas nécessaire la formation de pôles secondaires générateurs d'économies d'agglomération, comme cela se passe dans les plus grandes métropoles. Dès lors, il convient de réfléchir à la signification, pour la ville de Québec, de cette organisation territoriale de forme axiale ou réticulaire. Faute d'avoir pu faire en sorte que le développement territorial de Québec se fasse en taches d'huile plutôt qu'à la manière saute-mouton, il est possible d'indiquer qu'il faut maintenant aménager Québec en pensant « axes » plutôt que « pôles ». D'entrée de jeu, on peut constater trois avantages d'une organisation en axes.

Premièrement, la diversité et la mixité des fonctions ainsi que des principes d'urbanisme mis de l'avant s'accroissent très bien d'une forme axiale, à l'instar de la multimodalité. À Québec, l'axe le plus dense, le plus diversifié et le plus mixte est, sans contredit, l'axe entre le Vieux-Québec et la route de l'Église à Sainte-Foy. Il structure une vie urbaine de qualité et, comme on l'a vu, ce milieu enregistre un solde migratoire positif.

Deuxièmement, un corridor urbain assez dense et assez multifonctionnel constitue la condition idéale pour que le transport en commun soit rentable. On le constate à Québec depuis l'existence de la ligne 8 et, à fortiori, du métrobus : les

1. Barbonne et al., 2003.

véhicules enregistrent de bons taux de remplissage *dans les deux sens*, ce qui n'est pas le cas d'un pôle qui se remplit le matin et se vide le soir.

Troisièmement, un ensemble d'axes formant un réseau à l'échelle du territoire de la ville de Québec constitue un excellent moyen d'intégration du territoire. On se souvient de l'époque où chaque municipalité de la CUQ voulait (avec raison alors) son ou ses pôles. Il en va tout autrement des axes et des corridors. Ils « unissent » les parties du territoire, contrairement aux pôles qui cherchent tous à attirer le développement chez soi. La mixité de fonctions complémentaires le long d'un axe fait en sorte que les diverses parties du territoire traversées par l'axe profitent des retombées indirectes des investissements faits le long de cet axe, même si elles

sont à plusieurs kilomètres de l'endroit où est fait un investissement, car l'axe crée des liens fonctionnels.

Enfin, puisque cette étude porte sur l'avenir à long terme, il n'est pas inutile de préciser que la notion de corridor de développement ne devrait pas se limiter au territoire de la ville de Québec, mais devrait aussi englober celui de la CMQ et, pourquoi pas, celui formé par l'agglomération et ses satellites (Montmagny, Sainte-Marie, Sainte-Croix, Donnacona, Saint-Raymond et Beaupré). Ce dernier constitue un excellent cadre de référence et offre une échelle fort pertinente pour promouvoir le développement durable et l'intégration sociale et économique de notre région. À quand des autobus fréquents entre Québec et ses satellites ?

L'ÉCONOMIE ET LA DÉMOGRAPHIE, DEMAIN

En terminant cette étude, il n'est pas inutile de soulever la question des liens entre l'économie et la démographie. Certains liens entre les phénomènes économiques et les phénomènes démographiques sont simples, d'autres sont complexes. Parmi les phénomènes simples, on peut inclure la relation positive entre un fort taux de croissance économique et l'immigration. Parmi les phénomènes complexes, il y a l'effet de confiance en l'avenir que peut engendrer un climat économique propice, effet de confiance qui peut se répercuter sur la fécondité. Présentement, dans le cas de Québec, l'avenir est d'autant plus difficile à prévoir que la conjoncture économique à court terme est très bonne, alors que les projections démographiques à long terme sont peu encourageantes. La question toute naturelle qui se pose est alors la suivante : cette conjoncture économique assez favorable à court et à moyen terme réussira-t-elle à infléchir les tendances démographiques à plus long terme ?

■ les effets conjoncturels

Le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille du Québec prévoit qu'il y aura 53 000 emplois à combler dans la région de Québec entre 2002 et 2006, dont 23 000 sont nouveaux et 30 000 découlent des prises de retraite et des départs. Ceci correspond à un taux de croissance de l'emploi de 1,5 % par année, ce qui est légèrement inférieur au taux qui devrait être de 1,6 % pour le Québec. Cependant, les emplois offerts dans la région de Québec

comportent une plus grande proportion d'emplois de niveau professionnel que ceux offerts dans l'ensemble du Québec, et ils exigent aussi une scolarité assez poussée. Il faut également souligner que la ville de Québec renferme 508 000 des 632 000 personnes de la région 03 en 2001, soit tout près de 80 %. On peut penser que le marché de l'emploi de la ville est relativement plus vigoureux que celui du reste de la région. De plus, alors que le taux de chômage au Québec

vient récemment d'atteindre à nouveau la barre psychologique des 10 %, il se maintient plutôt autour de 5 % dans les régions de Québec et de Chaudière-Appalaches. Autre donnée importante : le revenu moyen des travailleurs de Québec est plus élevé (30 000 \$) que la moyenne provinciale (27 100 \$) et que la moyenne canadienne (28 700 \$). Cette bonne conjoncture économique ne manque pas d'avoir des

effets sur la construction résidentielle. En effet, une des premières conséquences, à court terme, de cette bonne conjoncture est son impact positif sur le taux de formation de ménages, et l'augmentation de ce taux fait à son tour augmenter la demande de logements. Mais qu'en est-il à plus long terme ?

■ les effets structurels

Une progression économique soutenue devrait éventuellement avoir un effet positif sur l'immigration, de source québécoise mais aussi internationale. À cet égard, les hypothèses de l'ISQ sont assez conservatrices, le solde migratoire net total utilisé dans la projection se situant aux environs de 1 240 à 1 630 par année d'ici 2021. Il est vrai que l'offre d'emploi dans la fonction publique est au cœur de la bonne performance économique de Québec au cours des dernières années. Mais la fonction publique n'est plus seule. La diversification de l'économie régionale joue un rôle grandissant. Une

politique concertée est toutefois nécessaire pour attirer à Québec une main-d'œuvre hautement qualifiée. Par exemple, les observations faites plus haut sur la féminisation de la main-d'œuvre indiquent que, pour attirer à Québec un homme ou une femme hautement qualifié, il faut se préoccuper du sort de sa conjointe ou de son conjoint qui, la plupart du temps, est aussi une travailleuse ou un travailleur hautement qualifié. Comment les employeurs peuvent-ils se concerter pour répondre à cette nouvelle donne ?